

AP

MPL 3
P 13
PERIODICAL
317

défense de Occident

Maurice BARDECHE :

Mémoire pour les U.S.A.

●

Gaspard AUBRY :

Les Corps francs de l'opposition

●

François DUPRAT :

Les Batailles pour l'Ukraine

●

Pierre NAVARRE :

La vraie révolution reste à faire

●

Maurice *BARDÈCHE*

HISTOIRE DES FEMMES



Après avoir été des « **captives** » apparemment soumises dans les séraïls, les femmes sont devenues les toute - puissantes « **faisanes** » des périodes monarchiques et enfin les actives « **fourmis** » des temps modernes.

Mais, à travers ces mutations, elles restent le vrai sexe fort, tour à tour charmantes et altières.

« Longue et passionnante histoire, depuis Eve... »
Hervé Lauwick/
Jours de France.

Tome I. — 390 pages, 48 illustrations, 26 F

Tome II. — 460 pages, 40 illustrations, 33 F

EDITIONS STOCK

Mauri

Gaspa

Franço

Yann

Pierre

Jean-F
de n

Pierre

F.-H.
Mer
les V

LES L

13, rue

Défense de l'Occident

Nouvelle série — 17^e année

Décembre 1968 — N° 77

S O M M A I R E

- Maurice BARDECHE : *Mémoire pour les U.S.A.* 3
- Gaspar AUBRY : *Les corps francs de l'opposition* .. 21
- François DUPRAT : *Les Batailles pour l'Ukraine* 35
- Yann BEUZEC : *Deux aspects de la guerre d'Algérie*.. 52
- Pierre NAVARRE : *Inquiétudes dans le golfe Persique* 58
- Jean-François BRETON : *Documents sur les journées de mai* 65
- Pierre FONTAINE : *La vraie révolution reste à faire* 69
- F.-H. LEM, CHRONIQUES DES ARTS : *Charles Meryon, peintre-graveur ; La « Librairie » de Charles V ; André Suarès au Musée Antoine Bourdelle* .. 76
- LES LIVRES DU MOIS : 84

13, rue des Montibœufs - PARIS (20^e) - CCP 65.35.65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 3,75 F

Abonnements. — 1 an : 35,— F

Etranger : 1 an : 37,— F

Propagande : 50,— F et 100,— F

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal
adressé à « *Défense de l'Occident* », 13, rue des Montibaud

Paris-20° — C.C.P. 65-35-65 Paris.

L'év
comm
nous j
est dit
Il imp
qui es
autant
Etats
que l'a
qui se
approu
à l'éga
Est-c
peut cl
avons
l'électio
nouvel
Dans
tain ra
variant
peuvent
politiqu
le cas
gement
même
férente

Mémoire *pour les U.S.A.*

L'événement le plus important de la politique européenne est, comme d'habitude, l'élection du président des Etats-Unis. On nous permettra de trouver cette situation peu normale. Ceci est dit sans aucune espèce d'hostilité à l'égard des Etats-Unis. Il importe de distinguer, d'une part, l'indépendance européenne qui est un objectif que les Etats-Unis doivent souhaiter tout autant que nous-mêmes et, d'une part, les dispositions des Etats européens à l'égard des Etats-Unis. On peut souhaiter que l'avenir des Etats européens ne dépende pas de l'élection qui se fait aux Etats-Unis tous les quatre ans, sans pour cela approuver une politique d'hostilité systématique et puérile à l'égard des Etats-Unis.

Est-ce que le nouveau titulaire de la charge présidentielle peut changer quelque chose à la politique américaine ? Nous avons eu déjà l'occasion d'exprimer ces doutes au moment de l'élection du président Johnson. Nous ne pouvons que les renouveler aujourd'hui.

Dans un certain état de l'opinion publique, dans un certain rapport de forces à un moment donné, il y a très peu de variantes entre les décisions parmi lesquelles les chefs d'Etat peuvent choisir, à moins qu'ils ne décident d'instaurer une politique entièrement révolutionnaire. Cela ne paraît pas être le cas de M. Nixon. Il ne faut donc pas s'attendre à des changements spectaculaires dans la politique des Etats-Unis ni même probablement à une orientation fondamentalement différente de cette même politique.

Ce qu'on peut attendre d'un nouveau président est simplement un changement de personnel entraînant un changement progressif d'optique sur les événements et, par suite, au bout d'un certain temps, un changement des méthodes. C'est par là que les prochaines semaines nous apprendront s'il y a quelque chose de changé dans la politique de Washington.

Il y a toutefois, en ce moment, une occasion d'affirmer une orientation différente de la politique du Département d'Etat, et il est important de voir si M. Richard Nixon prendra appui sur cette occasion ou au contraire décidera de la négliger. La politique des Etats-Unis est fondée depuis plusieurs années sur les perspectives, suggérées par la Russie, de la coexistence pacifique. Les événements récents, ou plus exactement la conjonction de deux événements récents, particulièrement significatifs, montrent ce qu'on peut attendre d'une telle perspective. L'invasion brutale et la mise au pas de la Tchécoslovaquie, dont il ne faut plus douter actuellement, nous ont montré, d'une part, que, lorsqu'il s'agissait de ses intérêts stratégiques essentiels, l'U.R.S.S. était absolument résolue à s'en tenir au partage décidé à Yalta et qu'elle n'admettrait en ce domaine aucune diminution de son pouvoir, aucune rectification des frontières qui avaient été définies comme celles de son influence. En revanche, la capitulation des Etats-Unis au Vietnam nous enseigne que la vieille méthode de pénétration subversive utilisée depuis vingt ans par les communistes et restée un élément permanent de leur politique, conduit comme autrefois à des annexions qui ont pour résultat de modifier, à l'avantage du bloc communiste et au détriment des Etats-Unis, les frontières du monde libre acceptées autrefois par les belligérants.

Le résultat de la coexistence pacifique est donc le suivant. Quand il s'agit des territoires soumis à l'influence communiste, toute pénétration, toute rectification est rigoureusement impossible, elle est réprimée aussitôt par une intervention armée.

Quand il s'agit au contraire des intérêts du bloc libéral, les rectifications sont toujours possibles sous le prétexte du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il est clair, dans ces conditions que la politique de coexistence pacifique a été un jeu de dupes.

Par s
dences
tique e
de para
des Eta
Elle e
part, la
capitalis
liseront
celle-ci
listes.
Comme
une ère
gements
d'abord,
manifes
changer
dans le
dépit de
lers ser
les man
la politi
et réalis
de bamb
naitrons
quelcon
avoir su
donnés
teurs un
permettr
dum qu
résume
tique am
Ce Mé
les racin
partir d
Roosevel
« Le d
Roosevel

Par ses résultats politiques, elle est négative, par ses incidences économiques, elle n'a fait que renforcer l'Union Soviétique et les pays satellites et leur permettre de combler ou de paraître combler leur retard par rapport au niveau de vie des Etats-Unis.

Elle est, d'une part, un marché désavantageux et, d'autre part, la vérification de cette prédiction de Lénine que les Etats capitalistes sont tellement attachés à l'idée de profit qu'ils rivaliseront entre eux pour équiper l'Union Soviétique, même si celle-ci ne cache pas sa volonté de détruire les Etats capitalistes.

Comment saurons-nous si, avec Richard Nixon, commence une ère nouvelle dans la politique américaine ? Par quels changements de personnes, par quelles orientations prudentes d'abord, puis plus affirmées, cette décision pourra-t-elle se manifester ? Il est probable que nous n'assisterons à aucun changement radical dans la politique suivie au Vietnam et dans le cours des pourparlers de Paris. Mais cette question, en dépit des apparences, est secondaire, parce que ces pourparlers seront très longs et que leur stérilité ménage de toutes les manières un période pendant laquelle un redressement de la politique des Etats-Unis au Vietnam pourra être préparé et réalisé. Ce n'est donc pas dans les mouvements du rideau de bambou destinés à cacher des opérations que nous ne connaissons que dans l'avenir qu'il faut chercher une indication quelconque. Les premiers renseignements que nous pourrions avoir sur la politique de Richard Nixon seront probablement donnés par son entourage politique. Pour fournir à nos lecteurs une interprétation plus facile des événements, nous nous permettrons de leur citer de longs fragments d'un **Mé morandum** qui vient de nous être envoyé des Etats-Unis, et qui résume quelques-uns des épisodes caractéristiques de la politique américaine depuis les dix dernières années.

Ce **Mé morandum** remonte même plus loin, puisqu'il trouve les racines des erreurs commises dans la période récente à partir du moment où Harry Truman succéda au président Roosevelt.

« Le déclin des U.S.A. avait déjà commencé au temps où Roosevelt, qui était avec sa femme un grand admirateur de

la Russie communiste, remit à Yalta le sort des cent cinquante millions d'hommes de l'Europe centrale et orientale entre les mains de Staline. Harry Truman suivit la politique de Roosevelt. Conformément à l'accord de Potsdam, l'Allemagne orientale ainsi que la partie est de Berlin fut livrée au communisme, la Prusse orientale avec l'ancienne ville allemande de Königsberg ayant déjà été annexée sans autre forme de procès à l'empire communiste à direction russe.

Mais Harry Truman ne se borna pas à ce démembrement cruel et injustifié. Il ratifia également le démembrement de la Hongrie en 1948, bien que Wilson ait refusé après la première guerre mondiale, au Traité de paix de Trianon, un démembrement qui était contraire aux Quatorze Points américains. Mais la démarche la plus extravagante de Harry Truman fut encore de relever de sa charge un des soldats les plus décidés de l'armée américaine, le général Mac Arthur, sous prétexte qu'il avait l'intention de franchir la rivière Yalu et de pénétrer dans le territoire chinois. Truman exigea la démission du général Mac Arthur et fit revenir les troupes américaines derrière le 38^e parallèle.

« L'administration suivante, celle d'Eisenhower, en dépit de la croisade annoncée contre le communisme international, laissa se produire des infiltrations dans ses équipes administratives pour obtenir des positions-clés. L'armistice de Corée en juin 1953 était l'équivalent d'une défaite. Quelques sénateurs essayèrent en vain de ramener le vaisseau en dérive de la politique étrangère américaine vers des eaux plus propices. Les démagogues progressistes exigèrent une coexistence pacifique, poison que Nikita Khrouchtchev fut le premier à introduire dans les veines de la diplomatie occidentale à la réunion de Genève en 1955.

« L'administration Eisenhower n'obtint pas d'autre résultat que de dissiper le crédit que les U.S.A. avaient gagné après la première et la seconde guerre mondiale. Après la mort de John Forster Dulles, Christian Herter devint Secrétaire d'Etat en 1959, mais sa nomination fut pour peu de temps parce que les jours du gouvernement Eisenhower étaient déjà comptés. A la suite de l'incident de l'avion U2 piloté par Francis Powers, qui fut obligé d'atterrir à une grande distance à l'intérieur du territoire de l'U.R.S.S. en mai 1960, Khrouchtchev sabota la

Conférer
main du
moindre
et d'ager

« L'éle
gnage de
nedy fut
Le nouve
pour se
vue de l
secrétaire
qu'il fall
diplomate
découvri
capable

« On c
ment un
Namara
troduites
A. Lovet
de Rusk
velt qui,
nedy un
déclaran
une atm
intérêts

« Le n
tant que
série de
ne s'étai
ment ap
poste le
de cette
tion de l

« Né e
d'une fa
un dimir
slaves, é
d'abord

Conférence au sommet projetée à Paris. Il refusa de serrer la main du Président américain, mais se garda bien de faire le moindre commentaire sur la présence de milliers d'espions et d'agents à travers les Etats-Unis et l'hémisphère occidental.

« L'élection de 1960 et ses résultats furent un nouveau témoignage de l'ignorance politique du peuple américain. John Kennedy fut élu par une étroite majorité contre Richard Nixon. Le nouveau président avait à choisir un nouveau gouvernement pour se prononcer sur la requête hypocrite de l'U.R.S.S. en vue de la soi-disant coexistence pacifique. Le choix du futur secrétaire d'Etat était donc d'une extrême importance, parce qu'il fallait désigner une personnalité capable de mener une diplomatie habile, énergique et lucide. C'est à ce moment qu'on découvrit que, paraît-il, il n'y avait pas d'autre personnalité capable d'occuper ce poste de premier rang que M. Dean Rusk.

« On doit rappeler à cet endroit que M. Rusk n'était nullement un ami personnel du Président Kennedy. Robert Mac Namara et Rusk étaient des personnalités qui avaient été introduites dans les hautes sphères administratives par Robert A. Lovett. L'influence la plus importante pour la nomination de Rusk fut exercée sur le nouveau président par Mrs Roosevelt qui, à son retour d'un voyage à Moscou, transmit à Kennedy une étrange requête des Soviets en faveur de M. Rusk, déclarant que Rusk était la seule personnalité capable de créer une atmosphère internationale de détente pour concilier les intérêts en présence.

« Le nouveau président et M. Rusk, qui à cette époque en tant que président de la Fondation Rockefeller, donnait une série de conférences au collège de Claremont à Los Angeles, ne s'étaient jamais rencontrés. Cette rencontre eut lieu seulement après qu'on eut persuadé Kennedy d'offrir à Rusk le poste le plus important de son gouvernement, et, c'est à la suite de cette première entrevue, en décembre 1960, que la nomination de Rusk devint officielle.

« Né en février 1909 dans le comté de Cherokee en Georgie d'une famille pauvre, M. Rusk dont le nom est curieusement un diminutif du mot rusky qui signifie russe dans les langues slaves, était le fils d'un pasteur presbytérien, et fit ses études d'abord à Davidson collège où il fut gradué en 1931, puis à

Oxford en Angleterre où il passa trois ans. Il y étudia la politique, l'économie et la philosophie, reçut un diplôme universitaire et pendant ses vacances fut également étudiant à l'Université de Berlin. Entre 1934 et 1940, M. Rusk était professeur de politique étrangère et doyen du Collège de Mills à Oakland en Californie. Il poursuivit en même temps, pendant trois ans, des études juridiques à l'Université de Californie. Mobilisé comme capitaine dans l'armée américaine en 1940, il servit pendant cinq ans, fit deux campagnes en Birmanie comme chef d'Etat-Major du général Stilwell et il fut affecté pendant un certain temps, à la fin de la guerre, au Service de Renseignements et au Bureau des Opérations à l'Etat-Major général. Il quitta le service en 1946 comme colonel, il travailla ensuite plusieurs mois au Département d'Etat, puis le secrétaire à la guerre Robert Patterson lui demanda de prendre un poste d'Assistant spécial au Pentagone. En 1947, à la requête du général Marshall, alors Secrétaire d'Etat, M. Rusk fut affecté au State Département. Il eut un bureau spécialisé dans les affaires de politique générale et c'est de ce service que naquit plus tard le département spécial des Nations Unies au Département d'Etat. M. Rusk fut finalement nommé Assistant au Secrétaire d'Etat pour les affaires des Nations Unies et il fut le premier homme à occuper ce nouveau poste.

Dès 1930, M. Rusk avait été un membre de l'**Institut of Pacific Relations (I.P.R.)** qui était une nursery de marxistes qui ont joué plus tard un rôle important dans la politique américaine. C'est un rapport d'un comité du Sénat pour les affaires internationales qui le notait : l'**I.P.R. (Institut of Pacific Relations)** a toujours été considéré par les communistes américains et par les officiels soviétiques comme un instrument de la politique communiste ainsi que de ses bureaux de propagande et d'espionnage. Il porte une lourde part de responsabilités dans l'abandon de Tchang-Kaï-Chek au profit de la Chine rouge et Dean Rusk est un des hommes du lobby chinois qui jouèrent un rôle important dans ce désastre. Au moment où il détenait la position d'Assistant au Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères, M. Rusk prononça un discours en faveur des communistes chinois, dans lequel il décrivait les communistes de Pékin comme des révolutionnaires qu'on devait comparer aux

patriot
voulai
d'une
dans le
« M.
Orient
Marsha
man. M
éclata
M. Rus
instruis
la nuit
Préside
général
« L'a
le cons
situatio
rappela
la Gran
duire d
de dem
franchi
« Un
Corée,
échange
où il é
1952 à
de doll
dévelop
poste, I
muniste
de doll
lisa éga
faire un
« Con
sident J
gouvern
cutant
le plus p

patriotes américains de 1776, affirmant que les réformes qu'ils voulaient entreprendre en Chine ne dépassaient pas le niveau d'une réforme agraire classique et n'étaient pas du tout dans le style communiste russe.

« M. Rusk fut nommé Assistant pour les affaires d'Extrême-Orient au moment où Dean Acheson succéda au général Marshall comme Secrétaire d'Etat dans le gouvernement Truman. M. Rusk occupait ce poste quand la guerre de Corée éclata et, en 1951, quand le général Mac Arthur fut rappelé. M. Rusk fut, dit-on, le premier homme à Washington qu'on instruisit de l'attaque coréenne à travers le 38^e parallèle dans la nuit du samedi 24 juin 1950 et c'est lui qui conseilla au Président Truman la fatale décision qui l'amena à rappeler le général Arthur.

« L'ancien Président Truman a raconté dans ses Mémoires le conseil qui eut lieu d'extrême urgence pour discuter de la situation. Dean Rusk s'opposa à toute réaction immédiate en rappelant que nous avons un engagement de consultation avec la Grande-Bretagne pour les incidents qui pouvaient se produire dans ce secteur géographique et il conseilla, d'autre part, de demander aux Nations Unies une résolution condamnant le franchissement par les communistes de la limite fixée.

« Un an avant que l'armistice ne fût finalement signée en Corée, M. Rusk abandonna son poste au gouvernement en échange d'une situation à la tête de la Rockefeller Fondation où il était payé 50.000 dollars par an. Pendant neuf ans, de 1952 à 1961, il dirigea la distribution d'environ 250 millions de dollars en dons charitables incluant l'aide aux pays sous-développés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine. Dans ce poste, Dean Rusk continua à apporter son soutien aux communistes en faisant attribuer une subvention de 2 millions de dollars au très suspect Institut of Pacific Relations. Il utilisa également son influence auprès de la fondation Ford pour faire un don de la même importance au même Institut.

« Comme nous l'avons mentionné plus haut, le nouveau Président John Kennedy demanda à M. Rusk de devenir dans son gouvernement le Secrétaire d'Etat, c'est-à-dire le principal exécutant de sa politique. Il devait l'appeler plus tard l'homme le plus précieux que le gouvernement des Etats-Unis ait jamais

eus et le plus grand de ses Secrétares d'Etat. » Voyons comment M. Rusk a mérité cette appréciation qui lui fut décernée si généreusement par John Kennedy et le fut à nouveau par Johnson. De ce qui précède, nous avons pu voir que la compétence de M. Rusk dans les affaires internationales ne lui venait pas seulement des études universitaires qu'il avait faites, mais aussi de l'expérience pratique qu'il avait pu acquérir pendant la seconde guerre mondiale et pendant la guerre de Corée. Cela ne nous apprend rien, toutefois, sur l'orientation personnelle de M. Rusk. Est-il libéral, conservateur ou socialiste ? A-t-il étudié profondément l'idéologie marxiste et a-t-il quelque expérience du dogmatisme bolchévique ? Nous aimerions savoir d'après quel programme idéologique il développa son action. Avait-il la volonté de continuer en politique étrangère l'action préventive des précédents gouvernements qui s'étaient toujours opposés à l'infiltration communiste ou son projet fut-il d'orienter la politique américaine dans une autre direction ?

« Quand M. Rusk arriva pour occuper le haut poste qui lui était confié, c'était le moment où était à la mode la soi-disant **coexistence pacifique** qui avait été lancée sur le marché international par le rusé ukrainien Nikita Khrouchtchev. C'était un nouveau slogan qui était très séduisant. Les diplomates et politiciens occidentaux qui aiment tant jouer au golf et qui aspirent à une vie confortable sans complications furent émerveillés par les perspectives qui s'ouvraient ainsi. Dans l'intention d'établir cette coexistence pacifique annoncé, John Kennedy rencontra Nikita Khrouchtchev à Vienne en juin 1961. Les photos qui ont été prises de cette rencontre nous montrent un vieux russe malin et grimaçant en face d'un jeune président tout souriant et plein de bonnes intentions, croyant fermement dans les meilleurs idéaux humains, et naturellement dans la séduisante coexistence pacifique.

« Nul ne conteste que le jeune président n'ait fait de son mieux pour résoudre dans cette atmosphère de « coexistence pacifique » les difficultés idéologiques qui existaient entre les deux grands blocs. Par conséquent, il est assez naturel que le nouveau Secrétaire d'Etat ait adopté le même point de vue et se soit résolu à changer par une espèce de révolution de

Coper
M. Ru
dait co
plus d
d'à-pr
penda
qui de
cain).
tout p
armes
pouva
ble de
doctri
toujou
monde
« Qu
par un
lui-mêm
leversa
début
vacanc
tandis
ment I
fectués
manda
William
cipaux
cain. E
M. Otto
giques
On aur
bien se
et Walt
sur la l
ment le
que les
son de
Sous
rieuses

Copernic la politique étrangère qui avait été suivie depuis 1945. M. Rusk se référait pour ce changement à des faits qu'il regardait comme évidents, en particulier que la guerre froide n'avait plus de raisons d'être parce que le « communisme soviétique d'à-présent n'avait aucun rapport avec celui qu'on avait connu pendant le régime de Staline », (c'est la théorie de Rostow qui devait jouer un grand rôle dans le gouvernement américain). Ce slogan fut graduellement répandu partout, mais surtout parmi les hommes d'Etat. Pourquoi combattre avec des armes si les problèmes qui divisaient les deux hémisphères pouvaient être résolus heureusement dans l'atmosphère agréable de la coexistence ? On oubliait seulement le sens de la doctrine soviétique et sa résolution maintes fois affirmée et toujours persistante de changer l'ordre des choses dans le monde tout entier.

« Que le Secrétaire d'Etat ait été inspiré par la naïveté ou par une information insuffisante ou par trop de confiance en lui-même, il n'hésita pas en tout cas à réaliser ce plan en bouleversant totalement l'Etat-Major du Département d'Etat. Au début de 1962, M. Rusk avait déjà créé cent cinquante deux vacances dans le personnel dirigeant du Département d'Etat, tandis que pendant les huit années précédentes du gouvernement Eisenhower, huit changements seulement avaient été effectués. Parmi ces cent cinquante nouveaux venus, il recommanda tout spécialement la nomination de Harlan Cleveland, William Wieland et de Walt Rostow qui devaient être les principaux leaders du progressisme dans le gouvernement américain. En revanche, il élimina, après une procédure douteuse, M. Otto Otepka qui était un des fonctionnaires les plus énergiques et les plus lucides de l'équipe des Affaires Etrangères. On aura une idée de portée de ces nominations si l'on veut bien se souvenir que MM. Harlan Cleveland, William Wieland et Walt Rostow occupaient tous les trois une place honorable sur la liste de ce qu'on appelle dans les Services de Renseignement les **Security risk persons**, c'est-à-dire les personnalités que les Services de Renseignements déclarent suspectes en raison de leurs tendances et de leurs relations.

Sous le prétexte de la coexistence pacifique, des mains mystérieuses ont commencé à s'opposer aux Etats-Unis à toute infor-

mation anticommuniste dans la presse, au théâtre, à la radio et la télévision et au cinéma. Il est probable qu'un système de délation et d'enquête existe aux Etats-Unis : grâce à un système analogue, les Anglais ont réussi à supprimer toute information qu'ils désirent tenir secrète aussi bien dans les journaux qu'à la radio ou à la télévision. Il est évident que ce système intéressa beaucoup notre Département d'Etat, qui lui aussi aimerait bien remplacer le Premier Amendement de la Constitution par un même mécanisme. En fait, depuis 1961, les magazines, la radio et la télévision présentent de nombreux commentaires sur le système communiste, lesquels sont souvent contraires à la réalité, et, en particulier, de magnifiques descriptions des réalisations obtenues dans les pays d'idéologie marxiste. Dans la liste des livres publiés depuis quelques années aux Etats-Unis, les livres écrits contre le marxisme occupent une très petite place, ainsi que ceux qui sont consacrés à montrer le danger du communisme international. Au contraire, à plusieurs reprises, la télévision et la radio ont décrit la vie merveilleuse et la richesse des contrées communistes, insisté sur leur culture en faisant connaître par exemple les ballets de Léninegrad, l'ensemble Bolchoï, le cirque soviétique, le cinéma soviétique, contribuant à répandre cette idée de la supériorité extraordinaire des pays communistes aux principaux niveaux de la culture et de la civilisation. Cette propagande est naturellement sans réciprocité. Les artistes, savants et professeurs américains ont les plus grandes difficultés à pénétrer dans les pays communistes, principalement en Union Soviétique et ils sont soumis à des contrôles très stricts. Ceux qui pénètrent illégalement dans les pays communistes le font au péril de leur vie et sont frappés de condamnations accablantes. Tandis qu'aux Etats-Unis, les groupes qui mettent l'opinion en garde contre les périls de la propagande communiste sont constamment suspectés par le Département d'Etat, en Russie, au contraire et dans tous les Etats communistes, la propagande la plus violente contre l'Occident peut s'exercer sans aucune contrainte, elle est même officiellement appuyée. Le résultat c'est que l'éducation des masses, principalement dans les écoles, est passée aux Etats-Unis, la plupart du temps sous le contrôle d'organisations progressistes, qui poursuivent leur travail de

désorga
gène à :

« Pen
vorise l
toute es
Etats-U
informa
les plus
à la Dé
en post
ordonn
York T
taillé su
nam et
la guer
donné
sur tou
ployons

« Ces
maxim
commu
d'infor
pagand
payée
pas à s
ans au
de cinq
quantité
une ex
digua
quante
relleme
de mil
réduits
quante
réguliè
tuer le
garda
munisi

désorganisation de l'opinion américaine sans que personne les gêne à aucun moment.

« Pendant que ce système de contrôle de l'information favorise la propagande progressiste en même temps qu'il brime toute espèce d'action anticomuniste, on voit apparaître aux Etats-Unis des publications qui répandent dans le public des informations sur les installations militaires, et les inventions les plus récentes de défense nationale. Clark Clifford, secrétaire à la Défense qui a succédé à Mac Namara, fut, à son entrée en poste, désagréablement surpris par cet état de choses et ordonna une enquête portant sur ces indiscretions. Le *New York Times*, par exemple, avait donné un compte rendu détaillé sur l'intervention des F 111 au combat au-dessus du Vietnam et sur l'importance des forces d'aviation engagées dans la guerre du Vietnam. Le *Washington Post* de son côté avait donné les informations les plus exactes et les plus détaillées sur toutes les armes et toutes les techniques que nous employons au Vietnam.

« Ces efforts pour encourager le progressisme ont atteint leur maximum au moment du 50^e anniversaire de la Révolution communiste de 1917, où se déclina à travers tout le système d'information des Etats-Unis une véritable hystérie de propagande en faveur du communisme, très vraisemblablement payée par l'argent soviétique. M. Rusk, naturellement, n'hésita pas à s'écarter des règles officielles qui existaient depuis vingt ans aux Etats-Unis pour permettre une célébration plus digne de cinquantième anniversaire. Il déclara « Eh bien, pour le cinquantième anniversaire de la Révolution Soviétique, je ferai une exception ». En raison de ces bonnes dispositions, on prodigua les descriptions des réalisations brillantes dues à cinquante années de bolchévisme et il n'y eut pas un mot naturellement, dans les toasts et les cérémonies, sur les dizaines de millions d'hommes qui avaient été assassinés, affamés et réduits en esclavage par les communistes pendant ces cinquante années, et pas davantage sur les armes que fournissent régulièrement les soviets au Vietcong pour leur permettre de tuer les soldats américains. En revanche, la presse américaine garda le plus grand silence sur la mise en accusation du communisme organisée en février de cette même année par les

Young Americans for Freedom à Georgetown et cet effort de mise au point de l'information fut systématiquement boycotté. »

Le reste du rapport que nous abrégeons met en relief les responsabilités de M. Dean Rusk dans un certain nombre d'autres événements. L'auteur du **Mémoire** semble croire que c'est à l'intervention de M. Dean Rusk qu'on doit la décision de dernière heure prise par le Président Kennedy au moment du débarquement à Cuba appelée **opération de la Baie des Cochons** en avril 1961, lors de laquelle le corps expéditionnaire contre-révolutionnaire cubain fut lancé à l'assaut sans aucune couverture d'aviation, bien que cette couverture lui ait été formellement promise, qu'elle ait fait partie du plan d'opération et qu'elle ait été retirée au dernier moment par suite d'une intervention mystérieuse. La responsabilité de M. Dean Rusk est engagée dans le document n° 7277 du Département d'Etat, qui demandait un désarmement général et complet dans les Etats-Unis, conformément aux indications du discours de Khrouchtchev en 1959. Ce document du Département d'Etat recommandait que dans tous les pays, y compris les U.S.A., les pouvoirs de police et de commandement militaire soient remis aux Nations Unies et que, dans l'avenir, aucune nation ne dispose désormais d'un pouvoir militaire propre, mais que tous ces pouvoirs soient progressivement placés sous le commandement direct des Nations Unies. Cette proposition chimérique ne fut heureusement suivie d'aucune espèce de réalisation. L'auteur du **Mémoire** estime également que M. Dean Rusk a une grande part de responsabilités dans le traité concernant les expériences nucléaires qui paralyse l'effort de recherche nucléaire aux U.S.A., mais qui n'a jamais été observé réellement par l'Union Soviétique, puisque des explosions extrêmement importantes, équivalentes au minimum à 20.000 tonnes de TNT furent observées en juin et avril 1968 sur le territoire soviétique. Le même document fait également observer que, en 1962, lors de l'affaire des missiles de Cuba, c'est encore M. Dean Rusk qui essaya de retenir le Président Kennedy et qui, dans les Conseils, essaya de freiner la réplique américaine qui aboutit au retrait des missiles soviétiques. On sait que Dean Rusk après l'assassinat du Président Kennedy en novembre

1963 fut
après l'
à exerc

Il rés
Secréta
élément
son esp
tournu
années
changé
date, il
ensuite
dans le
la péri
exercée
toutefo
résulte
nement
quels la
largem

A cet
vante :

« La
réalisée
rations
compét

« Dej
engagé
15.000
à 345.00
depuis.
en août
mais l
les règ
été cor
tante c
par la
Vietnam
guerre

1963 fut maintenu dans sa charge de Secrétaire d'Etat et que, après l'élection du Président Johnson, il continua également à exercer cette charge.

Il résulte des faits rappelés dans ce **Mé morandum** que le Secrétaire d'Etat Dean Rusk peut être regardé comme un élément progressiste dangereux par la tournure utopique de son esprit et par son optimisme systématique, et que cette tournure d'esprit s'est manifestée principalement dans les années 1961 à 1963. Bien que le Département d'Etat n'ait rien changé à ses thèses sur la coexistence pacifique depuis cette date, il semble pourtant que l'attitude de Dean Rusk ait été ensuite moins irréaliste et, en tous cas, les faits mentionnés dans le **Mé morandum** sont beaucoup moins nombreux pour la période de 1964 à 1968. C'est sur un autre plan que s'est exercée l'influence de Dean Rusk et à cet égard elle n'a été, toutefois, ni moins dangereuse ni moins nocive : c'est ce qui résulte de l'analyse que fait ce même **Mé morandum** des événements qui se sont produits au Sud-Vietnam et dans lesquels la responsabilité du Secrétaire d'Etat est naturellement largement engagée.

A cet endroit, le **Mé morandum** continue de la manière suivante :

« La direction de la guerre du Vietnam semble avoir été réalisée avec un complet dilettantisme tout comme si les opérations militaires avaient été dirigées par un personnel incompetent.

« Depuis le mois de février 1962, le nombre des Américains engagés dans les opérations au Vietnam est passé de 3.600 à 15.000 hommes en octobre 1964 à 55.000 dans l'été de 1965, à 345.000 en octobre 1966 et ce nombre a été largement dépassé depuis. Il est clair que, depuis l'incident du Golfe de Tonkin en août 1964, le Nord-Vietnam aurait pu être attaqué et écrasé, mais les mains des généraux qui évidemment connaissaient les règles de stratégie qui étaient impérieuses en ce cas, ont été constamment liées. Les précautions et la démarche hésitante qu'ils ont observées ensuite ont toujours été justifiées par la crainte que des opérations militaires contre le Nord-Vietnam ou la Chine n'aient pour conséquence une troisième guerre mondiale. C'est cette terreur devant une telle perspec-

tive qui a paralysé la politique américaine depuis le mois d'avril 1951 où Truman releva Mac Arthur de son commandement. Le fantôme de la guerre de Corée rôde depuis ce moment dans les dix dernières années de l'histoire américaine. Le général Mac Arthur résumait ainsi cette situation : « On peut se demander si c'est encore les Américains qui gouvernent chez nous comme le veut la Constitution. De telles limitations dans l'utilisation des forces militaires dont nous pouvons disposer pour repousser les attaques ennemies n'a pas de précédent ni dans notre histoire ni, autant que je le sache, dans l'histoire des autres peuples. »

« Le Département d'Etat et, en particulier, Dean Rusk ont toujours affecté de considérer comme un grand succès que le gouvernement soviétique ait montré une certaine tolérance concernant la guerre du Vietnam : en réalité, il s'agit là du point de départ de tous nos échecs et même du point de départ d'une véritable tragédie. A notre avis, au contraire, la permission que nous avons obtenue des soviets de mener une guerre défensive dans le Sud-Vietnam contre le Vietcong sur la base de l'accord de Genève de juillet 1954, est une des plus grandes hypocrisies de l'histoire universelle. Pendant que les soviets d'un côté donnent leur accord à la défense du Sud-Vietnam par les troupes américaines, de l'autre côté au moyen du soutien que le bloc communiste tout entier apporte au Nord-Vietnam et au Vietcong en leur fournissant les armes les plus modernes, ils empêchent la victoire américaine sur le terrain et prolongent à l'infini la durée de la guerre. Notons que ce résultat est particulièrement facilité par l'ouverture d'un crédit de treize milliards et demi de dollars qui, sur la demande d'un certain nombre d'hommes d'affaires américains, a été ouvert par le Président Johnson, toujours sur le conseil de Dean Rusk, pour créer un courant d'affaires entre les Etats-Unis et les pays du bloc communiste.

« Les armes communistes arrivent par le port de Sihanoukville dans le Cambodge soi-disant neutre pour outiller les divisions Nord-vietnamiennes qui attaquent les forces américaines au Vietnam du Sud. Les communistes font passer leur ravitaillement par bateau dans les ports du golfe de Siam où

leurs fou
L'appari
sées a u
matériel
les Etat
Nord-Vie
pement
mettraier
du comm
ont l'aut
et contre
mais, une
car elle l
graphique
les Etats
espoir.

« Le c
clairemen
origine la
fait de la
division
tions en
fensives,
retranché
de bomba
construise
route alla
cette rout
tion est
même, les
gné cent
pas l'auto
tifs milita
et par co
sultat est

bombes s
toute la c
que l'Allen
table chan

leurs fournitures sont transbordées vers le Nord du Cambodge. L'apparition d'un grand nombre de Migs dans les années passées a indiqué suffisamment que le Nord-Vietnam a reçu du matériel récent de la part de l'Union Soviétique. Néanmoins, les Etats-Unis n'ont pas le droit de déclarer la guerre au Nord-Vietnam et à la Chine communiste parce que le développement d'une telle situation provoquerait des opérations qui mettraient en danger les plans soviétiques pour l'implantation du communisme dans le Sud asiatique. Ainsi les Etats-Unis ont l'autorisation de défendre l'Asie du Sud contre le Vietcong et contre une soi-disant agression de la Chine communiste : mais, une telle solution est la meilleure de toutes pour Moscou, car elle lui permet de s'implanter solidement dans l'aire géographique de l'Asie méridionale et en même temps elle fixe les Etats-Unis dans une guerre défensive prolongée et sans espoir.

« Le caractère de cette guerre au Vietnam apparaît très clairement si l'on rappelle les faits suivants qui ont tous pour origine la conception limitative que le Département d'Etat se fait de la conduite de la guerre. A Da Nang, par exemple, la division des Marines savait quelle avait à défendre ses positions en menant uniquement des opérations stratégiques défensives, tandis que l'ennemi était libre d'attaquer le camp retranché à partir de « sanctuaires » qu'il n'était pas permis de bombarder. Sur un autre théâtre, les financiers américains construisent actuellement, en association avec la Russie, une route allant de Moscou au Nord-Vietnam. La construction de cette route stratégique coûte extrêmement cher. Cette opération est inintelligible dans les circonstances actuelles. De même, les instructions du commandement américain ont désigné cent objectifs militaires importants que notre aviation n'a pas l'autorisation d'attaquer et se détruire, bien que ces objectifs militaires, servent à la conduite de la guerre par l'ennemi et par conséquent au massacre de soldats américains. Le résultat est le suivant : les forces américaines ont jeté plus de bombes sur le Nord-Vietnam que sur l'Allemagne pendant toute la durée de la seconde guerre mondiale. Mais, tandis que l'Allemagne avait été bombardée jusqu'à devenir un véritable champ de ruines et de cendres, de manière à ce qu'elle

fût incapable de continuer son effort de guerre, au Nord-Vietnam au contraire, 80 % du potentiel de guerre du pays est encore intact, en raison des ordres donnés par le Département de la Défense. 48 % des organisations indispensables à la vie économique du Vietnam ont été placées *off limits* pour les bombardiers et 60 % de ses moyens de transport par air ou par mer ont été soustraits à toute attaque. La guerre du Vietnam pourrait sans aucun doute être une victoire militaire complète si le Président et son Secrétaire d'Etat voulaient bien permettre à l'Air Force de faire son métier. La Marine a également été frustrée des résultats qu'elle pouvait obtenir en mettant en quarantaine le port de Haïphong dans lequel 70 % du matériel de guerre communiste parvient à destination.

« C'est que, ayant pris le masque d'un faucon, Dean Rusk n'en a pas moins continué une action opiniâtre pour l'interruption des bombardements sous prétexte que c'était le seul moyen d'éviter une escalade dangereuse. M. Dean Rusk a traité directement toutes ces questions avec son grand ami personnel, Andréï Gromyko, auquel il a donné une assurance ferme que les pilotes américains ne détruiraient pas les objectifs clés stratégiques du Nord-Vietnam. Le rapport Allan-Scott a révélé qu'il y avait un veto diplomatique absolu qui interdisait aux avions américains de bombarder la base d'aviation stratégique du Nord-Vietnam de Phuc Yen à treize milles d'Hanoï, dans un espace où il n'y a aucune population civile. Cette base aérienne a été placée *off limits* des bombardements américains en raison d'un accord secret entre les Soviétiques et les Etats-Unis passé directement entre M. Dean Rusk et le ministre des Affaires Etrangères soviétiques, Andréï Gromyko, peu de temps avant le commencement du bombardement du Nord-Vietnam en février 1965.

« Il faut bien comprendre que, dans toute cette guerre du Vietnam, la position du Département d'Etat et de M. Dean Rusk a été constamment à double face. D'un côté dans les événements antérieurs, M. Dean Rusk a fait tout ce qu'il pouvait pour organiser la coexistence pacifique en établissant autant qu'il le pouvait, des liaisons industrielles, économiques et culturelles avec le bloc communiste, et en allant jusqu'à lui accorder une aide économique substantielle. Au contraire, dans

la quest
ment a
troupes
résistan
sait abs
contradi
de l'Uni
devenue
Coopère
péens en
l'espace
cords de
centre d'
telle est
Le rés
ce numé
du chang
cisions d
siste imp
tion de
de style
là les de
un tourn
politique
peu d'illu
et plus e
ment l'ivi
efforts et
riens de l'
comme un
utilisant l
nement e
propagan
si longten
frapper d
dont disp
étendue, e
pour que
de succès

la question du Vietnam il a été adopté une attitude apparemment anticommuniste, ne ménageant ni les efforts ni les troupes ni le matériel de guerre pour assurer la capacité de résistance du Sud-Vietnam. Mais, en même temps, il interdisait absolument de détruire l'ennemi : prouvant par cette contradiction que la politique actuelle des Etats-Unis à l'égard de l'Union Soviétique et du bloc communiste européen est devenue non seulement amicale mais véritablement servile. Coopérer amicalement avec les Soviets et leurs alliés européens en même temps qu'il est résolument antisoviétique dans l'espace limité de l'Asie du Sud, défendre le statu-quo des accords de Genève et en même temps refuser de détruire le centre d'où partent toutes les opérations dirigées contre nous, telle est la double politique de M. Dean Rusk ».

Le résumé des événements récents, qui sont contenus dans ce numéro permettra à nos lecteurs de se faire une juste idée du changement apporté à la politique américaine par les décisions de M. Nixon. Un changement de réorientation progressiste imprimée à la politique américaine sous la haute direction de M. Dean Rusk, et, en même temps, un changement de style dans les opérations de la guerre du Vietnam, ce sont là les deux « pierres de touche » qui permettront de juger si un tournant s'est réellement produit dans la direction de la politique américaine. Nous avons, en ce qui nous concerne, peu d'illusions à ce sujet. Il faudrait un caractère plus résolu et plus entier que celui de M. Nixon pour abattre énergiquement l'ivraie qui a poussé de toutes parts et qui paralyse les efforts et la puissance du grand peuple américain. Les historiens de l'avenir étudieront certainement la guerre du Vietnam comme un exemple typique du résultat qu'on peut obtenir en utilisant les incidences politiques et militaires de l'empoisonnement et de la paralysie que peut répandre sur un pays la propagande idéologique. Contre des trames montées depuis si longtemps et tissées à travers un pays tout entier pour le frapper d'une espèce de torpeur, le pouvoir constitutionnel dont dispose un président des Etats-Unis, malgré toute son étendue, est probablement insuffisant. Il faudrait, en tout cas, pour que ce redressement moral fût tenté avec une chance de succès qu'il soit réalisé avec une opiniâtreté et une énergie

dont la carrière de M. Nixon ne fournit pas jusqu'ici une preuve évidente.

C'est sans doute cette constatation qui amène les auteurs du *Mémorandum* à formuler à la fin de leur texte une proposition bizarre : ils se demandent si le gouvernement des Etats-Unis ne pourrait pas s'inspirer d'une tradition républicaine de la Rome antique en créant provisoirement un « dictateur », auquel des pouvoirs exceptionnels seraient confiés pour faire face à la situation. Il est douteux que l'opinion américaine soit prête à accepter une telle solution. Nous devons plutôt nous attendre avec réalisme à la continuation d'une politique d'atermoiement, d'indécision et de demi-mesures, qui ne fait finalement que renforcer la puissance du communisme international dans tous les pays du monde, jusqu'au jour où son implantation sera assez forte pour qu'il puisse déclencher la crise mondiale dans laquelle les Soviets espèrent voir sombrer la volonté américaine affaiblie et détériorée par des années d'infiltration, et par l'habitude des capitulations et de la timidité.

Maurice BARDECHE

La de
ci-desso
lacunair
phie de
Indiqu
telle en
nous all
ils omir
légal qu
nombre
ques. D
qui aien
condition
ses résu
nitifs.
On ne
qui ont
ments d
actuellem
néo-nazis
talgiques
autremen
les inévi
rature. I

Gaspard AUBRY

Les Corps Francs de la Presse d'opposition

La documentation que nous présentons dans l'article ci-dessous n'est qu'un premier croquis, nécessairement lacunaire, d'une période fort mal connue dans la géographie des mouvements d'opposition.

Indiquons tout de suite les raisons pour lesquelles une telle enquête est difficile. La plupart des organes dont nous allons parler furent d'abord clandestins. A ce titre, ils omirent la plupart du temps la formalité du dépôt légal qui permet seul de retrouver, au bout d'un certain nombre d'années, des collections complètes de périodiques. D'autre part, il existe très peu de collectionneurs qui aient entre les mains des séries intégrales. Dans ces conditions, une enquête est toujours difficile, longue, et ses résultats ne peuvent pas être présentés comme définitifs.

On ne trouvera aucun secours dans les rares livres qui ont été publiés jusqu'alors sur les premiers mouvements d'opposition. Presque tous les ouvrages existant actuellement s'alignent sur la description classique d'un néo-nazisme qui ne regrouperaient que des fanatiques nostalgiques. Certains d'entre eux ne sont guère alimentés autrement que par des rapports de police qui présentent les inévitables erreurs et contresens de ce genre de littérature. D'autres, et parmi ceux-ci le plus significatif est

probablement l'ouvrage de Dennis Eisenberg publié en 1963 chez Albin Michel, tombent dans une présentation caricaturale et aberrante dont il n'y a rien à retenir. Pour toutes ces raisons, un article comme celui qui suit ne peut être qu'une première esquisse donnant quelques indications élémentaires qui devront être complétées par d'autres travaux.



Les arrestations massives de l'épuration avaient détruit toute possibilité non seulement de faire paraître un journal ou un bulletin quelconque, mais simplement d'en grouper les rédacteurs. Il est très difficile de retrouver une trace des éphémères et timides protestations qui virent le jour pendant les premiers mois de la terreur à laquelle était soumise l'opinion.

C'est du côté le mieux organisé et, d'autre part, le moins touché par les arrestations systématiques que se produisirent les premiers mouvements. Cette périphrase désigne *l'Action Française* qui, bien que durement touchée par l'épuration, trouva dans l'indignation que lui inspira le procès aberrant intenté à Charles Maurras la force de donner les premiers signes d'opposition.

C'est elle en effet qui, sous une forme anonyme, sans signature, sans adresse et sans aucune périodicité, mit en circulation les premiers *Documents Nationaux*, dont il existe un certain nombre d'exemplaires à partir du début de l'année 1945. Le thème principal des *Documents Nationaux* est la défense de la position prise par Charles Maurras et en même temps la réaffirmation des principes qui avaient inspiré pendant toute sa carrière l'ancienne *Action Française*. Nous n'avons pu trouver une série complète des *Documents Nationaux*, et, par conséquent, il ne nous est pas possible d'indiquer si cette ligne politique s'exprimait par une critique cohérente et complète de l'activité du nouveau régime.

Un peu après les *Documents Nationaux* paraît un bulletin ronéotypé monarchiste qui semble représenter l'opi-

nion de
Croisade
sous la
pagné c
primeur
feuilles

Un num
4 sont
méro 6

le jour
donne
cules pa
blent vo
nous ne
parce q
tion lac

C'est
mères v
letins ex
commer
mais do
plète de
gnant

n'avaien
mais ré
pathisar
en octo
tions A
sition q
vue, ch
pris le

Quest
letins la
ques re
politiqu
pour p
thèmes

presse i
ser évic

nion de certains groupes de *l'Action Française*, c'est *La Croisade* dont le premier numéro paraît le 11 avril 1945 sous la signature de Francus. Ce pseudonyme n'est accompagné d'aucune adresse, d'aucun nom de gérant ni d'imprimeur, le bulletin se présente sous la forme de cinq feuilles ronéotypées agrafées et imprimées recto-verso. Un numéro 2 est publié en juin 1945. Des numéros 3 et 4 sont imprimés pendant l'été et l'automne et un numéro 6 paraîtra en décembre 1945. Il ne semble pas que le journal ait vécu plus longtemps. Une feuille isolée donne une adresse de compte postal pour les six fascicules parus, au nom d'un certain Virion. Les thèmes semblent voisins de ceux des *Documents Nationaux*, bien que nous ne puissions rien affirmer de certain à ce sujet, parce que nous n'avons eu sous les yeux qu'une collection lacunaire de ce bulletin.

C'est pendant l'année 1945 que des instruments éphémères vont se substituer ou prolonger les premiers bulletins existants. En octobre 1945, les *Documents Nationaux* commencent une nouvelle série, toujours clandestine, mais donnant une étude beaucoup plus cohérente et complète des documents d'actualité et, d'autre part, atteignant une régularité que les bulletins précédents n'avaient pas connue. En outre, cette publication désormais régulière et adressé évidemment à des listes de sympathisants, est non plus ronéotypée mais imprimée. C'est en octobre 1945 également que commence la revue *Questions Actuelles* qui est le premier des organes d'opposition qui ait duré jusqu'à nos jours, puisque cette revue, changeant de nom au bout de quelques années, a pris le titre aujourd'hui très connu *d'Ecrits de Paris*.

Questions Actuelles n'est pas comme les précédents bulletins la barque fragile sur laquelle se sont réfugiés quelques rescapés de l'épuration. C'est un bulletin d'étude politique, de ton sérieux et objectif, qui a essentiellement pour particularité de ne pas adopter sans examen les thèmes qu'on trouve reproduits dans l'ensemble de la presse issue de la libération, et, d'autre part, de s'adresser évidemment à une clientèle bourgeoise appartenant

à la droite traditionnelle et effrayée par la tournure qu'avaient pris les événements.

Le premier numéro de *Questions Actuelles* paraît sans date, sous le titre de *Perspective*, au mois d'octobre 1945. L'article le plus important de ce premier numéro indique bien la méthode prudente que les rédacteurs ont été amenés à suivre pour éviter la saisie de leur journal. C'est une reproduction d'un article du journaliste Alastair Forbes dans l'édition continentale du *Daily Mail* du 30 septembre 1945, article dans lequel l'épuration est condamnée aussi discrètement que pouvait le faire un journaliste étranger, par un parallèle entre l'Angleterre et la France : « En écoutant le Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, dit le journaliste anglais, lorsqu'il annonçait sa décision de relaxer le Capitaine Ramsay de sa détention parler avec une désapprobation sincère du pouvoir d'arbitraire de l'article 18 dont il était soucieux de s'affranchir, je me représentais que la plupart des Français aujourd'hui trouveraient incompréhensible une telle façon d'agir, bien que beaucoup d'entre eux regardent avec envie nos traditions de liberté civile... Nous sommes un peuple heureux en vérité d'être parvenus à conserver les avantages d'une Constitution libérale et d'institutions démocratiques solidement assises ».

Ce sont ces préoccupations qui inspirent les rédacteurs de la revue lorsqu'ils décrivent avec une certaine timidité le désordre général, « les habitudes d'indiscipline que la Résistance avait rendues nécessaires » qu'ils concluent par un appel à un gaullisme de droite : « Le temps des maquis est terminé, ceux qui veulent combattre ont maintenant une armée pour s'enrôler, les autres doivent déposer leurs mitraillettes et, fiers de la tâche accomplie, rentrer dans la cité qu'ils ont contribué à sauver. Ce sauvetage, il leur reste à l'achever en restaurant l'état dans sa force et en faisant rentrer les citoyens dans les voies de la légalité ».

Ce premier numéro avait valu à la direction une importante correspondance de lecteurs qui « nous ont unanimement manifesté leur satisfaction d'y trouver une

note g
Cette
qui éta
elle le
revue
par M
premiè
l'actue
vue tr
d'une
renové
vainqu
son de
der a
consid
ration
l'expul
républ
la pat
feste,
divisio
profor
ressen
Il inca
mal q
Le t
1945),
teur t
coup
d'être
ne le
résista
est si
tous ?
article
épopée
répons
Cett
premi

note généralement absente de la presse quotidienne ». Cette correspondance avait été adressée à l'imprimerie qui était seule mentionnée sur ce premier numéro, comme elle le sera dans le second. Dans le second numéro, la revue s'appelle *Questions Actuelles*, et le leader, rédigé par Michel Dacier, pseudonyme qui apparaissait pour la première fois et qui cachait le nom de René Malliavin, l'actuel directeur d'*Ecrits de Paris*, exprime un point de vue très modéré. « Malgré les perspectives alléchantes d'une révolution nationale dans le cadre d'une Europe renouvelée, peut-on lire, les brimades et les exactions du vainqueur nous ont fait dès les premiers jours désirer son départ. Ce départ, dans notre esprit, devait coïncider avec l'écroulement du nouveau régime politique considéré comme une importation ennemie. Le mot libération avait ainsi pour nous une double signification : l'expulsion de l'Allemand et la restauration des libertés républicaines. Ce que nous pensions sur le sol occupé de la patrie, par une télépathie mystérieuse et qui manifeste, quoi qu'on en ait pu dire et malgré ce que nos divisions politiques pourraient donner à penser de l'unité profonde de l'âme française, le Général de Gaulle le ressentait d'une manière identique sur la terre de l'exil. Il incarnait la résistance de la France, il était donc normal qu'il en exprimât la pensée ».

Le ton n'est pas différent dans le numéro 3 (décembre 1945), ou, dans une réponse à Alastair Forbes, le rédacteur très prudent formule encore ses réserves avec beaucoup de timidité : « Personne ne reproche à la presse d'être résistante et même nous ne saurions tolérer qu'elle ne le soit pas, mais pourquoi cette sorte de conformisme résistant qui rend la lecture des journaux insipide et qui est si éloigné de l'idéal de liberté dont ils se réclament tous ? » Chemin faisant, il est question dans le même article de « l'odieux régime de Vichy » de « l'héroïque épopée de la résistance du peuple français », etc... Cette réponse à Alastair Forbes n'est pas signée.

Cette politique prudente, continue pendant les sept premiers numéros. Il est clair que les rédacteurs de *Ques-*

tions Actuelles sont essentiellement des libéraux qui regrettent le jeu normal des institutions républicaines et la confiscation de la liberté d'expression. Même sous cette forme, la protestation dut choquer, puisque, à partir de la livraison du 5 mai 1945, la formule de la revue paraît complètement changée. Au lieu de la revue de quarante-huit pages in-8° qui avait paru jusqu'alors et dans laquelle Michel Dacier et d'autres collaborateurs, comme Jacques Bardoux et Emmanuel Beau de Loménie, jouaient un rôle important, le bulletin devient un bulletin intérieur du *Centre d'Etudes Economiques et Sociales*, domicilié, 12, rue de la Chaussée-d'Antin, et publie désormais, au lieu de la Revue servie habituellement aux abonnés, une série d'études séparées sur les questions de politique et d'économie qui rappelle la formule des *Documents Nationaux*. Cette formule hybride dura jusqu'au mois de mai 1946 où la revue reprit la forme d'un bulletin intérieur, intitulé *Bulletin Intérieur Mensuel du Centre d'Etudes des Questions Actuelles*, puis bientôt, à partir d'octobre 1946, son titre de *Questions Actuelles*, sous lequel la revue resta connue du public jusqu'au changement d'intitulé qui la transforma sous la même direction en *Ecrits de Paris*.



Nous avons décrit avec quelques détails la vie politique de *Questions Actuelles*, d'abord parce qu'elle fut le premier des organes d'opposition, ensuite parce qu'elle illustre bien les difficultés d'expression qui existaient à cette époque. Les idées personnelles de René Malliavin n'étaient assurément pas autres à cette époque qu'elles ne l'ont été par la suite, et son opposition aux méthodes de gouvernement employées pendant les premiers mois de l'année 1945 ne laissent assurément aucun doute. Il est clair qu'on ne pouvait maintenir la publication d'un organe périodique qu'à conditions de prendre toutes ces précautions d'expression et de donner en passant un coup de chapeau aux idées régnantes, exactement comme,

dans
gane
temps
du ma

Un
d'Andr
méro
rables
nœuvr
Mallia
il avai
une al
se per
ne pou
çaises
çaises
mais
des at

Auto
Morga
qui av
Résista
uns à
R.P.F.,
très di
trouve
celui
Brigne
import
d'Anto
tain no

Paro
finimer
gré ses
bulletin
bre d'
dans le
Paroles
sait à

dans un régime communiste, il est impensable qu'un organe de presse parvienne à survivre s'il ne fait pas de temps en temps une courbette devant l'un des autels du marxisme.

Un ton un peu différent règne dans l'hebdomadaire d'André Mutter, *Paroles Françaises*, dont le premier numéro paraît le 17 novembre 1945. Des circonstances favorables assuraient à André Mutter plus de liberté de manœuvre que n'en avait l'équipe groupée autour de René Malliavin. André Mutter avait participé à la Résistance, il avait des titres, il avait obtenu sans trop de difficultés une allocation de papier, il était député, il pouvait donc se permettre beaucoup de choses qu'un simple citoyen ne pouvait à cette époque oser. Le ton de *Paroles Françaises* fut donc beaucoup plus polémique. *Paroles Françaises* était comme *Questions Actuelles* anticommuniste, mais la violence de son anticommunisme lui permettait des attaques dans des directions très diverses.

Autour d'André Mutter et de son collaborateur Robert Morgaut, étaient groupés un certain nombre d'hommes qui avaient appartenu aux mouvements de droite de la Résistance, et on en trouverait certainement quelques-uns à l'heure actuelle dans l'U.D.R. après leur passage au R.P.F., mais d'autre part des collaborateurs d'un passé très différent s'étaient mêlés à ceux-ci, parmi lesquels on trouve les noms de Julien Guernec, pseudonyme qui fut celui d'un journaliste aujourd'hui très connu, François Brigneau, de Pierre Boutang qui a joué aussi un rôle important comme journaliste d'opposition, et, je crois, d'Antoine Blondin qui donna à *Paroles Françaises* un certain nombre d'articles.

Paroles Françaises était un instrument d'opposition infiniment plus puissant que *Questions Actuelles* qui, malgré ses 48 ou 64 pages de grand format in-8° restait un bulletin intérieur adressé seulement à un certain nombre d'abonnés. *Paroles Françaises* était mis en vente dans les kiosques, *Paroles Françaises* était hebdomadaire, *Paroles Françaises* avait un tirage considérable et s'adressait à toute une partie de la population et s'était formé

en somme une clientèle solide parmi les victimes de l'épuration. En outre, dans la pensée d'André Mutter, *Paroles Françaises* était inséparable d'un développement politique qui fut bientôt annoncé au public sous la forme de la création du mouvement du *Parti Républicain de la Liberté* (P.R.L.) qui se donnait pour tâche de regrouper les éléments de la droite traditionnelle, masse flottante de l'opinion qu'on a retrouvée plus tard tantôt dans les rangs du R.P.F., tantôt dans les rangs du parti de Tixier-Vignancour ou alternativement d'une certaine partie de l'U.D.R.

Les thèmes habituels de *Paroles Françaises* étaient essentiellement dérivés de l'anticommunisme. Les campagnes les plus violentes furent celle de Pierre MauLOY contre les assassinats et massacres qui s'étaient produits sous le couvert de l'épuration, enquête qui fut reprise plus tard en volume sous le titre *Le Bain de sang*, des mises au point sur les camps de concentration, en particulier la campagne dirigée contre le député communiste Marcel Paul, décrivant son rôle comme kapo au camp de Buchenwald ainsi que sa responsabilité à ce titre et sa collaboration avec les autorités allemandes. *Paroles Françaises* prenait également la défense du Maréchal Pétain et du régime de Vichy, sans aller jusqu'à étendre cette protection jusqu'à Pierre Laval et à un certain nombre de ministres partisans de la collaboration.



C'est un ton essentiellement différent qu'on va trouver représenté dans une série d'organes qui naissent à partir de 1946 et qui représentent un type d'opposition beaucoup plus radical. Cette nouvelle vague apparaît en 1946 avec autant de prudence, de précautions et de déguisements que les organes qui avaient tenté une timide réhabilitation du régime de Vichy au début de 1945.

Le premier numéro du *Combattant Européen* est modestement ronéotypé, présenté sur une seule page recto-verso et paraît en mars 1946 sans signatures et sans

adres
en m
manq
Le n
et il
fait
d'adr
C'e
secon
Le C
l'orga
antib
donc
tes le
de ré
Vichy
conçu
Les a
térist
mier
dre :
tional
prend
on le
le fre
place
batta
tique
suppl
temp
marq
lieux
actifs
Bie
sur L
peut
lieu c
la pr
ment

adresse. Un numéro 2 paraît dans les mêmes conditions en mai 1946 avec deux pages recto et verso. Le numéro 3 manque dans la collection de la Bibliothèque Nationale. Le numéro 4 est imprimé, il porte la date de juin 1946 et il comporte quatre pages dans le format 24/30. Il ne fait pas connaître non plus de nom d'imprimeur ni d'adresse rédactionnelle.

C'est que *Le Combattant européen*, en fait, ouvrait un second front. Son nom même était tout un programme. *Le Combattant européen* avait été, en 1944, le titre de l'organe de liaison publié par les volontaires de la Légion antibolchévique. Comme ce titre l'indiquait, il s'agissait donc de reprendre le combat mené en Europe et par toutes les forces européennes contre le péril bolchévique et de réhabiliter non seulement l'action du gouvernement de Vichy, mais, bien au-delà, l'action de tous ceux qui avaient conçu pendant la guerre une idée nouvelle de l'Europe. Les articles de tête du *Combattant européen* sont caractéristiques à cet égard. Dans le numéro 4, qui est le premier numéro imprimé, le leader donne comme mot d'ordre : *construisons le parti de la révolution socialiste nationale*. Dans le numéro suivant, le titre du leader reprend les paroles du *Horst Wessel Lied* qui est, comme on le sait, l'hymne national du parti hitlérien : *contre le front rouge et la réaction*. Le titre du leader ajoutait, *place à la révolution*. Il est vraisemblable que *Le Combattant européen* désirait déboucher sur une action politique puisqu'à partir du mois d'août 1946, des feuilles supplémentaires ronéotypées sont distribuées en même temps que le bulletin sous les titres *Université* et *Usine*, marquant clairement le désir de pénétrer dans les milieux étudiants et ouvriers pour constituer des groupes actifs.

Bien que nous ayons pu réunir peu de renseignements sur *Le Combattant européen*, il n'est pas douteux qu'on peut en rassembler bien davantage, car un procès eut lieu contre le journal en 1947 et 1948 et, à cette occasion, la presse publia des renseignements qu'on peut facilement retrouver après quelques recherches. Si le présent

article intéresse suffisamment nos lecteurs, nous donnerons sur ce point des renseignements supplémentaires d'après les sources que nous aurons pu retrouver.

En même temps que cette résurgence significative, se produisait sur un tout autre terrain un phénomène parallèle qui est très intéressant : c'est la naissance, également en 1946, d'un bulletin mensuel imprimé et destiné à l'action politique locale, en particulier dans les milieux ouvriers de la banlieue, publié sous le titre *L'Unité populaire*. Le journal paraît une fois par mois en deux pages d'abord puis quatre pages petit in-folio, il est domicilié, 89, rue Fondary, Paris (15^e). Le directeur en est Maurice Plais et le journal se présente comme organe du *Parti Républicain d'Unité Populaire* (P.R.U.P.), dont les fondateurs sont Robert Weber, Jean Flaust, Marcel Delain et Maurice Plais présentés dans le premier numéro. Leur biographie, conçue à la manière du Parti Communiste, nous apprend que Maurice Plais, né en 1906, est un militant syndicaliste, ajusteur entré au Parti Communiste en 1934, conseiller municipal communiste de Clamart en 1935, résistant et démissionnaire du Parti Communiste après l'épuration. Les autres membres du comité de rédaction sortent tous du milieu ouvrier, les uns ont appartenu au Parti Communiste ou à des organisations annexes, certains à la Résistance, pour d'autres il y a pour la période de la guerre une lacune significative dans leur *curriculum vitæ*.

Les thèmes de propagande sont souvent parallèles pour les revendications à ceux du Parti Communiste. Ils se caractérisent par l'antiaméricanisme en politique étrangère, la revendication de l'indépendance entre les deux blocs pour l'Europe, un programme nettement socialiste. L'action politique et en particulier la lutte électorale amenèrent le P.R.U.P. à accepter des alliances : d'une part, en juillet 1946, avec un petit groupe, les *Forces Françaises Révolutionnaires* avec lesquelles le P.R.U.P. fusionna en juin 1946, plus tard avec le *Parti Travailleuse de Dalbin*, alliance qu'on voit apparaître à partir du mois de décembre 1947. Finalement le P.R.U.P. finira par être

absorbé
bin ne
d'un p
ment
viétiq
torat
cette
qui se
journa
faits à
politiq
de la

Cett
préocc
progra
nal fu
caract
plus c

Le é
contien
cale à
la vict
fisam
ment
donne
ly-sur-
forme
et pre

ment
numér
L'un é
signatu
slave?
vent. l
numér
l'Euro
l'indép

Il se
veau e

absorbé, semble-t-il, par le *Travailleurs Français* de Dalbin non sans avoir pendant deux ans montré l'exemple d'un petit groupe autonome, de position originale, violemment anticommuniste, attaquant avec force l'Union Soviétique tout en refusant avec la même énergie le protectorat américain, et, sans y insister trop lourdement — cette tendance n'apparaissant guère que par les livres qui sont recommandés et les publicités acceptées par le journal — favorable aux efforts de réhabilitation qui sont faits à partir de la fin de 1947 et 1948 en faveur de la politique collaborationniste de Vichy et en particulier de la politique de Pierre Laval.

Cette presse d'origine populaire plus particulièrement préoccupée par les revendications ouvrières et par le programme socialiste d'une sorte de *communisme national* fut bientôt renforcée par une presse analogue de caractère plus doctrinal et comportant des affirmations plus catégoriques.

Le 6 novembre 1948 apparaît le premier périodique qui contient les éléments d'une opposition absolument radicale à l'ensemble des principes politiques affirmés après la victoire des alliés : c'est *l'Unité* dont le titre avoue suffisamment l'apparentement avec le périodique précédemment cité. *L'Unité* a pour directeur Bernard Huguet et donne comme domiciliation, 12, rue de Chartres à Neuilly-sur-Seine. Le journal paraît chaque semaine sous la forme d'une publication de quatre pages petit in-quarto et prend le sous-titre d'organe hebdomadaire du *Mouvement Socialiste d'Unité Française*. Deux titres du premier numéro indiquent assez clairement une nouveauté de ton. L'un est intitulé : *Jules Moch est-il Français ?* sous la signature de René Bénit, un autre : *Tito est-il le Doriot slave ?* Au numéro 2 les mêmes préoccupations se retrouvent. Un article important est intitulé : *les Sionistes*. Le numéro 3 comporte un autre titre remarquable : *Unir l'Europe ou périr* et expose très clairement les thèses de l'indépendance européenne entre Moscou et Washington.

Il semble que l'on puisse mettre ce ton entièrement nouveau en relation avec un courant qui vient de se dégager

depuis quelque temps dans l'édition. En juin 1947, la publication de la *Lettre à François Mauriac* de Maurice Bardèche donnait le signal de l'attaque contre l'arche sacro-sainte du résistancialisme. Le très grand succès de ce petit livre, dont on vendit 80.000 exemplaires en quelques mois, montra que l'opinion était réceptive à des thèses entièrement nouvelles. La *Lettre à François Mauriac* avait été suivie très rapidement de toute une littérature dirigée contre l'épuration ou rectifiant un certain nombre de notions aberrantes répandues par la presse de la Résistance sur l'histoire des années d'occupation. En octobre 1948, la publication du *Nuremberg* de Maurice Bardèche dans lequel était attaquée avec violence la législation d'inspiration juive qui avait prévalu au procès de Nuremberg avait été le signal d'une seconde vague, moins puissante toutefois que la première, mais qui montrait néanmoins qu'il existait un public de contestation à l'égard des thèmes de la propagande juive internationale.

En même temps entraient en scène un personnage qui a joué un rôle important dans la presse d'opposition radicale de ces années, il s'agit de René Binet. Sous le nom de son ami Bernard Huguet, c'est en fait René Binet qui dirigeait *l'Unité*, et ses relations cordiales avec Maurice Plais et avec d'autres membres de *l'Unité Populaire* amènent à penser qu'il ne fut probablement pas étranger à la naissance et à la rédaction de *l'Unité Populaire*. C'est lui qui sous le nom de René Bénit signait les articles que nous venons de signaler, tandis que sa femme, Marie Binet, sous le pseudonyme de J.-L. Dino, assumait une partie de la rédaction de *l'Unité*.



Il exista donc, à partir de ce moment, deux courants de la presse d'opposition qui correspondaient, l'un à l'effort de rectification historique entrepris par les anciens ministres et collaborateurs du gouvernement de Vichy et qui était accompagné par une orchestration non négligea-

ble pr
depuis
des o
une a
plus p
vent i
milita
comm
de la
une p
les ob
fronts

A p
lopper
limites
les dif

Du c
créatio
Fronde
rol. Re
sait u
série c
du Ma

Du
ganes
La Se
Promé
public
monog

Les
D'un c
peu à
organ
rol et
sition
group
rent r
et de

ble provenant des maisons d'édition qui s'étaient fondées depuis quelques mois et presque toutes spécialisées dans des ouvrages non-conformistes. Il existait d'autre part une autre presse, beaucoup moins puissante, beaucoup plus précaire, recevant peu d'appoints de l'édition, souvent interdite ou poursuivie, qui représentait un effort de militants ouvriers et de syndicalistes, souvent d'origine communiste ou trotskyste, unie à d'anciens partisans de la collaboration, pour essayer de faire comprendre à une partie encore très réduite de l'opinion quels étaient les objectifs politiques à atteindre dans la lutte sur deux fronts contre le bolchévisme et la ploutocratie.

A partir de cette date, ces deux courants vont se développer parallèlement et nous ne pouvons ici, dans les limites d'un article, que mentionner très succinctement les différents titres qui vont les représenter.

Du côté pétainiste, les principaux événements furent la création de la revue *Réalisme* en décembre 1948 et de *La Fronde* en décembre 1950, de laquelle allait sortir *Rivarol*. *Réalisme* était une courageuse petite revue qui paraissait une fois tous les quinze jours et qui mena une série de campagnes très énergiques pour la réhabilitation du Maréchal Pétain et pour l'amnistie.

Du côté plus précisément européen, les principaux organes furent des émanations du groupe de René Binet, *La Sentinelle* qui parut à partir de 1949 et *Le Nouveau Prométhée* qui parut à partir de juillet 1950. Ces deux publications très curieuses mériteraient certainement une monographie que nous ferons quelque jour.

Les deux mouvements se développèrent parallèlement. D'un côté, le mouvement d'opposition nationale aboutit peu à peu à dégager son public et à créer ses propres organes, l'un et l'autre dirigés par René Malliavin, *Rivarol* et *Ecrits de Paris*. De l'autre côté, le courant d'opposition européenne fragmentée entre de nombreux petits groupes aboutit à des tentatives de coordination qui furent marquées par les congrès de Rome à la fin de 1950 et de Malmö en Suède en 1951.

C'est de ces deux congrès que sortit l'organisation du *Mouvement Social Européen*, autour de laquelle on a fait beaucoup de bruit et qui, malheureusement, n'eut qu'une durée éphémère et une portée pratique très limitée. Ces deux congrès eurent pour résultat en tout cas l'éclosion dans la plupart des pays européens d'un certain nombre de revues d'opposition dont l'histoire reste à faire. Contrairement à ce qu'ont prétendu la plupart des pseudo-historiens qui ont publié des livres sur cette question, les congrès de Rome et de Malmö n'ont pas conduit à la renaissance d'une espèce de néonazisme, mais à la construction d'une base doctrinale de l'indépendance européenne à la fois vis-à-vis des Etats-Unis et de l'Union Soviétique, dont le développement quelques années plus tard devait être tout à fait imprévu.

Gaspard AUBRY.

LA DÉFEN

— La sit

Le rela
rieux et
(avec les
impliquai
Groupe d
au contra
supériorit
forces al
tein, était
terie et a
les Russe
terie, 10
20 brigad
gades ant
viétiques
d'infanter
lés (mut
stratégiqu
lisées).

Les Batailles pour l'Ukraine

LA DÉFENSE DU DNIÉPR.

— La situation stratégique.

Le relatif échec de l'opération Zitadelle et surtout le victorieux et inquiétant débarquement anglo-américain en Sicile (avec les transferts de troupes allemandes de l'Est qu'il impliquait) devaient entraîner le passage à la défensive du Groupe d'Armées Sud du Maréchal Von Manstein. Les Russes, au contraire, étaient bien décidés à profiter de leur écrasante supériorité matérielle pour refouler hors de l'Ukraine les forces allemandes. Cette supériorité, si l'on en croit Manstein, était absolument effarante : face aux 29 divisions d'infanterie et aux 13 divisions blindées et motorisées du G.A. Sud, les Russes disposaient de 109 divisions et 9 brigades d'infanterie, 10 corps blindés, 7 mécanisés et 7 de cavalerie, plus 20 brigades blindées autonomes, 16 régiments blindés et 8 brigades antichars. Entre le 17 juillet et le 7 septembre, les Soviétiques reçurent, toujours d'après Manstein, 55 divisions d'infanterie, 2 corps blindés, 8 brigades et 12 régiments blindés (mutés des fronts Centre et Nord, toutes les réserves stratégiques de la Stavka, le G.Q.G. russe, ayant été déjà utilisées).

Il ne faut cependant prendre totalement au pied de la lettre les dires de Manstein. Un corps blindé russe ne correspondait qu'à une division blindée (Pz Div.) allemande, la D.I. russe était beaucoup plus faible en effectifs que l'allemande. Malgré tout si les Russes ne disposaient pas d'une supériorité de 7 à 1, comme l'affirme faussement Manstein, le rapport des forces était en leur faveur à 2 ou 3 contre 1, ce qui est déjà énorme.

L'articulation des forces allemandes du G.A. Sud était la suivante, au 17 juillet 1943 :

- de Sumy à Bielgorod : 4^e Pz Armee (Hoth),
- de Bielgorod à Isioum : détachement Kempf puis 8^e Armee (Wohler),
- de Isioum au sud de Vorochilovgrad : 1^{re} Pz Armee Mackensen),
- du sud de Vorochilovgrad à la mer d'Azov : 6^e Armee (Hollidt).

Outre ces forces, quatre divisions roumaines (restes de la IV^e Armee, écharpée à Stalingrad) et une division slovaque (Tchatlos) assuraient la sécurité des côtes. A l'arrière du front, des divisions de sécurité de la Wehrmacht, un corps d'armée ongroise, des unités roumaines et les formations SS et de police du SS Obergruppenführer Jeckeln s'efforçaient de faire face aux attaques de plus en plus nombreuses des bandes de partisans .

Le dispositif soviétique était beaucoup mieux équilibré et structuré que les dispositifs antérieurs, prouvant ainsi les incontestables progrès réalisés par la Stavka dans le maniement des grandes unités.

De Koursk à la mer d'Azov s'échelonnaient les Fronts suivants (un Front égalant un Groupe d'armées dans la terminologie russe) :

- Front de Voronège : 6 armées (Vatoutine) ;
- Front des Steppes : 3 armées (Koniev) ;
- Front Sud-Ouest : 5 armées (Malinovsky) ;
- Front Sud : 7 armées (Tolboukhine).

Deux « délégués en chef » de la Stavka, les généraux A.M. Vassilleusky et N.N. Voronov coiffaient l'ensemble des fronts

— Le

Du côté

teins se

les causes

rer à «

considéré

certes j

pas mo

— Le

poursui

l'infériorité

venir in

— La

la trahison

qui avait

enlevé

elle pas

allemande

La vo

sur la l

Ce repl

une tou

pondre

majorité

à pours

Cette st

quantité

ennemi,

ser aux

stopper,

gnes de

— Les projets des adversaires.

Du côté allemand, l'éternelle discussion entre Hitler et Manstein se poursuivait. Manstein, refusant obstinément de voir les causes politiques et économiques de l'obstination du Führer à « lâcher du terrain », ne cessait de s'enfermer dans des considérations d'ordre purement militaire, qui ne manquaient certes pas de valeur. Mais les objections d'Hitler n'en étaient pas moins pertinentes :

— Les ressources de l'Ukraine étaient indispensables à une poursuite victorieuse de la guerre. Une fois celle-ci perdue, l'infériorité de l'Allemagne en matière d'armement allait devenir irrémédiable.

— La perte de l'Ukraine entraînerait à peu près sûrement la trahison des satellites, et particulièrement de la Roumanie, qui avait consacré 22 divisions à la lutte contre l'U.R.S.S. et en levait 18 nouvelles. La perte de cet appoint ne compenserait-elle pas largement la récupération de quelques divisions allemandes ?

La volonté de Manstein de se replier le plus vite possible sur la boucle du Dniepr allait se heurter au refus du Führer. Ce repli aurait-il sauvé les armées allemandes ? C'est là une toute autre question et il paraît bien hasardeux d'y répondre si facilement, comme le font bien fâchement la grande majorité des historiens. Quant aux Russes, ils étaient décidés à poursuivre leur stratégie des coups de bélier successifs. Cette stratégie, si elle leur assurait, du fait de leur supériorité quantitative, la certitude d'ouvrir des brèches dans le front ennemi, avait comme conséquence fâcheuse pour eux, de laisser aux Allemands la possibilité de colmater les brèches et de stopper, au moins provisoirement, l'effondrement de leurs lignes de défense.



LES OPÉRATIONS MILITAIRES.

— La bataille en avant du Dniepr (17 juillet-30 septembre).

Dès le 17 juillet, les forces du front méridional du G.A. Süd (1^{re} Pz et 6^e armée) furent durement attaquées. Malgré de violentes contre-attaques de deux Pz Div. (3^e Pz et 5^e SS Pz « Wiking »), les Russes réussirent à se maintenir dans une large tête de pont, au Nord de Konibichev. Cette tête de pont permettait ainsi aux Russes de forcer le barrage du Mins.

Le Donetz, dans le secteur de la 1^{re} Pz A., fut traversé, lui aussi, au sud-est d'Isioum, sur une largeur de 30 kms. L'arrivée des 2 divisions Pz du XXIV^e Pz Korps, venues de Kharkov, parvient seule à enrayer l'avance rouge dans ce secteur vital.

Pour liquider la dangereuse poche du Mins, Manstein lança, le 30 juillet, 4 Pz Div., 1 Pz Gren. Div. et 2 D.I. Malgré la puissance des forces soviétiques dans la poche (16 D.I., 2 corps mécanisés, 1 brigade blindée, 2 brigades antichars), les Russes furent complètement battus, laissant 18.000 prisonniers et un important matériel aux mains des Allemands.

Mais, tandis que Manstein montait une nouvelle contre-offensive en vue de liquider la poche du Donetz, les Russes se lançaient, le 3 août, dans une offensive de grand style, à l'Ouest de Bielgorod. Le Front de Voronège perça les lignes de la IV^e Pz A. et du détachement Kempf, ouvrant une très large brèche entre eux, refoulant la IV^e Pz A. vers l'Ouest, le groupe Kempf vers le Sud, vers Kharkov. Le 8 août, la brèche atteignait 55 kilomètres, menaçant d'un effondrement complet tout le système défensif allemand en Ukraine.

Manstein prit aussitôt des contre-mesures. Faisant roquer rapidement du Donetz le III^e Pz Korps (qui ne comprenait que la 3^e Pz Div.), il lui adjoignit les deux Pz SS d'élite (2^e SS Das Reich et 3^e SS Totenkopf), il le lança sur le flanc sud russe, depuis Kharkov, tandis que la IV^e Pz A. formait une pince nord en y employant le XXIV^e Pz Korps et une Pz Gren. Div.

Malgré cette manœuvre, la situation des forces allemandes ne tarde pas à devenir tragique. Devant la rapidité de l'avance rouge, une bonne partie des dépôts allemands et surtout des parcs de réparations des blindés sont détruits ou pris. Les divisions allemandes sont donc très incomplètes, face à un adversaire bien complété. Refoulant la IV^e armée, les Russes tentent d'encercler Kempf dans Kharkov, attaquant le 12 à l'Est et au Sud-Est de la ville.

Tandis que le détachement Kempf devient la 8^e Armée, Manstein, malgré les ordres d'Hitler, évacue Kharkov le 22 août, et les Russes multiplient les assauts sur tout le front sud.

Le 23 août, un front très mince et fragile peut être rétabli depuis le sud de Kharkov jusqu'au sud-ouest d'Akhtyrka. Jusqu'au 27, les Allemands tentent de créer un front continu, Manstein, essayant, lors d'une conférence à Vinnitza (aménagé en Q.G. avancé du Führer) d'obtenir d'Hitler un retrait du bassin du Donetz. Hitler refuse net, mais dès le lendemain, le front de la 6^e Armée est crevé. Le 31 août, celle-ci se replie et Hitler donne alors l'autorisation de repli de la 6^e Armée et de l'aile droite de la 1^{re} Pz Armee.

Si ce repli donne un répit au sud du front, les Russes percent au nord, disloquant le XIII^e Korps (sud de la 2^e Armée du G.A. Centre), dont les quatre divisions sont à peu près anéanties, forçant la IV^e Pz Armee à allonger en crochet défensif son front, afin de faire face à cette nouvelle menace.

Du 3 au 8 septembre, devant l'aggravation catastrophique de la situation militaire, les conférences militaires se multiplient ; Hitler essayant d'obtenir des autres G.A. du front de l'est les divisions nécessaires à la survie du front ukrainien.

Lors d'une ultime conférence au Q.G. du G.A. Süd (à Zaporjié), Hitler admet la nécessité d'un repli sur la ligne Melitopol-Dniepr, tandis que la XVII^e Armée, installée dans la poche du Kouban doit se replier afin de fournir un élément substantiel de renfort aux troupes de Manstein. Mais dès le 10 septembre, un raid de la flotte russe de la Mer Noire (Amiral Oktiabrsky), jointe à un assaut de l'« armée de la côte » (A.I. Yeremenko) menacent Novorossiisk, base arrière de la XIII^e Armée (Ruoff puis Jaenecke). Le 14 septembre, les troupes germano-roumaines entament leur retraite qui du-

rera jusqu'au 8 octobre 1943, les petites unités navales de l'amiral Kieseritzky parvenant à évacuer 200.000 soldats (opération « Wiking »).

Pendant ce temps, dès le 15 septembre, ordre fut donné au G.A. Süd de se replier sur la ligne Melitopol-Dniepr-Desna. Grâce à une très habile disposition des forces et à un parfait enchaînement des mouvements de repli, les Allemands parviennent à réaliser leur retraite dans les meilleures conditions. Pratiquant la politique de la terre brûlée, les forces de Manstein arrivent sur la ligne prévue le 30 septembre, après avoir évacué 200.000 blessés, 1.000.000 d'ukrainiens fuyant les bolchevicks, et un immense matériel.

— **Bataille du Dniepr (30 septembre-fin novembre).**

— Sur la nouvelle ligne défensive, longue de 700 kilomètres, Manstein alignait un nombre de grandes unités sensiblement plus élevé qu'au début de l'offensive soviétique, en tout 37 D.I. et 17 Pz et Pz Gren. Div. Certes ces unités étaient souvent durement atteintes par les combats déjà soutenus mais les Russes étaient eux aussi durement atteints et des effectifs de recombplètement commençaient à arriver aux Allemands.

Malgré ce relatif allègement de la pression pesant sur le front de Manstein, les Soviétiques sont alors bien décidés à poursuivre leurs assauts. Staline intervient sans cesse, aiguillonnant les envoyés de la Stavka et les responsables des Fronts.

Dès la fin de septembre, le Front Sud attaque la 1^{re} Pz Armée dans la direction de Zaporojié avec deux armées en première ligne, et une armée en soutien (20 D.I. et 2 corps blindés), et la 6^e Armée avec 2 autres armées.

Le front Sud-Ouest marche sur le Dniepr, entre Dniepropékovsk et Krementchong, face à une partie des 1^{re} Pz Armée et 8^e Armée avec 2 armées (15 D.I.), renforcées d'une armée de choc (3 corps blindés). Une deuxième aile du Front attaque entre Tcherkassy et Rchichtchev la 8^e Armée, avec 2 armées (12 D.I., 2 corps blindés, 1 corps mécanisé) soutenues par 3 corps blindés.

En manière de diversion, le Front des Steppes attaque plus

faiblement
corps

Profite
beaucoup

la 1^{re}

la bou

corps

tête de

la Des

(Busch

Au d

de por

blindé

et la

pour l

Progre

pes de

les for

tête de

Plusi

ce tem

ges.

Char

axe so

ment

dée et

au poi

naçant

manga

compta

25°), M

renfort

pes ru

pièces

les Ru

Mais

6^e Arn

se repl

faiblement la 4^e Pz Armée dans la direction de Kiev avec 3 corps d'infanterie et 1 corps mécanisé.

Profitant du manque de densité du dispositif allemand, beaucoup trop linéaire, les Russes franchissent le Dniepr entre la 1^{re} Pz Armée et la 8^e, puis forcent un autre passage dans la boucle du fleuve au sud de Pereioslov, amenant 8 D.I., 1 corps blindé et des formations de parachutistes dans leur tête de pont. Une autre tête de pont est établie au nord, sur la Desna, à la jonction des G.A. Süd (Manstein) et centre (Busch).

Au début octobre, une grande offensive russe contre la tête de pont allemande de Zaporojié est brisée par le XL^e corps blindé (1 Pz de l'armée, la 2^e SS Das Reich, la 5^e SS Wiking et la 8^e SS de cavalerie Florian Geyer), malgré l'utilisation pour la première fois de la guerre de divisions d'artillerie. Progressant derrière un colossal barrage d'artillerie, les troupes de choc soviétiques viennent se briser avec pertes contre les formations Waffen SS et Wehrmacht qui bouclent la tête de pont.

Plusieurs contre-attaques allemandes, permettent, pendant ce temps, de contrôler, plus ou moins, les autres poches rouges.

Changeant brutalement l'orientation de son effort, la Stavka axe son offensive sur le Front des Steppes qui, constamment renforcé, lance durant le mois d'octobre 1 armée blindée et 4 armées (61 D.I. et 7 corps blindés, et mécanisés) au point de jonction de la 8^e Armée et de la 1^{re} Pz Armée, menaçant Krivoï Rog (et son fer) ainsi que Nikopol (et son manganèse). Ayant reçu 2 Pz Div. (14^e et 24^e) et 1 D.I. et escomptant recevoir 3 autres Pz Div. (SS Leibstandarte, 1^{re} et 25^e), Manstein lance les 3 divisions qu'il vient de toucher, en renfort du XL Pz Korps sur les flancs et les arrières des troupes russes fonçant sur Nikopol, à la fin d'octobre. Taillés en pièces (10.000 tués, 5.000 prisonniers, 350 chars, 350 canons), les Russes doivent refluer.

Mais le 23 octobre, ils lancent de furieux assauts contre la 6^e Armée (passée au G.A. A. (Kleist)) et oblige celle-ci à se replier très rapidement. Si l'aile droite (IV^e et XXIX^e C.A.)

réussit à bloquer les Russes, ceux-ci continuent leur ruée à travers la Steppe nogaïque, au sud.

Malgré des projets de contre-attaque, les Russes balaient les troupes alliées, qui se replient au N.-E. de Kherson, où le général de Angelis (XLIV^e C.A.) renforcé par des Roumains et des Slovaques, parvient à maintenir une tête de pont. Mais la XVII^e Armée est isolée en Crimée, où les Russes débarquent dès le début de novembre en quatre endroits différents.

En particulier, Yeremenko lance des troupes dans Kertch où les partisans, réfugiés depuis 1941 dans les vieilles catacombes de la ville, attaquent dans le dos les forces de sécurité Alliées. Mais le général roumain Corneliu Teodorini, avec sa 6^e division de cavalerie et quelques groupes de combat allemands, liquide l'attaque. Les Russes se maintiennent à Basky, au Nord-Est de Kertch, au Sud du Sivach, et atteignent le fameux « Fossé des Tartares », dans l'isthme de Pérékop.

Au début de novembre, le front de Kiev s'embrase brusquement et, dès le 5, il est évident qu'il est impossible de défendre la ville.

Malgré une conférence Hitler-Manstein, les Allemands ne reçoivent que de maigres renforts, alors que la 4^e Pz Armée (11 D.I. à faibles effectifs et 2 Pz Div., elles aussi mal en point) doit faire face à 18 D.I., 3 corps blindés et 1 corps de cavalerie.

Le 6, pour sauver le VII^e C.A., Manstein évacue Kiev, le corps ne parvenant à contenir les Soviétiques qu'à une cinquantaine de kilomètres en arrière. L'arrivée de la 8^e Pz Gren. Div., de la 8^e Armée, permet de tenir, plus à l'est, le front du Dniepr mais le nœud ferroviaire de Fastov tombe, gênant le ravitaillement de cette armée.

Quant aux deux corps tenant le fleuve, au nord de Kiev, ils sont balayés vers l'ouest, le XIII^e jusqu'à Jitomir, le II^e sur Korosten, entraînant le disloquement en trois tronçons de la IV^e Pz Armée.

Ne perdant pas son sang-froid devant cette succession de catastrophes, Manstein prépare aussitôt des contre-mesures.

Profitant du dédoublement de l'axe d'offensive rouge vers le sud et vers l'ouest, il regroupe le XLVIII^e Pz Korps (1^{re}, 25^e, 1^{re} SS L.A.H. Pz Div.) nouvellement arrivé, et dispose en outre de 2 corps blindés (III^e Pz Korps et X^e Pz Korps), 2 Pz

Gren.

8^e arm

irrépa

Une

ses for

de for

Le 1

écrase

dégagé

se noy

Le 2

son pa

Les

300 ca

Malg

le tro

Hoth

Mal

la Sta

Süd.,

Dniep

part e

faire

ment,

A la

— A

6^e Arm

— I

avec

sions

Du

Pz Ar

Par

Dniep

étant

kassy,

A l'

avait

du XI

Gren. Div. (20^e et 2^e SS Reich) et la 198^e D.I., prélevés sur la 8^e armée, acceptant ainsi le risque d'un écroulement total et irréparable de ce front.

Une crise locale, vers Fastov, force Manstein à tronçonner ses forces, en lançant la 25^e Pz qui stoppe les Russes, mais avec de fortes pertes.

Le 15 novembre, le corps de choc, le XLVIII^e Pz Korps, écrase un corps blindé rouge, puis oblique vers l'ouest, pour dégager le XIII^e C.A., reprend Jitomir, mais voit sa poussée se noyer dans la boue.

Le XLIX^e C.A., lui, reprend Korosten, assurant ainsi la liaison par fer avec le G.A. Centre

Les Russes y perdent 20.000 tués, 5.000 prisonniers, 600 chars, 300 canons, 1.200 canons antichars.

Malgré cette nette victoire, Hitler, ayant trouvé inadmissible le trop rapide recul des 2 corps de la IV^e Pz Armée limoge Hoth et le remplace par Rauss, chef du XI^e C.A.

Malgré ses échecs de Krivoi-Rog et de Jitomir-Korosten, la Stavka poursuit ses efforts pour rompre le front du G.A. Süd., attaquant la 1^{re} Pz A. et la 8^e, essayant de franchir le Dniepr au sud de Zaporojié et tentant de forcer le passage de part et d'autre de Tcherkassy. Surtout les Russes tentent de faire sauter le verrou de Nikopol, qui les gêne considérablement, essayant ainsi d'encercler la 1^{re} Pz A.

A la fin de novembre 1943, la situation est la suivante :

— Au sud, le Groupe d'Armées A. tient le Dniepr avec la 6^e Armée et la Crimée avec la 17^e Armée, complètement isolée.

— Le Groupe d'Armées sud tient la tête de pont de Nikopol avec des forces de la 1^{re} Pz A. malgré les assauts de 18 Divisions soviétiques.

Du nord de Zaporojié au Nord-Ouest de Krivoi-Rog, la 1^{re} Pz Armée maintient l'essentiel de ses positions.

Par contre la 8^e Armée est dans une situation difficile, le Dniepr ne pouvant lui servir de barrière de sûreté, le fleuve étant franchi à Krementchoug ; et de part et d'autre de Tcherkassy, sur une longueur de 100 kilomètres.

A l'aile septentrionale du G.A. Süd (IV^e Pz A.), la situation avait été très améliorée par la victorieuse contre-offensive du XLVIII^e Pz Korps et l'armée tenait encore une partie du

Dniepr par son XXIV^e Pz Korps (en amont de Kanev), faisant la jonction avec la 8^e Armée. Le front, obliquant vers l'ouest au sud de Kiev, s'étend en ligne continue jusqu'au nord de Jitomir (VII^e, XLVIII^e et XIII^e Corps). Le LIX^e C.A., lui, fait face à l'est, autour de Korosten.

Tandis que les adversaires, épuisés, se font face en faisant affluer leurs renforts, les Russes préparent leur grande offensive d'hiver.

Les 1^{er} Front de Russie Blanche (Rokossovsky), 1^{er} Front Ukrainien (Vatoutine), 2^e Front Ukrainien (Koniev), 3^e Front Ukrainien (Malinovsky), 4^e Front Ukrainien (Tolboukhine) et l'armée de la côte (Yeremenko) articulent leur nouveau dispositif pour une offensive de très vaste envergure.

Le plan d'action a été mis sur pied par Vassicevsky et Joukov, et supervisé par Staline. Le plan vise à défoncer vers Kiev le front de Manstein, à effectuer une ruée sur les Carpathes, en isolant le G.A. centre du G.A. Sud, en escomptant, outre le succès militaire que serait la destruction d'une partie très importante des forces allemandes, le passage dans le camp russe de certains états alliés de l'Allemagne.

Vatoutine reçoit la masse principale des blindés et de l'aviation d'assaut, son secteur étant le secteur décisif de l'assaut, bien que l'offensive d'ensemble doit s'étendre de la Mer Baltique à la Mer Noire.

— L'offensive d'hiver soviétique (fin décembre 1943-mars 1944).

Pendant le mois de décembre 1943, les Russes multiplient les offensives de diversion, se gardant bien d'engager le 1^{er} Front Ukrainien, leur atout essentiel.

Mais le 24 décembre, le 1^{er} Front Ukrainien se lance à l'attaque, au sud de la route Kiev-Jitomir avec 4 armées (18^e, 38^e, 1^{re} Garde, 1^{re} Blindée) soutenues par la 40^e Armée (sud de Fastov). Au nord, les 13^e, 60^e et 3^e armée blindée de la Garde attaquent en direction de Korosten.

Pour faire face à cette ruée soviétique, Manstein fait roquer sa 1^{re} Pz Armee (remplacée par la 6^e Armée), qui prend à son compte une partie du front de la IV^e Pz Armee depuis le

Dniepr
cette r
le Sud

Prend
le très
sud de
vers M
tine.

La
mitza,
d'Oum
16^e Pz

Le 5
Russes
Pz Ar
l'aile r
de Ro
sud, p
vitaille
Chme
vitaille

Pou
ce Va
— par
— par
— par
fleu

Le
large,
bousc
en lia
ments
trenta

Dev
point
31 jan
poch
s'emg

Dniepr jusqu'à 45 kilomètres au Sud-Est de Berditchev. Malgré cette rapide décision, Vatoutine poursuit son offensive vers le Sud-Ouest en direction de Virmitza.

Prenant Jitomir et Korosten, il atteint, au début de janvier, le très important centre routier et ferroviaire de Sarny au sud des marais du Pripet. Parallèlement, Rokossovsky fonce vers Mozyr pour couvrir le flanc nord et les arrières de Vatoutine.

La IV^e Pz Armee se replie à 60 kilomètres à l'est de Virmitza, tandis que la 1^{re} Armee essaie de bloquer au nord d'Ouman les forces russes avec son III^e Pz Korps (6^e Pz, 17^e Pz, 16^e Pz Gren. Div. et 101^e Division de chasseurs).

Le 5, la IV^e Pz Armee dut évacuer Berditchev, tandis que les Russes lancent dans la brèche béante entre la 1^{re} et la IV^e Pz Armee 3 armées (18^e, 1^{re} Garde, 3^e Blindée Garde) contre l'aile nord de la IV^e Pz A. et deux autres (13^e et 60^e) en direction de Rovno, tout en jetant 2 armées (1^{re} Blindée et 40^e) vers le sud, parvenant à 30 kilomètres au nord d'Ouman, base de ravitaillement de la 1^{re} Pz A., s'emparant pour quelques jours de Chmerinka, la voie ferrée assurant le plus grand débit de ravitaillement du G.A. Sud.

Pour enrayer l'assaut, Manstein prépare une contre-attaque de Vatoutine, par 3 côtés à la fois :

- par l'est avec le VII^e C.A., retirée du Dniepr ;
- par l'ouest avec le XLVI^e Pz Korps (venant de France) ;
- par le sud, avec le III^e Pz Korps retiré de la boucle du fleuve et devant fixé les forces ennemies.

Le 18 janvier, alors que la brèche atteint 75 kilomètres de large, les Allemands attaquent. Les VII^e C.A. et III^e Pz Korps bousculent la 40^e Armée rouge. Puis le III^e Pz Korps, agissant en liaison avec le XXVI^e Pz Korps, détruit d'importants éléments de la 1^{re} Armée Blindée russe. Les Russes laissèrent une trentaine de milliers d'hommes sur le terrain.

Devant ce nouvel échec, les Russes déplacent rapidement le point focal de leur poussée et se ruent sur Nikopol à partir du 31 janvier. Le XXX^e C.A. (qui avec 6 D.I. et 2 Pz Div. tient la poche) est balayé par 12 D.I. et 2 corps blindés et les Russes s'emparent enfin de cette si importante tête de pont.

— **L'encerclement de Tcherkassy.**

La 8^e Armée allemande continue à la fin de janvier 1944 de couvrir le flanc du G.A. Sud à Bielaïa Tserkov, Tcherkassy et Kirovograd. Pour la détruire Joukov décide d'attaquer le VII^e C.A. et le VLII^e C.A. avec 2 corps blindés, 3 divisions mécanisées et portées, 2 divisions de cavalerie et 3 brigades de partisans.

Le groupe de choc soviétique écrase les positions allemandes à Bielaïa Tserkov et Kirovograd, et opère sa jonction, le 3 février, avec des forces de soutien (4^e Garde et 5^e Blindée de la Garde) dans les environs de Zvenigorodka (entre Korsoun et Ouman).

Le XLII^e C.A. (Stemmerman) de la I^{re} Pz A. et le XI^e C.A. (Lieb) de la 8^e Armée sont encerclés avec 6 divisions et 1 brigade dès le 28 janvier dans une poche mesurant 45 kilomètres du nord au sud et 15 à 20 de l'ouest à l'est.

Rapidement la résistance s'organise dans la poche, tandis que Manstein, s'efforce de débloquer les assiégés. Il constitue deux groupes d'assaut avec le III^e Pz Korps de la I^{re} Pz A. (16^e, 17^e, SS L.A.H., Rgt de chars Tiger Baeke) et le XLVII^e Pz Korps (3 D.B.) de la 8^e Armée, renforcés par les 1^{re} et 24^e Pz Div., qui doivent s'ouvrir un passage vers Tcherkassy.

Tandis que se prépare la contre-offensive Manstein, les assiégés résistent avec l'énergie du désespoir. Bien que l'aérodrome de la poche (à Korsoun-Chvevtchenkovsky) soit noyé dans la boue et que les Junkers 52 de la IV^e flotte aérienne de Dessloch éprouvent des vertes très sérieuses (15 à 20 Ju 52 par jour), les troupes de la poche repoussent les assauts russes. Le 4 février, les Rouges lancent un appel à la capitulation. Les traîtres du fantomatique « Comité de l'Allemagne Libre » envoient des appels aux soldats, appels qui sont dédaigneusement repoussés.

Les Waffen SS allemands et nordiques de la SS Wiking et les volontaires wallons de la brigade SS Wallonne sont aux premiers rangs des combattants. Le SS Obergruppenführer Gille (5^e SS) et le SS Hauptsturmführer Degrelle (remplaçant le SS) Sturmbannführer Lippert, tombé au combat) fanatisent leurs

soldats
en retra
de la W

Les tr
résistanc
600 pièce
gnale :
lomètres
attirait

Devan
russes, l
percer v
la nuit c

Une c
de Lieb
distingu
obus et

lons son
tin, le 1
III^e Pz
jor sont

Une t
vivants
visions

Malgr
mandes
et la ta

— Le K

La lib
sode. Le
velle off
ainsi qu
tre.

Malgr
ses du
de févri

soldats tandis que les généraux de la Wehrmacht ne sont pas en retrait pour leur héroïsme sur leurs camarades des unités de la Waffen SS.

Les troupes de Manstein progressent malgré la farouche résistance soviétique. Elles détruisent 700 chars, 150 canons, 600 pièces antichars. Enfin, le 15 février, la I^{re} Pz A. (Hube) signale : « j'arrive », son III^e Pz Korps étant parvenu à 13 kilomètres au sud-ouest de la poche, tandis que le XLVII^e Corps attirait à lui de grandes forces russes.

Devant l'impossibilité de vaincre l'ultime barrage des forces russes, Manstein, malgré les ordres d'Hitler, donne l'ordre de percer vers le sud-ouest aux assiégés. Ceux-ci obéissent dans la nuit du 16 au 17 février.

Une colonne se forme sous la conduite de Stemmerman et de Lieb, couverte par les Waffen SS, où les Wallons vont se distinguer particulièrement. L'artillerie épuise ses derniers obus et fait sauter ses pièces, enlisées dans la boue. Les Wallons sont les derniers à se retirer de la poche. A 1 h. 25 du matin, le 17, une liaison est établie avec les chars de pointe du III^e Pz Korps. Le général Stemmerman et son chef d'état-major sont tombés glorieusement au combat.

Une trentaine de milliers d'hommes peuvent ainsi sortir vivants du « Kessel » (chaudron) de Tcherkassy, mais leurs divisions sont à refaire à peu près complètement.

Malgré les lourdes pertes ainsi éprouvées, les unités allemandes encerclées avaient échappé à un nouveau Stalingrad et la tactique de Manstein s'était révélée payante.

— Le Kessel de Tarnopol.

La libération des troupes de Tcherkassy n'était qu'un épisode. Les Russes se lancent, pour bien le montrer, dans une nouvelle offensive générale, visant à séparer la IV^e et la I^{re} Pz A., ainsi que l'aile nord de la IV^e Pz A. du Groupe d'armées Centre.

Malgré une vigoureuse défense du XIII^e C.A. (Hauffe), les Russes du 1^{er} Front de Russie Blanche prennent Rovno au début de février, en reculant sur Doubno. Pour détourner l'attention

de l'O.K.H. (G.Q.G. allemand) sur le front sud, des attaques furent montées contre la VI^e Armée.

Mais la menace essentielle demeure la région de Lemberg (Lvov), espèce de vide militaire allemand, que les Russes vont s'efforcer de combler. Afin de parer à la menace, Manstein entreprend de former deux môles de résistance, l'un autour de Proskourov, avec le III^e Pz Korps (1^{re}, 11^e, 16^e Pz Div.) renforcé par la 17^e Pz et la 18^e division d'artillerie. Le XLVIII^e Pz Korps (7^e Pz Div., SS L.A.H. et détachement SS de chars Tiger 503) forme le deuxième môle autour de Tarnopol. 3 divisions d'infanterie (68^e, 357, 369^e) viennent, en outre, renforcer la IV^e Pz Armée.

Toujours pour prévenir l'assaut menaçant des Soviétiques, un changement est apporté au front allemand. La IV^e Pz A. prend à sa charge le front Tarnopol Doubno (XLVIII^e Pz Korps, XIII^e Korps, SS polizei de Jeckeln), afin d'unifier les forces chargées de tenir ce secteur vital.

Le plan russe, élaboré par Vassilevsky, prévoit de faire obliquer le 1^{er} Front Ukrainien d'Ostropol vers Czernovitz et de pousser deux pointes blindées du 2^e Front Ukrainien de Sventigorodka, en direction de Jassy, de part et d'autre d'Ouman.

Vatoutine ayant été abattu par des partisans nationalistes de l'armée de Libération de l'Ukraine (U.P.A.), à la fois anti-russes et antiallemands, Joukov le remplace tandis que Vassilevsky, chef d'Etat-Major général, assure les tâches de coordination.

L'attaque se déclenche le 3 mars, dans les secteurs des IV^e et 1^{re} Pz Armée. 2 armées blindées et la 60^e Armée essayent de percer vers le sud, sur la ligne Tarnopol-Proskourov. Parallèlement, la 18^e Armée rouge attaque l'aile droite de la I^{re} Pz Armée vers le sud-est.

Le 4 mars, le LIX^e C.A. (Schulz) est menacé d'encerclement mais se dégage grâce à une contre-attaque de la 1^{re} Pz Div.

Face à la menace sur Proskourov, les deux môles défensifs passent à la contre-offensive, vers le nord-ouest (III^e Pz K.) et vers le sud de Tarnopol (XLVIII^e Pz K.). Jusqu'au 7 mars, les Russes lancent 22 D.I. et 7 Corps blindés et mécanisés pour réaliser la percée.

Le 9
Zodi e

Le 11
de la 1^{re}

tente, v

Le 1
8^e Arm

Les
élémen

A l'a
le Bug,

par Hi

Garde
Corps

Le 16
le flanc

che ven

ble enc

Pour
un ren

à Hitle

(forte
pathes.

Pend
deux a

cent au

1^{re} Pz
forces

de la I^{re}

des Ru

La I^{re}
Hitler
pour la
le nou
de la I^{re}
linovsk
kolaïev
Le d
vée de

Le 9 mars, le 3^e Front Ukrainien bat le VII^e C.A. et avec Zodi et 4 corps blindés arrive aux approches d'Ouman.

Le 11 mars, la 8^e Armée se replie, et le 13 mars l'aile droite de la 1^{re} Pz A. se retire derrière le Bug, tandis que l'aile gauche tente, vers Proskourov, de rétablir la liaison avec la IV^e Pz A.

Le 15 mars, les Russes, ayant écrasé l'aile gauche de la 8^e Armée, ouvrent une large brèche, d'Ouman à Vinnitza.

Les rouges parviennent ensuite à franchir le Bug avec les éléments de 4 armées, plus une armée blindée.

A l'aile droite de la 1^{re} Pz Armee, les Russes foncent vers le Bug, au sud de Vinnitza, proclamée, en vain, « forteresse » par Hitler. Au sud de Proskourov, la 3^e Armée blindée de la Garde tente d'encercler les forces allemandes avec ses trois Corps blindés.

Le 16 mars, trois armées obliquent vers le sud, pour attaquer le flanc nord de la 8^e Armée, tandis qu'une armée blindée marche vers le Dniestr la 1^{re} Pz Armee est ainsi menacée d'un double encerclement.

Pour faire face à la situation, Manstein envisage le 22 mars un remaniement complet du dispositif allemand, demandant à Hitler de renforcer ses troupes par la I^{re} Armée Hongroise (forte de 8 D.I. et 2 divisions rapides) placée dans les Karpathes.

Pendant ce temps, à l'aile nord, le 20, les Russes engagent deux armées blindées (1^{re} et 4^e du Front Ukrainien) et percent au sud, entre les IV^e et 1^{re} Pz Armee. Par un repli de la 1^{re} Pz A., entre le Dniestr et Proskourov, Manstein libère des forces et lui fait maintenir une jonction avec un Kampfgruppe de la IV^e Pz A. (Mauss), qui bloque les voies de ravitaillement des Russes.

La I^{re} Pz A. est de plus en plus menacée d'encercllement mais Hitler veut qu'elle tienne sur place. Le 25 Manstein se heurte pour la dernière fois avec le Führer, qui le limoge. Cependant, le nouveau chef du G.A. Süd, Model prépare le dégagement de la I^{re} Pz A. désormais encerclée à Tarnopol, tandis que Malinovsky, par une brusque offensive, arrache Kherson et Nikolaïev à la 6^e Armée, qui perd ensuite Odessa.

Le déblocage de la I^{re} Pz A. est mis sur pied grâce à l'arrivée de France du II^e SS Panzer Korps du SS Obergruppen-

führer Paul Hausser (9^e SS « Hohenstauffen » et 10^e SS « Frundsberg »).

Dans un assaut d'une violence inouïe, les jeunes gens de ces divisions (âge moyen 18 ans, officiers compris) refoulent les Russes, tandis que les troupes encerclées vont au-devant de leurs libérateurs.

Un front parvient à être ensuite bâti au Nord-Est de Czernovitz, tandis que les forces russes commencent à ralentir leurs opérations. Une certaine accalmie se manifeste alors sur le Front Ukrainien.

— Jugement sur la bataille.

Du côté allemand, l'état-major, et spécialement Manstein et ses collaborateurs, montre sa parfaite maîtrise dans la conduite des opérations. Placés dans des situations extraordinairement difficiles, les généraux allemands y font face avec la plus grande énergie et parviennent à sauver la partie, au moins pour un temps.

Mais il leur manque nettement une vision plus globale des choses, vision que seul possède le Führer. D'où ses chocs constants avec eux, et sa volonté de conserver, pour des raisons autres que militaires, des positions qu'ils estimaient indispensables d'évacuer.

Les combats pour l'Ukraine se terminaient donc par une incontestable défaite allemande, mais le front restait cependant capable de freiner l'avance soviétique. Il est frappant de constater que la supériorité qualitative du soldat allemand se maintient à cette époque, bien que les pertes soient très lourdes et l'usure des unités un problème grave.

Du côté soviétique, les progrès de la Stavka sont frappants. Pour la première fois, les offensives sont menées avec efficacité et alimentées correctement. Les goulots d'étranglement du ravitaillement, qui ont bloqué plusieurs assauts soviétiques antérieurs, ont tendance à être moins sensibles, grâce à l'amélioration de la logistique rouge. La puissante aide Anglo-Saxonne en camions et véhicules divers y est aussi pour beaucoup. Les Russes recevant en tout 428.000 camions et 50.000 jeeps. Mais, outre ce facteur favorable, il est exact que

les R
que s
Sovié
attaqu
ruptu
de ce
Qua
valeu
alleme
Les
très p
leurs
d'un c
de Va
dur c
Les
creus
prend
tribut
capab

les Russes font d'énormes progrès, tant sur le plan tactique que sur le plan stratégique. Ces progrès n'empêchent pas les Soviétiques de persévérer dans leurs errements coutumiers : attaques généralisées, dispersion des axes de poursuite. Si la rupture du front allemand en est facilitée, le rétablissement de celui-ci en est aussi rendu possible.

Quant au soldat rouge, malgré son incontestable courage, sa valeur militaire reste largement inférieure à celle du soldat allemand.

Les généraux russes, talonnés par Staline, dont le rôle est très positif en cette phase de la guerre, poussent avec énergie leurs attaques, mais ratent de nombreuses occasions, faute d'un coup d'œil stratégique suffisant. La mise hors de combat de Vatoutine, le plus brillant stratège de l'Armée Rouge, est un dur coup pour celle-ci.

Les combats en Ukraine, de Kharkov à Tarnopol, sont un creuset où une Armée Rouge rendue apte à la guerre moderne prend le dessus d'une façon décisive sur une armée allemande, tributaire des fluctuations militaires des autres fronts, et incapable de faire face à un ennemi beaucoup trop supérieur.

François DUPRAT.

Yann BEUZEC

Deux aspects de la Guerre d'Algérie

COMBATTANTS ET INTRIGANTS.

Notre collaborateur Yann Beuzec a dégagé pour nos lecteurs deux aspects concurrents de la guerre d'Algérie d'après des documents ou des études récemment publiés dans les ouvrages de Fernand Carreras et de Jean Mabire qui ont paru aux éditions Robert Laffont. Nous avons isolé ces deux études en raison de l'importance du sujet traité.

**Fernand CARRERAS : « L'Accord FLN-OAS », Robert LAF-
FONT, 13,90 F.**

Cet ouvrage est un plaidoyer délirant et outrancier de Jacques Chevallier qui n'a même pas eu la pudeur de laisser à un autre le soin de préfacier ce livre. Bien mieux, Chevallier, trop flatté, en rajoute, dit que l'auteur « a réussi » son livre par son « indiscutable talent » et qu'il n'a « pas fait œuvre de partisan » (p. 8).

Du talent ? parlons-en, quand ce livre est un tissu d'erreurs d'oublis, de contradictions. Je vais vous le prouver. Page 14, il avoue pour le sinistre 26 mars 1962, « soixante morts », qui se rapprochent un peu mieux de la réalité, en se gonflant à « une centaine » (p. 42).

Pa
« la
était
rien
à la
atten
Menc
chute
Bo
été l
jama
Or
été p
Pie
mais
sienn
« I
respo
dout
voya
Faux
Do
quel
aven
« un
treti
Les
« av
(p. 2
proc
pond
giqu
ceux
Si
p. 53

Page 21, au début de l'insurrection algérienne, il est écrit « la Tunisie venait d'acquérir son indépendance et le Maroc était sur le point de la gagner ». Pour le Maroc, avant août 1955, rien ne laissait prévoir que le « point » était proche. Quant à la Tunisie, elle n'était pas encore indépendante (il lui faudra attendre mars 1956). « Dans quelques mois, Mollet succédait à Mendès » (p. 21) : ces quelques mois font presque un an : chute de Mendès le 5-2-55 ; investiture de Mollet le 31-1-56.

Boussouf, contrairement, à ce qui est dit p. 76 n'a jamais été le co-détenu de Ben Bella. Pour la bonne raison qu'il n'a jamais été arrêté.

Ortiz n'a eu qu'un rôle mineur lors du 13 mai ; il aurait été plutôt « le cafetier des barricades » (p. 117).

Piegts et Dovecar n'ont pas été exécutés à Vincennes (p. 168) mais au Trou d'Enfer. Donc à l'opposé dans la région Parisienne.

« Le chef de l'O.A.S. [Susini] en est dépourvu » (du sens des responsabilités) p. 84 mais p. 177 « le chef de l'O.A.S. est sans doute le seul responsable de l'organisation à demeurer clairvoyant ». Serrano Suner, p. 210, est « le gendre de Franco ». Faux : c'est son beau-frère.

*
**

Doutons aussi, sur pièces, de l'esprit non partisan dans lequel est écrit ce livre. Le putsch de généraux est une « folle aventure » (p. 11) ; l'organisation « subversive » entretient « un climat de guerre civile » (p. 11) (le F.L.N. évidemment entretient un climat de détente).

Les commandos ont des « allures de tueurs » empruntées « avec affectation » aux « films de gangsters américains » (p. 29). Pour Chevallier, « il est impossible d'envisager un rapprochement avec les Musulmans si l'O.A.S. continue de répondre à l'attentat par l'attentat » (p. 34) : il serait plus logique de le demander à ceux qui ont commencé « plutôt qu'à ceux qui ne font que répondre ».

Si p. 49, le F.L.N. représente la « révolution algérienne », p. 53 l'O.A.S. n'est que « l'organisation subversive », animée

par des « hommes de main » (p. 239) et des « tueurs » (p. 241).

Susini est vu par un partisan qui le dépeint comme « un petit homme rageur » (p. 67), un « agitateur » (p. 148) « verbeux » (p. 200) devenant un « condottiere » (p. 247). L'auteur ne craint même pas d'affirmer des faits non prouvés tels que la participation de Susini, par exemple, à l'attentat (bidon ?) du Mont-Faron ou à l'exécution de Delgado (p. 247).

Par contre, l'adversaire de Susini, Chevallier, est couvert de fleurs à en être ridicule. Lisez plutôt ce portrait de Chevallier. Il est « séduisant, intelligent, subtil » (p. 17). Quand il parle, p. 32, « Susini et Degueldre réagissent un peu comme des écoliers sous la semonce du professeur » (sic). Chevallier, c'est le « nouveau prophète, le sauveur » (resic) p. 69. Il est un « grand homme » (p. 84), il a le « sens des réalités » (p. 84), il est « l'homme de la situation » (p. 92), « le seul qui soit demeuré lucide » (p. 109) [ici, remarquons une nouvelle contradiction de Carréras qui dit, p. 177, que Susini est « clairvoyant »] ou « c'est d'un même mouvement que le chef de l'O.A.S. et Farès se tournent vers Chevallier dans une sollicitation muette » (p. 109). Vraiment Carréras n'a pas peur d'imiter les Staliniens dans ce qu'ils avaient de plus grotesque : le culte de la Personnalité et Chevallier a le culot de nous dire que c'est un livre objectif ! Comme auto-congratulation, il est difficile de faire mieux. Cet « homme d'une loyauté absolue » (p. 158) est pourtant passé sans difficulté (p. 18) des « Volontaires Nationaux » du colonel de la Rocque à ministre de Mendès. Cet homme qui dit aimer son pays et « être un homme du compromis » (p. 22) fait répondre, pourtant, qu'il est absent (p. 25) quand on le presse d'intervenir !

Carréras était journaliste à Alger mais il ne trouve pas choquant que Fouchet (encore un ancien ministre de Mendès) le « convoque » (p. 9). Un journaliste digne de ce nom n'est pas « convoqué » mais peut être « convié » par le pouvoir en place. C'est la nuance qu'il y a entre un paillason et un journaliste. Après cela, peut-on nous faire croire que ce livre n'est pas une œuvre de partisan ?

Cependant, dans ce fatras de perles, de platitudes, d'anecdotes mineures, vous y trouverez quelques menus faits intéres-

sants.
d'une
quoi
d'Evis
trust
péens
Ce
sisten
voyan
car il
accor
que «
(p. 54
de l'A
pas v
mieux
« l'op
qui n
F.L.N.
« déb
ment
prouv
vous
ment
Il fa
d'auss
réras,
autres
disper
« dipl
algérie
l'O.A.S
Occide
de vet
de séc
spécia
(p. 11
reconr
de sac

sants. Ainsi, p. 27, Joxe a des craintes quant à la possibilité d'une réelle et efficace négociation avec le F.L.N. (Mais, pourquoi diable a-t-il accepté de signer en personne les accords d'Evian ?). Au Rocher Noir, Fouchet était entouré « d'un train-trust ignorant » (p. 72). Farès fait la distinction entre Européens et Juifs (p. 113 et 115).

Ce livre permet aux quelques rares incrédules qui subsistent de voir qu'en juin 1962 Susini n'était pas aussi clairvoyant que Carréras l'imagine. Pire, objectivement, il trahit car il rêve, ou plutôt délire. Qu'on en juge, il pense que « un accord avec le F.L.N. était dans la nature des choses » (p. 231), que « l'O.A.S. doit reconnaître la République Algérienne » (p. 54). Il dit en plein combat « nous ne croyons plus au mythe de l'Algérie Française » (p. 30) ou « nous avons eu tort de ne pas vous [le Mendésiste Chevallier] suivre » (p. 31). Bien mieux, Susini estime que les accords d'Evian perpétuent « l'oppression colonialiste » ! (p. 108). Face à Susini dépassé, qui ne se rend pas compte que ces négociations avec le F.L.N. sont un hochet (quand il aura signé, p. 225, il est « débordant de joie »), face à lui, seuls semblent voir clairement les choses Pérez (sa lettre très lucide, p. 203 à 210 le prouve) et Godard (qui dit à Susini p. 211 : « Personne ne vous prendra au sérieux et votre édifice s'écroulera rapidement »).

Il faut avouer que les autres protagonistes de Susini sont d'aussi naïfs négociateurs, Chevallier, quoiqu'en pense Carréras, ne faisant pas preuve de moins de candeur que les autres. En effet, alors que toute la puissance de l'O.A.S. se disperse et que Paris aide de plus en plus le F.L.N., nos « diplomates » en sont encore à « étudier le futur drapeau algérien » (p. 58), à décréter « la dissolution du F.L.N. et de l'O.A.S. » (p. 59), « l'appartenance de l'Algérie au monde Occidental » (id). Ils vont même jusqu'à prévoir un droit de veto pour les Européens pouvant déboucher sur le droit de sécession pour les minorités (p. 60). Ils établissent un statut spécial pour Oran et Alger (p. 114) avec drapeau particulier (p. 115). C'est le triomphe d'Ubu. Carréras ne veut pas le reconnaître mais au cours de ses dernières pages, on lit « cul de sac » (p. 219), « constat de faillite » (id), « acte de capitulation ».

lation » (p. 221), « abdication » (id), « conclusion fallacieuse » (p. 222), [les négociations] « semblent avoir accru l'anxiété des Européens » (p. 228), « bâti sur du sable » (p. 246) et « résultat négatif » (p. 249). Voilà le bilan et encore, s'il parle de « cimetières profanés » (p. 229), le Pied-Noir Carréras néglige de mentionner les fusillades d'Oran (début juillet), les Pied-Noirs disparus et les harkis martyrisés. Mais Carréras veut faire plaisir à ses compatriotes Pied-Noirs en leur signalant que Krim Belkacem « est quasiment un rapatrié » (p. 248).

Après un bilan si négatif, les protagonistes auraient dû faire preuve d'humilité. Chevallier ne le pense pas. D'où ce plaidoyer pro domo qu'il a fait écrire par un nègre.



Jean MABIRE : « Les Hors-La-Loi », Robert LAFFONT, 17,10 F.

Voici un livre que tous les lecteurs de « Défense de l'Occident » se doivent d'avoir lu. C'est un récit qui dépeint exactement comment fut menée la guerre d'Algérie. Incontestablement, nous tenons là le meilleur livre sur l'Algérie (le seul qui puisse lui être comparé est l'admirable « Au Lieutenant des Taglaïts » de Philippe Héduy, paru il y a 8 ans à la Table Ronde). Ces « Hors-la-loi » s'avalent goûlument tant on est pris par l'action. Mais Mabire a su se détacher de l'anecdote pour dominer, survoler son sujet, en tirer la philosophie, mais sans, et je tiens à préciser, que l'intérêt narratif faiblisse.

Ce récit est presque une pièce classique avec ses 3 unités, unité d'action (« Tuer Amar l'Indochine »), unité de lieu (un quartier militaire) et presque unité de temps (48 heures). Le style lui-même est classique : pas de mot grandiloquent, pas de situation mélodramatique, rien n'est ampoulé. C'est un écrit de combattant.

Dans ce récit, sous la gangue événementielle, apparaît, par petites touches, le réquisitoire contre l'Armée en Algérie : une armée vieillie, gaspilleuse de volonté, vérolée par la dialectique marxiste attrapée dans les camps Viets et dans la presse allant du « Monde » à « l'Express ». Une armée où les

soldats s
naire n'a
telle qu
le noter
au caso
des gen
était, al
guerre
chant à
une « gu
la tortu
[Mais]
perdait

Face à
ques ho
l'Occide
de vrais
fondam
jamais
être qu
Certa
l'Homn
découve
pris qu
non de
héros e

P.S.
nous a
(Collec
compte

soldats s'ennuient ; une armée, qui, dans une guerre révolutionnaire n'a pas de doctrine, une armée qui respecte des fictions telle que la neutralité de la Tunisie. Cette armée était, il faut le noter, l'exacte image de ses chefs dont la majorité en était au casoar, gants blancs et autres « basanes », — c'est-à-dire des gens qui n'avaient pas compris que le combat militaire était, alors, lié au combat politique. Les chefs faisaient la guerre en cherchant à se justifier au lieu de la faire en cherchant à gagner. Ainsi que Mabire le dit p. 154, l'ennemi faisait une « guerre totalitaire » dont les « armes étaient le fanatisme, la torture et le mensonge » qui « étaient les seules efficaces. [Mais] A les employer à demi [comme l'Armée Française] on perdait son âme sans gagner la guerre ».

Face à cette Armée sclérosée, commencent à se dresser quelques hommes (d'ailleurs l'un deux ne lit-il pas « Défense de l'Occident » ; cf : p. 46). Et alors, furtivement, on y découvre de vrais morceaux d'anthologie. Ainsi : « L'inégalité biologique fondamentale des individus et des races, voilà ce qu'il ne faut jamais oublier » (p. 111) ou « la religion de l'Occident ne peut être qu'une religion de l'énergie et de l'individu » (p. 132).

Certains croient foncièrement au destin nietzschéen de l'Homme, fondé sur la « volonté de progrès, la passion de la découverte et la hantise de l'action » (p. 224). Ceux-là ont compris que la guerre était une guerre de course (de corsaires et non de pirates) : peut-être est-ce la raison pour laquelle le héros est un nationaliste breton ?

Yann BEUZEC

P.S. : Il est regrettable que les Editions Robert Laffont ne nous ait pas fourni un exemplaire de leur « Israël attaque » (Collection : « Ce jour-là ») dont nous aurions pu donner un compte rendu intéressant.

Pierre NAVARRE

Inquiétudes dans le Golfe Persique

Pendant que la stratégie soviéto-arabe en Méditerranée prend une allure de mise en place d'un blocus pétrolier de l'Europe occidentale, le Golfe Persique connaît aussi un remue-ménage insolite.

Les pays qui débouchent sur le Golfe Persique produisent 500 millions de tonnes de pétrole par an et possèdent 60 % des réserves connues d'hydrocarbures. D'Irak et d'Arabie séoudite, trois pipe-lines laissent couler une partie du pétrole dans les ports libanais et syrien de la Méditerranée orientale. L'autre partie du précieux liquide est évacuée par les Tankers qui sillonnent le Golfe Persique. L'agitation dans cette mer surveillée par le détroit d'Ormuz doit être considérée comme une action parallèle à celle du bassin méditerranéen. M. Nixon l'a confirmé au cours de sa campagne électorale : « Il n'est pas question de laisser toucher aux intérêts vitaux américains au Moyen-Orient ». (1)

Cette effervescence a deux causes : les accords soviéto-iraniens de 1967, et la déclaration du premier ministre M. Harold Wilson annonçant le retrait des troupes britanniques « à l'Est de Suez » pour 1971. Certains états tentent de s'assurer dès maintenant des positions prééminentes sur les routes du paradis pétrolier, et les pays riches, mais faibles et indéfendables stratégiquement, redoutent davantage leurs coreligionnaires voisins que ce bon vieux colonialisme protecteur avec son armée prête à intervenir pour les protéger, eux et... les sociétés exploitant le pétrole.

L'Ara
de l'Isl
tion ar
anglais

L'Ara
de 130
jusqu'à
appelée
tastiqu
tonne p

Quan
militair
blique

Orient

on env

Etats-U

quitter

ayant u

l'égide

sourcil

cette e

déclara

la sécu

dispose

parés à

Le ro

invité

extrém

nombr

les deu

imagin

L'Ira

pas ar

cottage

tenir I

iranien

sous p

de ton

Petrok

L'Arabie séoudite et l'Iran prétendent au rôle de défenseur de l'Islam oriental pétrolier. La première jouit de la protection américaine, le second, bien que membre du Cento pro-anglais, a passé un accord militaire avec l'U.R.S.S.

L'Arabie séoudite, c'est le prestige de La Mecque augmenté de 130 millions de tonnes de pétrole exploité en exclusivité, jusqu'à présent, par l'Arabian American Oil Cy, dite Aramco, appelée à Wall Street « le trust des trusts », une des plus fantastiques affaires mondiales (le pétrole y revient à 2 frs la tonne pied-de-puits).

Quand M. Harold Wilson fit part de son projet d'évacuation militaire, le roi Fayçal d'Arabie invita le président de la république de Turquie (qui possède la meilleure armée du Moyen-Orient et est membre de l'O.T.A.N.) Au cours de cet entretien, on envisagea une alliance turco-séoudienne appuyée sur les Etats-Unis quand le dernier des 6.000 soldats anglais (2) quittera les émirats bordant le Golfe Persique. La Turquie ayant une frontière commune avec l'U.R.S.S., cette alliance sous l'égide U.S. ne pouvait pas plaire à Moscou qui fronça les sourcils. Aussi Ankara et Ryad s'empressèrent-ils de démentir cette entente jugée prématurée à Londres. L'Arabie séoudite déclara même qu'elle était assez riche pour assurer, à elle seule, la sécurité dans le Golfe Persique... mais, pour l'instant, elle ne dispose que d'une quarantaine de milliers de soldats mal préparés à la guerre moderne.

Le roi d'Arabie avait des vastes plans d'avenir, il avait aussi invité l'empereur d'Iran à lui rendre visite. Le tourisme étant extrêmement réduit en ce pays, et les derricks se dressant nombreux dans les deux pays, n'étaient pas une curiosité pour les deux souverains. Il s'agissait d'envisager un pool défensif imaginé par le roi Fayçal.

L'Iran représente 130 millions de tonnes de pétrole ; il n'est pas arabe bien que musulman et, grâce à lui, pendant le boycottage de mai-juin 1967 des pays occidentaux accusés de soutenir Israël, le pétrole ne manqua pas. Mais le gouvernement iranien revendique Bahrein, au sud du Golfe Persique, émirat sous protection anglo-américaine. Bahrein produit 3,5 millions de tonnes de pétrole exploité en exclusivité par la Bahrain Petroleum Cy, c'est-à-dire Caltex Standard Oil Cy of California

(50 %) et **Texas Oil** (50 %). Le sultan de Bahrein redouta qu'une entente entre l'Arabie et l'Iran se conclût sur son dos ; il se rendit en hâte à Ryad et, aidé par la diplomatie américaine, n'eut pas de peine à dissuader le roi Fayçal de renoncer à toute étroite liaison avec l'Iran accusé, à tort ou à raison, de s'être logé dans l'orbite soviétique. Ce contact irano-séoudite devait avoir lieu du 3 au 8 février 1968 et son annulation par Ryad provoqua un sourd malaise.



Il n'est pas possible de comprendre l'importance de la partie engagée dans le Golfe Persique si l'on ignore les conséquences de la politique du « diviser pour régner » instaurée par Londres au Moyen-Orient après la première guerre mondiale avec le démembrement de la Turquie. Procédons à un rapide inventaire.

L'Iran est le plus ancien producteur pétrolier du Moyen-Orient. Sous la pression de Winston Churchill, en 1954, l'**Anglo-Iranian Oil Cy** abandonna son exclusivité pétrolière en répartissant les risques puisque l'Iran a des frontières communes avec l'U.R.S.S.. Les Britanniques conservèrent 54 % (dont l'Amirauté britannique a toujours la majorité), la France réclama 10 % et n'obtint péniblement que 6 % pour la **Cie Fse des Pétroles** (société mixte à majorité étatique) ; 40 % allèrent aux sociétés pétrolières américaines (cinq trusts à 7 % chacun et neuf « indépendants » reçurent 5 % à se partager). Le tout constitue l'**Iranian Oil Participants**, consortium international, jouxtant la **Société Nationale Iranienne des Pétroles** qui peut, — en principe — depuis la « révolution » de Mossadegh, accorder des permis de recherches aux sociétés étrangères de son choix.

Longtemps en très mauvais termes avec sa voisine du nord, l'U.R.S.S. (le shah échappa à plusieurs attentats de terroristes excités en permanence par la radio émettant du Caucase), l'Iran changea brusquement d'orientation en 1967 sur les conseils, assurés les anglo-saxons, de l'Elysée. En février 1967, Moscou et Téhéran signèrent un accord que n'espérait plus le Kremlin. Ce traité prévoit une aide militaire

soviétique
aides
gaz na
la cons
que da
la bar
un prê
térêt)

de ce

L'Ira

redeva

ments

technic

De s

ex-Pers

lève d

au car

stratég

la Tur

penda

préten

pétrol

rats et

Le

est l'é

rain p

tes p

Déjà,

vemer

son a

armée

Kuwa

Petro

caine

La

la Ge

soviétique d'un montant de 90 millions de dollars, avec des aides techniques et économiques diverses. L'Iran livrera du gaz naturel dans les régions du sud de l'U.R.S.S., ce qui évite la construction de longs feeders pour apporter le gaz soviétique dans les environs de la Mer Caspienne. En février 1968, la banque **Lazard Brothers and Cy**, de Londres, consentit un prêt de 16 millions de livres sterling à l'Iran (à 5,5 % d'intérêt) remboursable en neuf ans et demi pour le financement de ce feeder.

L'Iran tire l'essentiel de ses ressources budgétaires des redevances payées par l'**Iranian Oil Participants**. Ses armements seront désormais soviétiques ainsi que ses « agents techniques ».

De surcroît, il possède une marine de guerre. Enfin l'Iranien ex-Persan n'est pas arabe. Que l'entente soviéto-iranienne relève de la pure géopolitique, nul n'en discute, mais ce pays, au carrefour du Moyen et de l'Asie Centrale, a une position stratégique importante, il domine le Golfe Persique depuis que la Turquie n'a plus de versant maritime sur l'Orient. Cela indépendamment du capital-pétrole qu'il représente. (Son souverain prétend que son pays est « une île qui flotte sur une mer de pétrole »). L'Iran pose désormais un problème aux petits émirats et sultanats pétroliers du Golfe Persique.

••

Le minuscule Koweït (115 millions de tonnes de pétrole) est l'état le plus moderne du monde par la grâce d'un souverain philanthrope et altruiste, mais il éprouve quelques craintes pour « après 1971 » car il se sait revendiqué par l'Irak. Déjà, le général Kassem (le président irakien fusillé), fit mouvement de troupes vers lui et la Grande-Bretagne dut mettre son aviation en état d'alerte. Le Koweït ne dispose que d'une armée d'opérette, mais il est la providence des pétroliers de la **Kuwait Oil Cy**, association anglo-américaine (50 % à la **British Petroleum Cy** (ex-**Anglo-Iranian Oil Cy**) et 50 % à l'américaine **Gulf Oil Corporation**).

La zone neutre koweïto-séoudienne est une exclusivité de la **Getty Oil** et de l'**Aminoil** (Etats-Unis) ; elle produit 21 mil-

lions de tonnes par an. (M. Getty, considéré comme un des cinq hommes les plus riches du monde, a conclu, en octobre 1968, une association avec la société d'état algérienne Sonatrach pour l'exploitation et la prospection du pétrole en Algérie).

Plus au sud, parmi les petits émirats entrant dans le rayon d'action de l'Iraq Petroleum Cy (consortium anglo-franco-américano-arménien), le Qatar fournit 15 millions de tonnes de pétrole par an, et Abu Dhabi 18 millions de tonnes. Nouveau producteur depuis 1967, le sultanat de Mascate et Oman a fait un début prometteur avec 2,8 millions de tonnes ; son sultan dut faire appel aux militaires anglais pour combattre des « rebellions » fomentées de l'extérieur pour le compte d'étrangers intéressés par un pays qui n'était alors que pétrolifère en puissance.



Reste sur le versant occidental nord du Golfe Persique : l'Irak avec 60 millions de tonnes de pétrole seulement.

Depuis la révolution de 1958, les dirigeants irakiens luttent en permanence contre l'Iraq Petroleum Cy ayant jadis un privilège pétrolier sur tout le pays. Les royalties du pétrole assurent à 85 % la couverture du budget général. Les travaux de l'I.P.C. étant jugés insuffisants par les dirigeants irakiens, l'exclusivité de la prospection et de l'exploitation fut retirée au consortium réduit à moins de 1 % de son monopole territorial primitif. Une société nationale procède, désormais, à la libre disposition des permis de recherches, dont l'Erap (trust d'état pétrolier français) bénéficia le premier. Par contre, Le Caire et Alger intervinrent à Bagdad pour faire éliminer deux sociétés mixtes à majorité étatique française accusées d'être « inféodées aux trusts anglo-saxons » ; il s'agissait de la Cie Fse des Pétroles candidate pour les permis de Roumeïla-nord et de la S.N. Pétroles Aquitaine qui devait exploiter le soufre de Mishraq. Une série de coups d'état — dus au pétrole — peuvent encore changer les desseins pétroliers de l'Irak.

Voilà ce que représente la région pétrolière du Golfe Persique qui ravitaille à 90 % l'Europe occidentale insérée dans

les circuits commerciaux arabes. Sans hydrocarbure musulman, plus de circulation routière, ni de gaz oil et fuels pour les tracteurs, les moteurs d'usines et le chauffage... (3)



Comment réagissent les musulmans entre eux ?

Quand le voyage de l'empereur d'Iran fut annulé par l'invitéur, le gouvernement de Téhéran ne tarda pas à réagir avec vigueur. Les eaux du Golfe Persique sont mal délimitées et, jusqu'alors, ne donnaient pas lieu à des contestations. Le 1^{er} février, un navire de guerre iranien intervint, menaçant, pour obliger une plate-forme de recherches pétrolières off shore à lever l'ancre sous le prétexte quelle opérait en dehors des eaux territoriales séoudiennes. Or, ce matériel appartenait à la puissante **Aramco** et l'Iran ne l'ignorait pas. Le soutien soviétique permet une certaine « virilité ». A Téhéran, on tira gloire de cette intervention assimilée à une assurance sur l'avenir dans le Golfe Persique. Le sultan de Bahrein éprouve une inquiétude grandissante pour la pérennité de son indépendance.

Les musulmans ne connaissent bien et n'ignorent pas que la faiblesse sert d'aimant à la force ; coreligionnaires et fraternité de race entrent peu en ligne de compte quand un butin se trouve à portée de la main. La force est l'argument suprême. Alors, l'échéance de M. Harold Wilson pour 1971 émeut les petits états pétroliers. Officiellement, ils ont offert au gouvernement britannique la prise en charge de l'entretien des troupes anglaises pour qu'elles demeurent sur place après 1971 ; ils proposent la somme de 25 millions de livres sterling (une trentaine de milliards de francs anciens). De leur côté, les Etats-Unis ont demandé à Londres de ne rien précipiter (comme à Aden) car ils ne sont pas prêts à prendre le relais... bien qu'ils aient quelques unités navales et des bases aéronautiques qui surveillent discrètement les parages en collaboration avec leurs associés britanniques.



Des incidents mineurs éclatent de temps en temps et indiquent que les influences nassériennes commencent à pénétrer en des régions où les ambitions et les convoitises animaient les « mouvements » davantage que la politique. Le Golfe Persique est sans doute le dernier lieu où l'Intelligence Service conserve encore son efficacité d'antan. Pour combien de temps depuis que les agents de Nasser se répandent sur toute la côte.

Les émirats et sultanats discutent pour former une fédération arabe du Golfe Persique. Les particularismes excités par les royalties — dollars et sterling rendent précaires ces tentatives d'union de pays que la subversion commence à miner. (Ce qui explique que la majeure partie de la fortune des roitelets pétroliers est mise à l'abri dans les banques occidentales).

1971... a dit M. Harold Wilson ! Dans certains palais entourés de sable chaud, des prières montent vers Allah pour que M. Wilson ne soit plus premier ministre à cette date. Mais Travailleur ou Conservateur, la réputation soviétique par le truchement des indigènes ne s'arrêtera plus, au Yémen, elle dure depuis 1962 !

Pierre NAVARRE.

(1) Aux Etats-Unis : les Républicains s'identifient aux intérêts pétroliers du groupe Rockefeller, tandis que les Démocrates défendent ceux du pétrolier Hunt, milliardaire en dollars, dont le président Johnson est un des associés.

(2) 6 000 auxquels il faut ajouter les troupes indigènes.

(3) Cf. *L'aventure du pétrole français (Les Sept Couleurs)*.

François
d'une

Parn

meuse

ce n'es

prendre

presse

public

la philo

le com

Le r

Par ce

nier a

il offr

vient

nances

des év

Soye

seigner

faits.

En v

que les

Documents sur les Journées de Mai

François DUPRAT : « Les Journées de mai 1968 ou les dessous d'une révolution », Nouvelles Editions Latines.

Parmi la pléthore d'outrages qui ont voulu traiter ces fameuses journées de mai 68, bien peu présentait d'intérêt (si ce n'est celui de leur auteur) : beaucoup ne faisaient que reprendre pour les accoler et les diluer les gros titres de la presse (donc n'apportaient aucun élément nouveau que le grand public ne sache déjà). Quelques autres essayaient de tirer la philosophie des événements mais, en général, tombaient dans le commentaire abscons.

Le reste, donc l'infime minorité, surnagera à l'événement. Par ces « happy few », il y aura celui de Duprat. Car ce dernier a su et pu apporter deux éléments rares : d'une part, il offre des révélations, de véritables dossiers secrets (d'où vient l'impulsion étrangère avec ses techniques et ses finances ?) et d'autre part il fait une synthèse et tire la leçon des événements.

Soyez persuadé que dans ce livre vous y trouverez des renseignements inédits qui vous éclaireront singulièrement les faits.

En vous démontant le mécanisme, Duprat vous prouvera que les deux vainqueurs réels (pour combien de temps ? Seul

l'avenir le dira) des troubles sont le P.C. (qui a, en fait, eu raison de combattre l'aventurisme gauchiste) et le Gaullisme. Les deux forces réelles du pays sont actuellement l'Armée (le nationalisme) et les Syndicats (le Socialisme); tant que ces deux forces ne se marieront pas, le pays sera malade. Car ce n'est certainement pas la démocratie parlementaire qui peut être la panacée : les dernières secousses ont établi clairement son inefficacité si ce n'est son ridicule.

Duprat a eu l'idée intéressante de mentionner en annexe le calendrier, jour après jour de faits marquants de ce printemps orageux. Il nous présente aussi un tableau complet de tous les mouvements (la dissolution des gauchistes par les gaullistes est un cadeau en or pour les communistes. Quel en fut le prix?). Enfin, Duprat a dressé une brève mais complète et précise biographie des principales têtes de tous ces mouvements. Plus que l'U.N.E.F. qui n'était qu'un paravent, les mouvements moteurs étaient le S.N.E. Sup (dont le portedrapeau était Geismar), la J.C.R. (animée par Krivine, Kravetz, Ben Saïd, Goldberg et Grynsberg), la F.E.R. (dirigée, en particulier, par Goldman puis Berg), l'U.J.C.M.L. (actionnée par Grumbach, Grumblatt et Leibowitz) et enfin le « Mouvement du 22 mars » (représenté par Cohn-Bendit, Castro et Ben Saïd). L'origine de tout ce beau monde est troublante et frappante : le hasard seul ne peut tout expliquer. On a alors admis, peut-être non sans raison, que les Juifs voulaient la chute de De Gaulle à cause de sa diatribe raciste sur le « peuple dominateur ».

Les éléments manquent encore pour déterminer avec sûreté le rôle de Lapassade (Professeur de Faculté en Psychosociologie). Ne fut-il qu'un guignol (c'est lui qui voulut brader les fresques de Puvis de Chavannes, de la Sorbonne)? Ou au contraire eut-il un rôle efficace? Cet ancien trotskyste de « Socialisme ou Barbarie », qui a formé, par exemple, Robert Paris auteur d'un récent « Origines du Fascisme » (Flammarion) dont on vous parlera, a créé et animé les fameux C.R.A.C. (« Comité Révolutionnaire d'Agitation Culturelle) qui ont occupé l'Odéon et l'Hôtel Massa, siège de la Société des Gens de Lettres. Ce Lapassade qui a viré à l'anarchisme (après avoir contesté le Festival d'Avignon, il était au Congrès international

des Ana
second

Dans
leur le
confirm
sien, au
certaine

la Guer
contacte
déjà « e
mandos
à la Fac

Les év
de struc
n'avoir
cule F.A
a eu rais
que d'er
est sévèr
dépeigna

sions » —
« incapa
Après un
actif et
doctrine
sa voix e

ment qu
c'est la p
vous dev

In fine,
tirage, je
sortir le
frappe qu
Ouvrière
mouveme
124, et 1
l'U.E.C. s
n'est que

des Anarchistes à Carrare) qui est-il ? N'est-il réellement qu'un second Aguigui ? J'en doute.

Dans ses conclusions des événements, Duprat met en valeur le poids actuel de l'Armée. Certains bruits sembleraient confirmer cette idée : il se dit que le colonel Leroy (un eurasien, auteur d'un « Dans les Rizières », et qui a connu une certaine heure de notoriété lors des derniers soubresauts de la Guerre d'Indochine, il y a 15 ans environ) serait chargé de contacter 300 officiers ; il y a quelque temps, il en aurait déjà « enrôlé » 65. Ceux-ci seraient chargés d'encadrer des commandos tels que, selon certains, celui qui a opéré à la fin juin à la Faculté Orléans-La Source.

Les événements de mai-juin 1968 ont prouvé aussi l'absence de structure de l'Extrême-Droite qui a éclaté, disparu pour n'avoir pas su comprendre ce qui se passait, pour la minuscule F.A.N.E. qui a su se démarquer des conservateurs et qui a eu raison de ne pas vouloir servir de piétaille aux gaullistes, que d'errement si ce n'est de reniements. Duprat, à juste titre, est sévère pour l'Extrême-Droite ; dans la seule page 157, en la dépeignant, il écrit : « débandade » — « squelettique » — « scissions » — « exclusions » — « déconfiture » — « fantomatique » — « incapable » — « actions mal organisées » — « mal dirigées ». Après un tel bilan, il ne reste plus qu'à construire un mouvement actif et vivant, avec des gens décidés et sérieux autour d'une doctrine solide. Pour que l'Extrême-Droite puisse faire entendre sa voix et connaître ses mots d'ordre, il lui faut bâtir ce mouvement qui est devenu d'une nécessité impérative. Je crois que c'est la principale leçon à tirer de ce livre de Duprat que vous devez de faire lire autour de vous.

In fine, comme ce livre est susceptible de connaître un autre tirage, je signalerai à l'Editeur, bousculé par l'actualité pour sortir le premier tirage, de corriger les quelques erreurs de frappe qui ont pu se glisser. Ainsi, le journal trotskyste « Voix Ouvrière » est dit « anarchiste » 2 fois p. 117 ; de même le mouvement trotskyste F.E.R. est baptisé anarchiste 2 fois p. 124, et 1 fois p. 127. Enfin, p. 142, la scission trotskyste de l'U.E.C. s'est produite en mars 1966 (et non 1968). Mais cela n'est que broutilles à côté de la réussite de ce livre.

Alain BUHLER, « **Petit Dictionnaire de la Révolution Etudiante** », Editions John DIDIER.

Décidément la société de consommation a du bon même pour ses contestataires qui sont heureux d'en abuser. Témoin ce dictionnaire. C'est un tissu de lieux communs et d'erreurs.

L'auteur (sic) ne connaît rien. Des exemples qui le prouvent il y en a à la pelle. Citons-en quelques-uns :

- p. 12 : Sauvageot est baptisé Daniel comme un vulgaire Cohn-Bendit, (avec redite p. 44) ;
- p. 35 : « Occident » serait animé par Holeindre !!! De Tixier-Vignancourt (avec une faute d'orthographe), on n'a retenu qu'une chose : il faillit être l'avocat de Lopez (affaire Ben Barka) ;
- p. 36 : « depuis la dernière guerre, les rues de Paris sont recouvertes de bitume ». L'auteur n'a jamais regardé sur quoi il marchait jusqu'à cet été. A moins qu'il ne connaissait pas le Quartier Latin ;
- p. 40 : « Parmi les édifices universitaires les plus connus, outre le Panthéon... ». Je me demande bien quels cours sont enseignés dans ce brave Panthéon ;
- p. 47 : Selon l'auteur, l'U.N.E.F. est « unanime à revendiquer une allocation d'étude ». Il n'a pas dû savoir que ce cheval de bataille a été enterré depuis 3 à 4 ans car les avis y étaient plus que partagés ;
- p. 48 : « reprenant le slogan de Fidel Castro, parlant de créer deux, trois Vietnam » tandis que même un lecteur de « France-Soir » sait qu'il s'agit de Che Guevara.

Le plus cocasse de tout cela est qu'on présente Alain Bulher comme un « collaborateur d'un grand journal ». (Je serais curieux de savoir lequel) et « brillant jeune professeur » (au Lycée Papillon sans doute).

En bref, c'est un canular écrit par un fumiste qui n'est même pas drôle.

Jean-François BRETON

Défen
tielle :
litique r
lite pas
liquesce
conséqu
tition d
Il est
vahisser
tume, un
tement,
de la ju
qu'il pe
Un fonc
considér
santes. I
personne
accident
ment gé
quand le
pour ret
utilisés.
parents,
musulma
Si cer
trent pl
Inde, il
un pour
payé par
méthode

La vraie Révolution reste à faire

Défendre l'Occident, une tâche qui a omis une action essentielle : la lutte pour une remoralisation générale. L'action politique n'est pas grand-chose si, dans ses objectifs, elle ne milite pas pour une honnêteté toute simple de l'individu. La déliquescence occidentale (elle n'est pas seule en cause) est une conséquence directe d'une immoralité qui grandit avec la répétition des guerres.

Il est faux de prétendre que les mœurs orientales nous envahissent. En Orient, le **backchich** est une antique coutume, une habitude attachée à la fonction, il augmente le traitement, le salaire. Il ne devient « scandale » attirant l'attention de la justice que lorsqu'il atteint d'énormes proportions ou qu'il peut aider tel clan politique à se débarrasser de tel autre. Un fonctionnaire, qui ne pratiquerait pas le **backchich** serait considéré comme un « pauvre type » aux capacités insuffisantes. Il y a quelques exceptions ; j'ai connu l'une d'elles en la personne du Kabyle Salah Bouakour, politechnicien, décédé accidentellement, qui occupa une haute fonction au gouvernement général de l'Algérie (française). Après la dernière guerre, quand les tickets existaient encore, il établissait un bordereau pour retourner au service compétent ses bons d'essence non utilisés. **Ce cas, parmi d'autres, fut unique.** Un de ses proches parents, bachaga, les revendait au prix fort et d'autres, non musulmans, pratiquaient de même.

Si certains pays sont attachés à ces pratiques et s'y vantent plaisamment, nous n'y voyons pas d'inconvénient. En Inde, il est fréquent qu'un agent de police en service réclame un pourboire à l'étranger qui requiert son aide ; est-il mal payé par son gouvernement ? Les dessous de table étaient une méthode commerciale chinoise normale. Etc..., etc... Les indi-

vidus n'étant pas moralement égaux, nous estimons que la corruption, au même titre que la syphilis ou la lèpre, sont des maladies qui mériteraient la mise au point d'une prophylaxie. En Europe, on lutte contre les tares physiques, mais l'hypocrisie enveloppe volontairement les endémies morales qui ne sont pas nouvelles et se développent rapidement avec la course à l'argent, les duperies politiques et les séquelles des conflits internationaux.

Le malaise est-il trop ancien pour être extirpé ? A l'origine de beaucoup de fortunes blasonnées se décèlent des corruptions et des vénalités considérables ! La manière de Fouquet est connue ; je lisais dernièrement qu'avec les sommes perçues pour l'avoine des chevaux des écuries royales, tel talon rouge eût pu nourrir les chevaux de tous les régiments de France. Le « privilège », la « charge », obérèrent le Trésor public davantage que la construction du château de Versailles. Ces temps sont dit-on, révolus, erreur ! Les profits ont changé de caste tout simplement ; les privilèges et les charges sont remplacées par la politique et, avec la démocratie de libre choix, rien ne s'est amélioré, bien au contraire que ce soit en Italie, en Angleterre, en Allemagne, en Amérique, ou en France ; les appétits des profits illégitimes se sont généralisés. Contentons-nous de balayer devant notre porte.

Récemment, devant le tribunal de Grande Instance d'Agen comparurent un maire-conseiller général et ses complices sous l'inculpation de « prise d'intérêts », délicieux euphémisme. Une affaire qui traînait depuis quelques années, mais qu'un « syndicat de défense » (de contribuables) ne lâchaient pas. Les « dégâts » ne s'élevaient qu'à 18 millions ; sans la prescription légale, ils eussent été chiffrés à 75 millions. De cette histoire ne retenons qu'une phrase prononcée par l'avocat de l'accusation, M^e Lapeyronie, stigmatisant « une maladie à l'échelon national », l'emprise du backchich « qui fait qu'actuellement dix pour cent du montant des marchés publics se perdent dans le sable pour grossir des fortunes scandaleuses ».... Nous avons choisi cette intervention provinciale pour indiquer la généralisation de privilèges qui se traduisent par des impôts de plus en plus lourds.

Nous n'avons pas l'intention de fournir une liste de sem-

blables
Galtier-
lot aux
la suiv
la pres
famatic
tas de
l'on sa
gent n
lorsqu
que pa
de la

Un
d'ébou
« clan
vité e
plus c
font
pris
sont
cun c
donne
moye
qui n
mais
cette
trava

En
bliqu
lourc
curro
com
pas
« no
nœu
faill
s'est
Fo
van

blables méfaits. Un numéro spécial n'y suffirait point. Jean Galtier-Boissière avait consacré deux tomes de son **Crapouillot** aux « scandales de la IV^e ». Il en faudrait le double pour la suivante en se référant uniquement à des faits étalés par la presse périodique non conformiste jamais poursuivie en diffamation, ce qui est grave et aide à mieux comprendre « qu'un tas de gens en France mènent un train de vie princier sans que l'on sache exactement d'où ils tirent leurs revenus »... Car l'argent ne vient pas tout seul, il faut l'accrocher ! Comment, lorsque rien (de légal) ne peut le justifier ou ne l'explique que partiellement ? (Notons en passant que les fonds secrets de la V^e s'élèvent à une quarantaine de milliards).

Un camarades d'enfance, succéda à son père entrepreneur d'ébouage, peu importe où. Chaque profession possède son « clan » ; le fils, plus malin que le père, n'a plus qu'une activité extrêmement réduite volontairement et il gagne dix fois plus d'argent (cela dure depuis trois lustres). Ces entreprises font l'objet de soumissions sous plis cachetés après avoir pris connaissance du cahier des charges. Six entrepreneurs sont intéressés et discutent du marché en petit comité. Chacun connaît bien le prix de revient du travail. Alors, on abandonne à l'un la soumission au prix qu'il fixe à la commune moyennant un supplément (copieux) à partager entre ceux qui ne soumissionneront pas des prix inférieurs. C'est enfantin, mais il fallait y penser... et la méthode n'est pas spéciale à cette activité : il faudrait s'étendre longuement sur certains travaux pour des collectivités.

En 1953, M. Pinay, alors président du Conseil, dénonça publiquement les ententes économiques industrielles imposant de lourds prix de marchés aux entreprises nationalisées (en l'occurrence la S.N.C.F.) Un des fournisseurs ayant enlevé une commande avec des prix modérés sur lesquels il ne perdait pas d'argent, fut condamné par le cartel à une amende « noire » de quarante millions... à payer sous peine d'une manoeuvre qui l'eût mis hors d'état de vendre et peut-être en faillite. (On sait que le déficit des entreprises nationalisées, s'est élevé, en 1966, à 3,3 milliards de francs).

Fournisseurs imposés souvent par des garants politiques devant lesquels les fonctionnaires des nationalisations sont dé-

sarmés... s'ils veulent garder leur place? Nous n'exagérons rien, le cas de l'ingénieur Jaunès est un scandale énorme du régime dont la presse, encore digne de ce nom, s'est fait l'écho.

Ce haut fonctionnaire, polytechnicien, ingénieur des P. et T. a dénoncé des marchés qui, selon lui, sont abusifs dans son administration. Le sénateur Marcel Pellenc, rapporteur du budget au Sénat, l'a soutenu à fond après vérification des accusations. M. Jaunès a été traqué, suspendu, réintégré par le Conseil d'Etat; le chef de l'Etat et des ministres ont refusé de signer l'arrêt demandé contre lui. Finalement, par un biais, on a tout de même réussi à l'éliminer en octobre dernier. Le *Canard Enchaîné*, en cherchant bien, avait publié le nom d'une firme vendant beaucoup trop cher dans laquelle figurait un proche parent d'une haute personnalité politique.

Nous en sommes là des mafias internes qui mettent la France en coupe réglée d'une façon ou d'une autre. Dans *l'Express*, Georges Chaffard (« Les rebelles du Pacifique ») a conté dans le détail quels moyens officiels étaient employés, les plus ignobles, pour préserver le privilège rothschildien du Nickel; par maillons, nous remontons encore à des illustrations politiques notoires. Rappelons que l'homme, très modeste, dénonciateur du trafic des piastres qui enrichit (par milliards), banquiers, politiciens et trafiquants, fut le seul condamné dans cette affaire. Pourquoi s'étonner que le service des P. et T. marche moins bien que les P.T.T. d'avant 1914, que les rapports de la Cour des Comptes ne soient pas suivis d'actions judiciaires pour dilapidation des deniers publics? (1) Un pays à l'encan qui rappelle la réponse de Napoléon I^{er} à l'un de ses proches lui signalant des malversations: « Croyez-vous qu'ils me serviraient avec tant de zèle s'ils n'y trouvaient pas leur bénéfice? » Pourquoi s'étonner encore que beaucoup de citoyens épris de purisme civique s'orientent vers une extrême-gauche symbolisée par un pays qui déporte, et fusille au besoin, ceux qui confondent les biens communautaires de la nation avec les combinaisons particulières? Il y a encore des hommes qui, comme le Tellier des « Loups » de Romain Rolland, refusent de transiger avec des principes de moralité considérée, par les « esprits forts », comme périmés alors qu'ils

forment
la vérol
matéria
nous di

Nous
cis, mên
dans l'i
magnifi
tit » qu
en un m
ou trois
à un te
vaux. C
d'argen
pour la
sion m

Le m
d'un a
« C'es
adress
grâce
certain
moyer
la ma
notre
ignore
plus s
d'un
lui de
sa ma
à Mic
savez
nétisi
merd
sion
avis!

No
quisi
ture

forment la base d'une justice sociale. Le pragmatisme, comme la vérole, est contagieux, mais il n'est que le triomphe d'un matérialisme devenant foire d'empoigne : « la part du feu » nous dit un ancien ministre.

Nous ne pouvons pas nous permettre de citer des faits précis, même s'ils émanent directement de parents, d'amis, qui, dans l'intimité, « se déboutonnent » avec complaisance pour magnifier leur adaptation à la vie moderne. Cela va du « petit » qui, moyennant une enveloppe de 500 francs, installera en un mois ce que d'autres, non « affranchis », attendront deux ou trois ans, à la voiture neuve, carte grise en main, « offerte » à un tel pour signer les yeux fermés la réception de tels travaux. Car, la psychologie entre en jeu. X... ne recevra jamais d'argent, mais il acceptera une voiture, une croisière de luxe pour lui et sa femme, etc... Subtilités... pour une compromission morale identique.

Le mal rampe, s'introduit partout. Nous estimions la facture d'un artisan-peintre quelque peu exagérée. Voici la réponse : « C'est mon beau-frère, le menuisier, qui vous a donné mon adresse, comme d'habitude, il m'a demandé 10 % puisque c'est grâce à lui que j'ai travaillé chez vous ! » Il y a longtemps que certains dossiers passent du dessous au-dessus de la pile, moyennent le billet discret. Quoi prouver ? Tout se passe de la main à la main, sans reçu, sans déclaration au fisc, d'où notre prudence pour éviter l'intervention de syndicats qui ignorent aussi la moralité de syndicalisme. Mais le fait le plus stupéfiant, à nos yeux, réside dans la réponse « mariolle » d'un intellectuel de 18 ans, fils d'un haut fonctionnaire. Nous lui demandions des nouvelles d'une jeune amie de son âge, sa maîtresse depuis un an : « Fini, nous dit-il, elle faisait envie à Michel, alors je lui ai refilée pour trente sacs (300 F). Vous savez, des filles on en a à la pelle ! » Aucun sentiment de proxénétisme chez ce garçon, futur professeur. Il dit qu'il se « démerde », tout simplement ! L'apprentissage de la « commission » commence peut-être un peu de bonne heure. A notre avis ! Ce qui n'engage que nous.

Nous brosons une ambiance, nous ne dressons pas un réquisitoire qui ne servirait à rien. Nous pensons qu'une pourriture volontairement cachée fait rapidement tache d'huile, et

que cette liquéfaction morale est un facteur bien plus important que la faiblesse militaire pour la réalisation de desseins extérieurs. Dans la doctrine léniniste, on note d'ailleurs que cette déliquescence morale des pays capitalistes ne peut que favoriser la propagande communiste dont les principes (?) de vertus constituent des pôles attractifs. Reste à savoir ce que vaut la pratique, c'est entendu, mais à l'Est, la presse de futoir, d'alcôve, érotique, du sang à la une, n'existe pas. Ainsi ne s'offre pas aux faibles d'esprit, aux snobs, le « problème », le « complexe », c'est-à-dire une fausse sensiblerie que l'on confond avec « l'humain » et plus simplement avec l'autorité familiale.

Il est curieux, étrange, qu'aucun effort de remoralisation civique n'ait été tenté depuis 1945. On a l'impression que celui du gouvernement de Vichy gênait ses successeurs. L'immoralité, le fratricide, l'injustice, offraient-ils un tremplin trop friable pour qu'un élan fut sérieux ? Aucun idéal n'a été offert aux aspirants à un nouvel horizon. Aucun requin, aucun escroc d'envergure, aucun politicien corrompu, aucun fonctionnaire vénal, ne furent mis au pilori pour inciter leurs imitateurs à revenir à des conditions plus saines de l'emploi de l'argent, du sacerdoce de la fonction et du maniement de la politique. Les complicités bravant les lois, la police, parfois la justice, pourquoi être surpris par les volcans qui grondent, par ce militantisme pour quelque chose de différent comme le maoïsme qui s'attaque à la réforme de la nature humaine, ou les hippies pour lesquels j'éprouve une certaine tendresse à cause de leur isolement d'un monde taré ?

La vie trépidante moderne, les appétits exagérés du commerce, la psychologie de l'automobiliste, l'existence en clapier, la sexualité débordante, aggravent l'immoralité sans que personne s'émeuve. Ce qui explique que tant d'enfants rejettent leurs parents-vieillards dans les bras de l'Etat chiche.

Le socialisme moderne ne peut s'édifier que sur la responsabilité et l'honnêteté individuelles. M. Brejnev n'a peut-être pas tort de prétendre que socialisme et démocratie sont incompatibles, surtout quand la démocratie s'est transformée en masque des puissances d'argent (masque et paravent) jouant l'accélération de la consommation industrielle. C'est

moins
mais
à de r
de pa
maffio
lisés
l'ense
l'espé
par la
pour
la pr
quatr
ment
conso
d'une

N.
et Ir
de la
blici
(pou
Au r
ciété
cet
dire
de
tour
son
d'in
acci
M.

(
règ
nai
fica
che
des
S.M
éle
Fr
de
pa
tal
et
ch
qu

moins la doctrine que l'homme qu'il convient de repenser, mais puisque l'homme ne consent généralement à revenir à de meilleurs sentiments qu'à la vue du motard, il est urgent de passer à la chaudière les corrompus, les stipendiés, les maffiosi de l'économie pilleurs des deniers publics nationalisés ou non, les politiciens véreux, bref tout ce qui incite l'ensemble d'une population encore amendable à tricher dans l'espérance de l'impunité dont jouissent les forbans protégés par la gangrène politicarde. Il faut donc demander à nouveau pour quelle raison le parlement refuse de mettre en discussion la proposition de loi du sénateur Marcilhacy — qui date de quatre ans — et préconise le contrôle des fortunes des parlementaires et hauts commis de l'Etat. Un régime qui a bonne conscience ne devrait pas redouter la lumière... Et l'exemple d'une régénération ne peut venir que d'en haut !

N.B. : Dans D.O. de novembre 1968, dans le titre « **Publicité et Indépendance de la Presse** » nous avons traité le problème de la publicité à la télévision française. Les tarifs de cette publicité de marques sont : 7 millions anciens les trente secondes (pour une seule émission) et 3,8 millions pour 15 secondes. Au moment où cet article est écrit, nous apprenons qu'une société privée de gérance de cette publicité, créée spécialement à cet effet, vient de voir le jour. Ce « job » formidable a pour directeur, le gaulliste J.-C. Servan-Schreiber (cousin des mêmes de l'Express) qui distança François Mitterrand au premier tour des dernières élections législatives. Les offres publicitaires son tellement nombreuses que l'O.R.T.F. n'avait aucun besoin d'intermédiaire (auquel il faudra verser une commission) pour accueillir cette publicité de marques. Pourquoi spécialement M. J.-C. Servan-Schreiber ?

Pierre FONTAINE.

(1) Personne ne s'est encore attardé sur la démagogie qui règne dans certains services publics livrés à ses fonctionnaires sans réalisme. Alors que les P. et T. perdent leur efficacité malgré une surcharge de cadres supérieurs, c'est le chef de l'Etat qui, au cours de l'examen du budget en conseil des ministres, a fait la remarque suivante sur le déficit de la S.N.C.F. La traction électrique est d'un coût beaucoup plus élevé que la traction par Diesel ; or, elle est réalisée, en France, à 21 %, alors qu'en Allemagne fédérale elle n'est que de 8 % et aux Etats-Unis, réalistes, de 1 % !! On pourrait aussi parler des coûteux essais des P. et T. pour des « fusées postales », des prix facturés pour les constructions scolaires et et autres. (En Italie, un appartement en co-propriété — plancher et plinthes en marbre — spacieux vaut 50 % de moins qu'en France).

Chronique des Arts

CHARLES MERYON, PEINTRE-GRAVEUR (1821-1868)

au Musée de la Marine

Etrange figure que celle de ce Charles Meryon, peintre et graveur, qui eut une existence si tourmentée, qui après avoir été officier de marine, sorti de l'Ecole navale avec le grade d'aspirant, avoir effectué plusieurs croisières sur les bâtiments de l'Etat — notamment un voyage de circumnavigation, avec stationnement aux îles de l'Archipel polynésien — ayant démissionné sans motifs bien précis, mettra à profit son talent de dessinateur afin de tenter une carrière d'artiste. Elle ne lui apportera que des moyens d'existence précaires. Objet d'internements successifs, conséquence d'un désordre mental, que la science psychiatrique de l'époque ne permettra ni de diagnostiquer avec certitude, ni de guérir, il finira ses jours à l'Asile national de Saint-Maurice de Charenton, dans le cimetière duquel il fut inhumé.

Jamais jusqu'ici un hommage officiel n'avait été rendu à celui qui fut un artiste du plus incontestable talent et un graveur hors de pair. Il semble que la célébration du centenaire de sa mort aurait dû incomber à la Bibliothèque nationale, dont le Cabinet des estampes conserve une collection de ses œuvres. Mais on doit savoir gré à la Direction des Musées de la Marine d'avoir pris en charge cet anniversaire, rendant hommage au marin et à l'artiste, bien que la carrière de Meryon, officier de marine, eût été des plus brèves — 1837, année de son entrée à l'Ecole de Brest, 1848, année de sa démission — et que le rappel de ses états de service ne constitue en soi qu'une assez mince justification.

Cela nous vaut une exposition, organisée avec un soin

qu'on
conte
sur la
ainsi
méro
rique
qui
chan
Mari
l'hist
dont
Ducr
tence
telle
pas
et au
Ma
si ce
ceux
à l'a
teur,
naïtr
origi
phèr
l'hist
tions
Emp
phie
ditio
resta
au li
part
de l
Notr
L'
Pari
sime
prix
résie

qu'on pourrait presque qualifier d'excessif, dans laquelle le contexte historique et biographique l'emporte de beaucoup sur la présentation de l'œuvre du peintre-graveur, qui apparaît ainsi noyé dans une masse de documents — près de 900 numéros au catalogue — hydrographiques, géographiques, historiques, iconographiques, dont aucun n'est dénué d'intérêt mais qui risquent fort de disperser l'attention des visiteurs cherchant un artiste et trouvant un raccourci de l'histoire de la Marine française sous la fin du règne de Louis-Philippe, de l'histoire anecdotique du Second Empire. Par ailleurs les locaux dont disposait le Commissaire de cette Exposition, M. Jean Ducros, qui nous a déjà administré les preuves de sa compétence et de sa scrupuleuse érudition, se prêtaient mal à une telle manifestation, dont le succès ne répondra sans doute pas aux efforts qu'elle a exigés — deux ans de préparation — et aux soins apportés à sa présentation.

Mais nous ne pouvons pour autant boudier notre plaisir et si cette exposition exige beaucoup d'attention de la part de ceux qui la visiteront, elle les mérite. Pour peu qu'ils la suivent à l'aide du remarquable catalogue établi par son organisateur, elles les paiera largement de retour : leur faisant connaître et apprécier l'œuvre d'un des artistes graveurs les plus originaux du XIX^e siècle, tout en les replongeant dans l'atmosphère d'une époque qui fut une des plus vivantes. Concernant l'histoire monumentale de Paris, du Paris d'avant les destructions d'Hausmann et des embellissements (?) du Second Empire, de très nombreux documents, estampes et photographies anciennes y restituent la physionomie de ce Paris traditionnel, qu'il eût convenu d'aménager, de « cureter », de restaurer intelligemment dans ses quartiers les plus sensibles, au lieu de le massacrer, ne serait-ce que celui de la Cité, qui fut partiellement rasée afin d'y édifier la Caserne de la Préfecture de Police et y installer ce morne lac de bitume du Parvis Notre-Dame.

L'intérêt de l'œuvre de Meryon, qui se fit illustrateur de ce Paris ancien en d'admirables planches, dont certaines rarissimes que les collectionneurs d'aujourd'hui se disputent à des prix qui pour certaines dépassent le million d'anciens francs, réside à la fois dans leur étonnante valeur graphique, soute-

nant la comparaison avec celle des meilleurs graveurs, aquafortistes et burinistes, du XVII^e siècle, les Israël Silvestre, les Jacques Callot, les Abraham Bosse, les Claude Mellan, et dans leur valeur d'évocation. Jamais peut-être aucun artiste ne nous donnera de telles transcriptions de ce Paris d'autrefois, dont il nous faut retrouver la physionomie dans les descriptions de Balzac, voire dans les tableaux brossés par l'auteur des *Mystères de Paris*, cet Eugène Süe, qui mérite d'être relu, ne serait-ce qu'à titre documentaire.

On comprend pourquoi Charles Baudelaire (dont Paris va célébrer le Centenaire, car il mourut la même année que Charles Meryon, dont il fut l'exact contemporain) tenait l'œuvre du graveur, pourquoi un Philippe Burty se fit son introducteur auprès des éditeurs et amateurs de l'époque. Ce qui frappe dans ces eaux-fortes, d'un métier si précis, d'une technique si parfaite, précédés de dessins d'acheminement ayant la rigueur de l'épure, c'est dans un graphisme et une exactitude documentaire, qui ne laissent rien à redire et que permettent de contrôler les rares clichés photographiques de l'époque, leur étrange pouvoir suggestif, ce fantastique à l'état pur qui fait de Meryon le précurseur d'un Adolphe Bresdin, d'un Odilon Redon, l'héritier d'Eugène Delacroix, illustrateur de la *Légende de Faust* et des *Drames shakespeariens*, le frère en esprit d'Edgar Poe, du Victor Hugo de *Notre-Dame de Paris*, des *Misérables*, des *Travailleurs de la mer*, écrivain au style puissamment suggestif mais aussi dessinateur d'un surréalisme obtenu par des moyens plus gratuits, une technique beaucoup plus hasardeuse que celle de l'impeccable Charles Meryon.



Je tiens à ajouter un post-scriptum, un peu insolite, à ce compte rendu critique. J'ai dit tout le bien que je pensais du catalogue établi par Jean Ducros ; il n'est pas loin d'être exemplaire par sa valeur documentaire et le soin avec lequel en sont rédigées toutes les notices, mais qu'il me permette une observation d'ordre simplement grammatical .

Pourquoi ce solécisme grossier, se répétant presque à chaque page, qui consiste à donner au verbe *partir* un sens qu'il

n'a pas
ne peut
verbe i
de man
constar
de plus
ceptabl
prévalc
cet usa
simple

Parti
sitif p
tanciel
val, pa
peut a
et qui
que p
d'état
logiqu
et dai
consta
Paris,
que l
lui fa
Paris,
et éc
accep
parti
sous-
le gé

La «
tio

C'e
que
ce q

n'a pas et des compléments circonstanciels de destination, qu'il ne peut en aucune manière comporter. Le verbe partir est un verbe intransitif, n'ayant pas de tels compléments si ce n'est de manière elliptique par la suppression de la proposition circonstancielle qu'il peut introduire. J'avoue que la faute est de plus en plus commune, mais elle n'en reste pas moins inacceptable, surtout chez un écrivain, et l'usage ne saurait ici prévaloir contre l'étymologie et le bons sens, surtout lorsque cet usage résulte d'une méconnaissance de la langue et d'une simple confusion.

Partir signifie quitter un lieu, s'en séparer et ce verbe intransitif peut-il, tout au plus, admettre un complément circonstanciel de manière ou d'état — **partir en guerre, partir à cheval, partir en voiture, partir en colère...** — mais jamais il ne peut avoir le sens d'un verbe exprimant une action orientée et qui se prolonge. **Partir à Paris, partir en Grèce...** : ce n'est que par confusion avec l'usage du complément circonstanciel d'état que s'est accréditée cette construction vicieuse et illogique voulant signifier : **aller à Paris, aller en Grèce...** En fait et dans la mesure où on peut admettre un complément circonstanciel de lieu au verbe partir, dans la locution « **partir à Paris, partir en Grèce** »..., il ne pourrait signifier exactement que le contraire de ce que ceux qui l'emploient prétendent lui faire signifier, et ceci voudrait dire simplement : **quitter Paris, quitter la Grèce...**, mais pour aller où ? Il faut donc dire et écrire : **partir pour Paris..., pour la Grèce**, seule locution acceptable. Avec la préposition **en**, on pourrait encore dire : **partir en direction de Paris..., de la Grèce**, mais sans pouvoir sous-entendre, pour autant, le terme « **direction** », gouvernant le génitif exprimant le lieu.



La « Librairie » de Charles V, - Sixième Centenaire de la fondation de la Bibliothèque nationale, à la Galerie Mansart.

C'est une très intéressante et très séduisante exposition que celle organisée par la Bibliothèque nationale pour célébrer ce qui serait le sixième centenaire de sa fondation par le trans-

fert, en 1368, de la Librairie de Charles V dans une tour du Louvre, cette Librairie royale qui fut en quelque sorte après sa reconstitution et enrichissements successifs le noyau de la Bibliothèque royale, aujourd'hui Bibliothèque nationale. Mais là encore et plus peut-être qu'à l'Exposition Meryon il convient de disposer, pour en comprendre toute la signification, du remarquable catalogue dû à la plume autorisée de M. Avril, conservateur au Cabinet des manuscrits, et dans sa partie numismatique à celle de M. Lafaurie, conservateur au Cabinet des médailles.

Mais à s'en tenir à l'exposition des documents présentés sous vitrine, avec sans doute beaucoup d'intelligence et de soins, ainsi qu'aux brèves notices qui les accompagnent, on risque, si l'on n'est pas initié, de très mal mesurer l'importance de ces documents et de se représenter encore plus mal l'événement historique que leur rassemblement évoque et commémore.

Ces documents, ce sont essentiellement les manuscrits à peintures, provenant de cette Librairie de Charles V, dont beaucoup de livres sont parvenus jusqu'à nous mais qui se trouvent aujourd'hui dispersés en divers dépôts français et étrangers. A ces documents capitaux se joignent des documents d'accompagnement, plats de reliure, sceaux, monnaies, chartes, quelques rares autographes, des pièces d'orfèvrerie prestigieuses empruntées à ce qui fut le Trésor de France, déposées en diverses résidences ou lieux insignes — Sainte Chapelle de Paris, Abbaye de Saint-Denis, Trésors de la Cathédrale de Reims et de Chartres — monuments iconographiques : gisant du roi à Saint-Denis et cette statue qui le représente sous les traits de Saint Louis, statue déposée aujourd'hui au Louvre, mais dont l'origine est énigmatique, provenant très vraisemblablement des piédroits de portail d'une église parisienne saccagée à la Révolution.

Le visiteur, qui n'est pas assisté par une connaissance préalable de ce fonds et de ses origines, ne peut que se faire une idée très vague de ce que pouvait être cette Librairie de Charles V, le roi sage et lettré, qui fut un des grands monarques de la dynastie capétienne. A l'exemple de quelques-uns de ses

prédécess
une libra
manuscri
sur-Marna
Palais de
aménagée
l'inventai
Blanchet
de ce fo
visaient
mission
de la coll
à la mo
ment pl
tait ains
que dev
cela jus
bliothèq
public,
par la c
Quant
logue —
talogue
Elle eût
si dans
eussent
être un
siècle,
ses pu
revêtus
leurs
un inv
le con
sent é
procéd
éviden
leur,
sériés
De

prédécesseurs s'étant intéressés aux lettres et ayant constitué une librairie, Charles V, — centralisant une collection de manuscrits, dispersée en d'autres châteaux (Vincennes, Beauté-sur-Marne, Fontainebleau, Melun, Saint-Germain-en-Laye, le Palais de la Cité), en une tour du Louvre, où trois pièces aménagées à divers étages les reçurent, — faisant dresser l'inventaire de ses neuf cent dix-sept volumes par Jean Blanchet en 1380, — veillant à l'entretien, à l'enrichissement de ce fonds, — édictant des dispositions testamentaires qui visaient à en empêcher l'aliénation et à en assurer la transmission à ses successeurs (ce qui n'empêchera pas la vente de la collection, en 1435, au duc de Bedford, régent du royaume à la mort de Charles VI, collection qui fut rachetée partiellement plus tard), — Charles, lecteur assidu, juriste avisé, jetait ainsi les fondements d'une grande institution française, que devaient reprendre, enrichir, consolider ses successeurs, cela jusqu'à la Révolution et jusqu'à la création de notre Bibliothèque nationale, transformée en 1926 en Etablissement public, réunissant divers dépôts, assurant son fonctionnement par la création d'un statut désormais autonome.

Quant aux documents ainsi réunis — 208 numéros au catalogue — si les textes de présentation et les notices de ce catalogue sont en soi très explicites, leur présentation l'est moins. Elle eût gagné en clarté, en valeur documentaire et suggestive, si dans son préambule des maquettes, des clichés synoptiques eussent permis au visiteur de se représenter ce que pouvait être une librairie royale, dans la seconde moitié du XIV^e siècle, avec ses parois lambrissées, ses armoires à livres, ses pupitres de lecture, ses plateaux tournants, ses manuscrits revêtus de reliures en tissus précieux ou simples parchemins, leurs marges ornées de signets de soies multicolores, — si un inventaire complet méthodique et lisible lui en eût donné le contenu intellectuel, — si les calligraphies d'époque lui eussent été explicitées par des spécimens exemplaires, — si les procédés et le style de leurs enlumineurs lui eussent été rendus évidents par des reproductions choisies en diapositifs de couleur, analogues à ceux exposés près de chaque volume mais sériés, là, par provenance, sujets et affinités.

De telles expositions ont pour but d'élargir la culture des

visiteurs, de les initier à ce qui jusqu'ici n'a été que la pâture des spécialistes. Il convient donc de donner à de telles manifestations un caractère intelligemment attractif, capable de séduire, de retenir et d'instruire, disons mieux, d'éduquer. Ceci d'autant mieux qu'en des réalisations muséographiques ainsi conçues les spécialistes eux-même auraient quelque chose à apprendre, tant sont étroits les compartiments dans lesquels viennent aujourd'hui s'insérer les connaissances d'érudition. La maquette représentant les fondations du premier Louvre telles qu'elles furent exhumées à la suite des fouilles de 1868 est sans doute très intéressante, mais il eût été possible d'aller plus loin, dans les restitutions architecturales, aussi bien que dans l'évocation par l'image d'une époque qui échappe au public cultivé se faisant du moyen-âge français et européen une idée aussi fautive aussi approximative que celle qu'il peut avoir de la Rome antique et des cités mésopotamiennes.

Il y a mieux à faire. S'agissant de l'histoire, de l'évolution et du développement de la peinture des manuscrits, de l'art des enlumineurs, corrélatif de celui des peintres à fresque et des peintres de chevalet, qui furent souvent les mêmes artistes mais dont les tableaux nous sont parvenus beaucoup plus rares et souvent mutilés. Et je trouve assez mince la part qui lui est faite dans l'avant-propos de Marcel Thomas aux notices les concernant. Sans doute on pouvait considérer ce thème comme simplement accessoire dans une telle manifestation. Une collaboration des spécialistes du département des peintures au Louvre eût, sans doute, permis de lui donner plus d'ampleur, plus de signification. Le sujet est, en effet, du plus haut intérêt, un sujet capital, pour peu que l'on ait en vue l'histoire de l'art français, dans sa phase précédant la Renaissance et l'Époque dite classique, périodes sur lesquelles nous sommes infiniment mieux pourvus et informés, mais périodes qui demanderaient, elles-mêmes, à être élucidées par une connaissance plus objective et plus profonde de l'art médiéval, dans lequel cet art renaissant et classique plonge ses racines.

La grande Exposition des Primitifs français au Palais du Louvre et à la Bibliothèque nationale, en 1904, est déjà bien loin ; rares sont les amateurs et érudits qui peuvent aujourd'hui en évoquer le souvenir, autrement que par le catalogue

qui en
tions
bliothé
origine
de sai
tulatio
frança
conter
trop s
n'y a
inculte
fort lo
de voc
connu
vailles
en gog

Andr

Je si
de leur
de l'au
rie, qu
la bell
sacre
homm
climat
l'écriva
phes, é
Suarez
graphi
sculpte
a vécu
notre
qui a

qui en fut dressé. Moins lointaines, il est vrai, les trois expositions successives consacrées, il y a quelque dix ans, par la Bibliothèque nationale aux manuscrits à peintures en France des origines jusqu'aux temps modernes. Il serait bon cependant de saisir toutes les occasions offertes pour tenter des récapitulations, d'opérer la synthèse des connaissances acquises. L'art français est un tout. Les prétentieuses exégèses des critiques contemporains, consacrées aux écoles d'art actuelles, donnent trop souvent l'impression qu'il s'agit de découvertes là où il n'y a que balbutiements de la part d'artistes plus ou moins incultes, émettant la prétention d'inventer ce qui fut dit depuis fort longtemps en un bien meilleur langage, avec une richesse de vocabulaire et le recours à des techniques oubliées ou méconnues, par des œuvres, auprès desquelles les pseudo-trouvailles des cubistes ne furent que divertissements de rapins en goguette.

*
**

André Suarès (1868-1948), au Musée Antoine Bourdelle

Je signale aux amis des lettres, à tous ceux qui sur un rayon de leur bibliothèque gardent, pour les relire, quelques volumes de l'auteur du *Voyage du Condottiere*, ce personnage hors série, qui a honoré son temps, André Suarès, si pareil à ses livres, la belle et émouvante exposition commémorative que lui consacre le Musée Bourdelle. Familier du grand sculpteur, cet hommage, apparemment hors de lieu, lui est rendu dans le climat d'une amitié réciproque qui a exalté les deux hommes, l'écrivain et le peintre. En dehors des très nombreux autographes, émanant d'artistes et d'écrivains ayant correspondu avec Suarès, et exemplaires de ses éditions originales, des photographies, des dessins, des peintures, des portraits peints ou sculptés recréent l'ambiance étroite mais haute, dans laquelle a vécu ce gentilhomme de lettres, que dépayserait sans doute notre époque mécanisée et notre société de consommation qui a exilé l'esprit.

F.-H. LEM.

LES LIVRES DU MOIS

Jacques ISORNI et Louis CADARS, « Histoire Véridique de la Grande Guerre », Flammarion.

Ce premier volume, d'une série qui doit en comprendre trois, représente une bonne synthèse historique des origines de la Première Guerre Mondiale et des événements militaires de 1914 sur le front occidental jusqu'à la bataille de la Marne. Les auteurs font revivre les antagonismes politico-économiques qui feront inéluctablement déboucher sur le drame mondial les provocations serbo-russes des enragés du Pan-Slavisme.

Les portraits des responsables politiques sont bien venus, encore que ceux de Guillaume II, de Bulow et surtout de François-Joseph soient beaucoup trop chargés. Il paraît peu probable, à propos de l'Autriche-Hongrie, que les auteurs aient utilisé l'ouvrage si important de Graukshauv « La fin des Hasbourgs », qui rectifie utilement les nombreuses idées fausses qui traînent dans tous les livres d'histoire sur la pseudo-grande responsabilité de Vienne dans la crise mondiale. Des jugements tels que « Berchtold... puis Hitler... fossoyeurs de l'œuvre de Bismarck » peuvent surprendre et nous paraissent très contestables.

Par contre les passages démythifiant le « militarisme Prussien », « l'incident de Saverne », et replaçant dans le contexte général du « chauvinisme de Grande Puissance » les errements passagers de la politique allemande, emportent la conviction.

Les conceptions folles de l'Etat-Major Français, les hésitations malencontreuses de Moltke, Chef d'Etat-Major des Armées Allemandes, la non-compréhension quasi-générale de ce que devait être une guerre moderne sont intelligemment étudiées. On peut cependant noter des jugements militairement

très
auteu
avoir
batail
croise
ment
contr
type
Lütz
se dé
La
Isorn
porta
Fran
la pa
le go
sarro
décis
La
fort
En
ques

Roge

Co
Som
nier
gran
cet
de n
tout
vert
Nan

Pe
est l
Maft
un s
cath
créa
ni d
non
Jule
exp
dim
l'écr
moi

très contestables : c'est ainsi qu'à la page 257 du livre, les auteurs reprochent à l'Amiral Anglais Troubridge de ne pas avoir attaqué dans la nuit du 6 au 7 août 1914, le croiseur de bataille Göben (renforcé du croiseur léger Breslau) avec ses croiseurs type « Defence », qu'il estimait, dans son enseignement à l'École Supérieure de Marine, incapables de lutter contre un croiseur de bataille. Or, au Jutland, les croiseurs du type « Defence » seront massacrés par le Derrflinger et le Lützow, croiseurs de bataille allemands, sans même pouvoir se défendre...

La phase de l'offensive allemande à l'Ouest permet à Maître Isorni et à Cadars de présenter une bonne synthèse des études portant sur la ruée des troupes germaniques à travers la France... Quelques annotations intéressantes y figurent, telle la panique de Clemenceau, fuyant Paris encore plus vite que le gouvernement, tant il fustigera ensuite la lâcheté..., le désarroi de ce même gouvernement, incapable de prendre une décision et se répandant en gémissements et en récriminations.

La marche à la défaite de l'invincible armée allemande est fort bien décrite, terminant le livre sur une note très valable.

En bref, un bon ouvrage de synthèse, faisant le point d'une question toujours aussi controversée.

Roger BESUS, « Le Maître », Un humaniste pour notre temps.

Comme j'eusse aimée entendre les réflexions de Thomas Sommary, au lendemain des colères estudiantines de mai dernier ! Ce professeur enthousiasmant — comme autrefois le grand Alain — ses élèves de la « khâgne » du lycée Henri IV, cet indépendant, cet humaniste dont le souci permanent est de montrer à ses jeunes auditeurs que le sens de l'étude et de toute vie est « d'apprendre à comprendre », qu'aurait-il découvert sous la phraséologie destructrice des contestataires de Nanterre et de la Sorbonne ?

Peut-être le saurons-nous un jour car Thomas Sommary est le personnage-sujet du dernier roman de Roger Bésus « Le Maître » (Plon) et parce que l'auteur, édifiant son œuvre avec un sens de la continuité comparable à celui des bâtisseurs de cathédrales, fait réapparaître d'un livre à l'autre les mêmes créatures, tout au moins certaines d'entre elles. Il ne s'agit là ni d'un procédé, ni d'une solution facile pour éviter les redites, non plus que d'une conception voisine de l'unanimité de Jules Romains : c'est une nécessité d'ordre psycho-sociologique exprimant l'unicité de la société décrite. Compte tenu des dimensions, de la valeur de certains personnages, Hervé Mauny, l'écrivain (un double de Roger Bésus ?) Désespérant, le témoin de Dieu, Dauvray, le poète, évoqués ou participant à

l'action centrée ici sur Sommery, philosophe, disciple de Spinoza, homme de son temps et contempteur des engagements politiques limités, il est permis de supposer que le romancier a voulu opposer aux tricheries des médiocres une option franche pour une existence pensée et vécue en conscience : un véritable humanisme.

Car cet auteur est d'une carrure peu commune ; il affectionne les grands sujets, les entreprend et les traite avec la puissance et le savoir-faire de l'ouvrier depuis longtemps passé maître, qu'aucune difficulté ne rebute. Même, il choisit d'échafauder les obstacles pour mieux les franchir ; il construit sévèrement le roman qui se présente à première vue comme une succession de tableaux où alternent portraits, scènes dominées par l'esthétique, le tragique ou le dérisoire, l'action étant limitée dans le temps aux vingt-quatre heures classiques.

Débutant et s'achevant sur les pensées, en monologue ou dialogue de Georges Bidault, participant à Genève à la conférence sur l'Indochine, un jour d'avril 1954, « Le Maître », ainsi daté, offre plusieurs dominantes, dont la synthèse est assurée par Sommery, dans son cours à Henri IV, s'intéressant à un jeune autodidacte (rencontré dans « La couleur du gris »), près de sa maîtresse silhouette d'une esquisse féminité notwithstanding son métier d'entraîneuse, prononçant lors d'une conférence publique l'éloge de la IV^e République déclinante. Il y a aussi l'amour d'un voyageur de commerce pour une ancienne danseuse ; il y a surtout le crime de Nuce, jeune fille gâtée et perverse, qui précipite d'un cinquième étage son méprisable petit amant, devant un drogué, artiste raté, agonisant, avec qui elle va fuir tout le jour les recherches policières, protégée par Despérant, le journaliste mystique qui pratique la charité jusqu'à l'absurde ; tout cela pour trouver refuge chez le baron Bourgain — le Bourgain de « La vie au sérieux » —, arrivé, tout-puissant, qui reçoit ce soir-là écrivains, musiciens, peintres, politiciens, etc. L'art, l'idée pure en premier plan, le drame sordide en coulisse.

Or, dans ce fourmillement de personnages, cette multiplicité de situations, tout converge vers ce qu'on pourrait appeler le paramètre Bourgain-Sommery : le lien — et le bien — matériel, la pensée qui anime et corrige l'action. Car cette œuvre est UNE, il faut le dire encore. Si Roger Bésus abandonne l'un pour retrouver l'autre, s'il observe, situe, décrit chacun avec une précision de naturaliste, ce n'est pas pour surprendre le lecteur ou forcer sa sympathie : c'est parce que le fil conducteur est ici la préséance de l'humaine vérité. Vieillards blasés, intellectuels sceptiques ou passionnés, jeunes dépravés ou meurtris, — purs ou non —, indifférents ou enthousiastes, tous participent du mouvement de la vie, de sa simultanéité. C'est en quoi « Le Maître », fresque sans complaisance, sans

con
d'un
sion
lité.

Rog
50

C
est
les
par
incl
bien
est

E
des
que
est
ma

1
ses
cor
ave
sur
nor
pri
Pey
cip
Na
les
cor
387

(p.
Il
« h
fait

2
(l'
Po
nis
ver
da
tiv
(p.

concession aux goûts du jour, est comme le nouvel épice d'une œuvre romanesque qui dispense au lecteur cette impression de plénitude à quoi se reconnaît son exceptionnelle qualité.

W.P. ROMAIN

Roger PEYREFITTE, « Les Américains », Flammarion, 1968, 508 pages, 28 F.

Ce livre comme Roger Peyrefitte, le fait à son habitude, est écrit avec du soufre. L'auteur aime le scandale : il attaque les conformismes politiques et ne mâche pas ses mots d'une part, il pimente son récit de ses phantasmes sexuels, il y inclut les anecdotes les plus graveleuses d'autre part. Je veux bien croire que celles-ci sont véridiques mais, à la longue, il est lassant de voir l'auteur étaler ses obsessions.

Heureusement, une grande partie de ce gros volume aborde des problèmes plus intéressants et c'est sur eux, uniquement, que je désire me pencher. D'autant, que cet aspect du récit est éminemment utile par les informations qu'il fournit ou les mascarades qu'il démonte.

1) Peyrefitte dévoile ce qu'est le communisme et met à nu ses suppôts par un violent réquisitoire. Il parle de « peste communiste » (p. 28). Il rappelle qu'il est inutile de négocier avec l'U.R.S.S. puisque celle-ci viole les accords (p. 38) ainsi sur les 52 qu'elle a signés avec les Etats-Unis elle en a dénoncés 50. « Les pensées de Mao Tsé-toung [sont] celles d'un primaire » (p. 78) et Mao est le « dictateur de la Chine Rouge » Peyrefitte souligne que les communistes de France ont participé à la défaite de 1940 en sabotant les efforts de la Défense Nationale car l'U.R.S.S. était liée, alors, à l'Allemagne, puisque les mêmes ont collaboré jusqu'au déclenchement de l'attaque contre l'U.R.S.S. (p. 301). Il parle de canaille marxiste » p. 387) et déclare que le « marxisme est le pire des féodalismes » (p. 431). « Tout ce qui est moral est anticommuniste » (p. 13). Il vitupère l'« épouvantable Castro » (p. 37) et décrit les « horreurs dont la Russie est coutumière » (p. 42) ce qui lui fait dire que le « mac carthysme [est] indispensable » (p. 49).

2) Peyrefitte découvre les buts réels des extrémistes noirs (l'auteur parle des « nègres »). Il remarque que le « black Power » prêche la « haine du Blanc » (p. 148) et qu'il s'organise « pour tuer la bête blanche » (p. 151) ce qui oblige Faulkner à déclarer : « S'il y a une guerre raciale, je descendrai dans la rue avec les Blancs » (p. 151). Cette réaction est motivée par des proclamations de Le Roi Jones. Celui-ci veut (p. 157) « un conflit racial à l'échelle du monde, la destruc-

tion de Nous les chefs politiques de la race blanche, la domination du monde par la majorité, c'est-à-dire par les gens de couleur, car le monde a été souillé par les blancs ». L'auteur démasque Ralph Bunche et surtout le pasteur Martin Luther King, dont la mort a coûté tant de sanglots à nos progressistes et tant de dégâts aux Américains. Ce King est un « imposteur » (p. 152) qui a appris le « catéchisme à l'école d'entraînement communiste » (p. 152). « La collusion du pasteur King avec le communisme a été surabondamment prouvée » (p. 196). King est un « perturbateur, un maître chanteur et un agent communiste » (p. 402). Carmichaël est « un communiste patenté, un castriste acharné et un maoïste déchainé » (p. 405). Lui-même et son compère Rap Brown se conduisent comme des « bêtes féroces » (p. 409). Tout cela incite à juste titre Peyrefitte à voir la main communiste dans les soulèvements noirs (p. 147). Et l'auteur rappelle à ce propos que les 20 millions de nègres des Etats-Unis « possèdent deux fois plus d'autos que tous les pays communistes » (p. 155) ou qu'il y a « plus de noirs dans les universités des Etats-Unis que d'Anglais dans les universités de Grande-Bretagne » (p. 164) et même que « proportionnellement il y a plus de noirs que de blancs dans les Universités des Etats-Unis ». Comment expliquer, alors, la différence entre les deux races ? L'auteur traite longuement du « retard intellectuel » des négrillons et souligne (p. 155) qu'« à mesure qu'on loge les nègres dans des immeubles neufs, ces immeubles se changent en taudis » (p. 155). Mais nos progressistes, dangereux utopistes, refusent de le reconnaître. Pire, ils ont tellement mauvaise conscience qu'ils évitent, contre toute justice, de mal noter un élève noir ou même de lui faire une remarque s'il est fautif.

Peyrefitte semble comprendre et découvrir la réalité des choses. Il écrit alors que les « blancs d'Afrique du Sud et de Rhodésie ont été obligés de prendre des mesures racistes parce que les nègres seraient [autrement] leurs oppresseurs » (p. 169). Il constate que « le monde est divisé, aujourd'hui, peut-être plus par des questions de couleur que par des questions d'idéologie » (p. 169) ce qui fait que « la Chine communiste hait les Russes communistes parce qu'ils sont blancs » (p. 169). Tirant la philosophie du problème noir, Peyrefitte pense qu'« assimiler une race, c'est l'abâtarder » (p. 292).

3) L'écrivain dresse un réquisitoire sévère contre les Juifs. Il n'est pas tendre pour J.-J. Servan-Schreiber et son « défi américain », il mentionne que son « Express » est le « rassemblement de toute la juiverie Française » (p. 79). Il constate que « les Juifs se piquent de soutenir les noirs » (p. 164) bien que ceux-ci soient en grand nombre mahométans. Il remarque, qu'aux Etats-Unis également, les « Juifs tiennent

la p
de l
trait
ven
« le
pas
que
coh
qui,
vie
Adn

4)
pro
giqu
son
car
et
tro
por
car
arr
eff
des
fou
Soe
Na
pla
s'ir
« O
(p.
au
Ha
alo
apl
et
fer
l'E
ma
3
so
da
m
gr
le
à
qu
re

la presse, les lettres, le cinéma » (p. 162) soient les véhicules de la pensée, ce qui facilite tous les viols de conscience. Il traite Marcuse de « juif errant » (p. 418). Il fustige les mouvements d'étudiants contestataires et signale que tous les « leaders », aux Etats-Unis, également étaient juifs. Ce n'est pas une coïncidence. L'auteur redécrit le même phénomène que nous connaissons bien en France. Ici et là, c'est la même cohorte d'étudiants ratés, d'éternels étudiants ou d'étudiantes qui, par manque de maturité, craignent de se lancer dans la vie en tirant partie de leurs diplômes. Ici et là, il y a une Administration qui laisse faire puis qui s'affole.

4) L'auteur part en guerre contre les pacifistes, libéraux et progressistes de tout poil. Il pourfend la « politique démagogique de Kennedy » (p. 44) et ses « collaborateurs [qui ne sont] pas moins prétentieux que médiocres » (p. 45). Il contre-carre la campagne de presse antitexane (à cause de Dallas et de Johnson) en leur prouvant qu'il n'y a pas le moindre trouble noir à Dallas. Il condamne nos hippies et leurs supporters en notant qu'« il y a peu de noirs chez les hippies car le noir veut progresser et ne comprend pas ce retour en arrière » (p. 64). Il dénonce ces pacifistes qui critiquent les efforts de guerre de leurs pays en affectant « d'ignorer » ceux des communistes, pour lui, Bertrand Russel est un « vieux fou » (p. 78), Lummumba un « communiste » (p. 112) et Soekarno un « sinistre individu » (p. 114). Il constate que les Nations unies sont pour les Soviets « leur plus importante plate-forme de propagande dans le monde » p. 111). Peyrefitte s'insurge contre la prétention des progressistes à dire qu'ils « ont seuls le privilège de mourir ou de tuer pour une idée » (p. 168). Il constate que ceux qui protestent contre le napalm au Vietnam applaudissaient les bombes au phosphore sur Hambourg ou la bombe atomique sur le Japon. (il rappelle, alors, que Steinbeck, homme de gauche, est devenu patriote après avoir été au Vietnam). Il stigmatise les « intellectuels et clergymen qui soufflent sur ce feu par idéologie, par tartuferie ou par sottise » (p. 151). Il montre la contamination de l'Eglise en notant qu'un prélat a déclaré que « les trois grands maîtres de notre époque étaient Freud, Einstein et Marx », 3 juifs donc. (p. 191). L'auteur souligne que tous ces prélats sont pour « le Viet-Cong qui a tué des milliers de catholiques dans la région de Hué » (p. 192). Il leur remet en mémoire le million de Tonkinois contraint de fuir au Sud, l'exil des Hongrois après Budapest et le Mur de Berlin. Peyrefitte qui déteste les accords de Yalta et leurs auteurs (p. 330) fait remarquer à ceux qui réclament des négociations à tout prix au Vietnam que les trois cinquièmes des pertes américaines en Corée eurent lieu pendant les négociations. Il reproche à la presse de

mettre en valeur la désertion de 125 G.I's mais de négliger les 100.000 volontaires pour le Vietnam. Enfin, il ridiculise leurs fameuses marches, autour desquelles un battage immonde est toujours fait, en précisant quelles se font, en général... en auto.

L'intelligentsia française (ou ceux qui prétendent la représenter) est prise à partie. Sartre n'est évidemment pas épargné, Genêt est « le pornographe français moderne » (p. 50). Malraux est un aventurier communiste, un mystificateur, un menteur (p. 303) il est « le roi du pathos et de l'inintelligible » (p. 302). Mauriac est égratigné. Michel Droit est « un valet de chambre » et Barrault « le plus mauvais comédien de France » (p. 418). Enfin, l'Académie Française s'est avilie en radiant, à la libération, 4 de ses membres, Maurras et Pétain en particulier.

5) Peyrefitte prend aussi comme cible De Gaulle et son régime. C'est un « agitateur » (p. 298) régnant sur un « parlement fantôme » et une « valetaille ministérielle » (p. 299) qui « fait le jeu du communisme ». Il dit que De Gaulle est le « meilleur ami des Soviets » avant de s'étendre longuement sur sa politique sovietophile. Malicieusement, il note qu'en 1940 ni Alphant ni Jean Monnet ni Henri Bonnet ni Francis Perrin ni Maritain ni Maurois, qui se trouvaient tous alors aux Etats-Unis, n'ont voulu rallier De Gaulle. Il remarque que, pendant la guerre, De Gaulle était « plus intéressé par la politique que par la guerre ». Il lui reproche après avoir « repris le pouvoir pour conserver l'Algérie de sacrifier les intérêts d'un million de Français » (p. 306). Enfin, l'auteur ne lui pardonne pas les nombreux procès qu'il a fait à la presse et à l'édition pour offense au Chef de l'Etat.

En conclusion, ce gros volume fourmille de faits, de précisions ou d'anecdotes utiles ou révélatrices qu'il serait bon que nos partisans connaissent, en espérant qu'ils ne se laisseront pas rebuter par les perversions érotiques que l'auteur observe et rapporte complaisamment. Celles-ci conduisent d'ailleurs l'auteur à des contradictions ; il fustige les hippies pour leurs tendances politiques mais il est attiré par leur amour libre et exhibitionniste ; il est sévèrement réaliste avec les nègres mais son héros épouse une négresse !!! Nos lecteurs risquent aussi de lui reprocher son penchant pour le capitalisme et ses énumérations émerveillées de millions de dollars ; il est vrai que Peyrefitte montre que le capitalisme n'est pas héréditaire et que, par le système des actions, il devient « populaire » (p. 15). Enfin, il est regrettable que l'auteur orthographie à l'anglo-saxonne les patronymes russes ainsi Kossyghin, Khrushchev, Nureyev, Yevtushenko ou Brezhnev.

Yann BEUZEC

Yann BREKILIEN, «La Révolte des Tracteurs », 253 pages, La Table Ronde, 15 F.

Yann Brékilien est l'auteur d'une remarquable et érudite « Histoire Européenne de l'Europe » et d'une excellente « Vie quotidienne des paysans en Bretagne au XIX^e siècle ». Il dirige aussi le mensuel « Breiz » qui est l'organe culturel de tout l'emsav (mouvement) breton.

Ce magistrat, actuellement en poste à Quimper, a réussi son nouveau livre. « La Révolte des tracteurs » se lit d'un trait et même se dévore tant l'intérêt y est soutenu. Mais au-delà de cette trame romanesque, le principal attrait de ce livre est de nous faire comprendre à l'heure où tout le monde parle de régionalisation le problème breton et son très rapide mûrissement. Le malaise fut d'abord paysan car ce furent les agriculteurs les plus touchés et les plus nombreux à l'être ; tandis que 400.000 ruraux durent fuir la campagne bretonne, les survivants en étaient réduits à brader eux-mêmes leurs choux-fleurs ou leurs artichauts sur le trottoir de Paris. (Rappelez-vous, c'était en juin 1961 et les bourgeois parisiens trouvaient cela amusant).

Les pouvoirs publics dirent aux « plouks » : Faites donc de l'Élevage et cela ira mieux ». Les Bretons s'endettèrent pour se moderniser afin de rentabiliser leur entreprise. Ils firent du poulet mais Paris, ne s'en souciant guère, n'a pas défendu leurs intérêts à Bruxelles auprès des partenaires du Marché Commun ; ces derniers continuent à acheter du poulet américain, non taxé ce qui est contraire au Traité de Rome.

Les Bretons élevèrent du porc puisqu' « on » les incitait à le faire. Mais quand il faut le vendre, « on » le leur paie à un prix dérisoire. Le marché est saturé, prétend-on. Au moment où Paris importé de la Chine Rouge du porc avec (ce qui est plus extraordinaire) une dispense sanitaire !!! Il y a de quoi faire enrager un mouton.

Le malaise paysan en Bretagne est évident et connu depuis 1961. Les gaullistes, au pouvoir, n'ont rien fait, au contraire (comme l'exemple précédent le révèle) pour y remédier. Par suite, les petits cultivateurs bretons « étaient arrivés à se rendre compte que leurs problèmes n'avaient rien de commun avec ceux des gros propriétaires de domaines à blé du Bassin Parisien qui avaient été les vrais bénéficiaires de leur accès de colère » (p. 133).

Peu à peu les paysans bretons ont compris que c'était leur avenir, non de paysan, mais de breton qui était en cause. Les paysans bretons ont constaté (p. 119) que « ce n'est pas

en classe qu'un Breton peut apprendre l'histoire de son pays » et « comme le sang finit toujours par parler » p. 121), « la solidarité bretonne [est devenue] une nouveauté exaltante » (p. 133).

La crise est si aiguë qu'il n'y a qu'en Bretagne, que les manifestations paysannes tournent à l'émeute. Et De Gaulle, dans son aveuglement américanophile, a semé le vent en criant : « Vive le Québec Libre » (que j'approuve) sans se rendre compte qu'il allait récolter la tempête (les pancartes bretonnes disent depuis : « Québec Libre, Bretagne Libre »).

Le principal mérite du livre de Brékilien est de dépeindre réellement le mûrissement du problème breton dans son cas le plus typique, celui des paysans. Avant, ils agissaient en tant que groupe social, maintenant ils agissent en tant que groupe national. Avant, sur leurs barricades, ils mettaient un drapeau bleu-blanc-rouge ; maintenant, dans leurs défilés, ils font flotter des drapeaux blanc et noir, couleur du drapeau national breton.

Si la réforme régionale s'éternise et n'est qu'un hochet, si, pire, elle contient des aberrations tel que le dépècement de la Bretagne (en lui volant Nantes et la Loire-Atlantique), la situation s'aggraverait dangereusement. Puisse ce livre de Brékilien ouvrir les yeux de nos technocrates cosmopolites.

Yann BEUZEC

Le gérant : Maurice BARDECHE

Imprimerie H. Dévé et Cie, Evreux — N° d'imprimeur : 846

Extrait du catalogue des Editions des Sept Couleurs

17, rue Bréa - Paris (6^e) - B.P. 16.06

NOUVEAUTÉS

François DUPRAT. — Histoire des SS	27,00
B. de VIGNACOURT. — L'Agriculture soviétique de Lénine à Brejnev	10,50
Pierre FONTAINE. — L'aventure algérienne continue ..	10,50
Pierre FONTAINE. — Où mène le gaullisme ?	7,50
Robert ANDERS. — L'Afrique australe	15,00

ŒUVRES DE ROBERT BRASILLACH

Poèmes de Fresnes	7,50
Lettre à un soldat de la classe 60	7,50
Chénier	6,00
Les Quatre Jeudis	20,00
Domrémy	20,00
Lettres écrites en prison (1944-1945)	12,00

ŒUVRES DE PAUL RASSINIER

Le véritable procès Eichmann	18,00
Le Drame des Juifs Européens	18,00

ŒUVRES DE PIERRE FONTAINE

Alerte au pétrole franco-saharien	12,00
Le Pétrole du Moyen-Orient et les Trusts	12,00
U.R.S.S.-U.S.A.	12,00
Abd-el-Krim, origine de la rébellion Nord-Africaine	12,00
Enquêtes noires	12,00
Les Secrets du Pétrole	12,00
L'Aventure du Pétrole Français	18,00

ŒUVRES DE MAURICE BARDECHE

Lettre à François Mauriac	7,50
Nuremberg ou la Terre promise (Interdit)	
Nuremberg II ou les Faux Monnayeurs	12,00
Les Temps Modernes	9,00
L'Œuf de Christophe Colomb	9,00
Qu'est-ce que le fascisme ?	12,00
Une lecture de Balzac	24,00

COLLECTION « DEFENSE DE L'OCCIDENT »

La Jeunesse	7,50
La Question noire aux U.S.A.	7,50
Crimes de Guerre des Alliés	7,50
Drames et problèmes de l'Afrique	7,50
L'agression israélienne et ses conséquences	7,50
Les Nouveaux Communistes	7,50
Le Rideau de fer bouge	7,50
La Comédie de la Révolution	7,50

Remise 10 % à tous les abonnés de « Défense de l'Occident »
Envoi franco contre chèque ou virement à notre compte

CCP, LES SEPT COULEURS, 218.219 Paris

17



Photo d'ECA - T.D. Publicité « PRAIA DA ROCHA »

LE PORTUGAL

UN VIEUX PAYS TOUT NEUF...

VOUS ATTEND

Pour votre séjour :

**AGENCES DE VOYAGES
et CASA DE PORTUGAL**

7, rue Scribe — PARIS-9^e.

Tél. OPE. 44-71

Adr. Télégr. : PORTUGALIA - Télex 22.550 PARIS

Pour votre voyage :

TAP TRANSPORTS
AERIENS
PORTUGAIS

à PARIS 9, rue Scribe (9^e) - OPE 51-04

à LYON 29, rue Ferrandière (2^e)

Tél. 37-48-93